

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

L'INTITULE DU MEMOIRE

**L'impact de l'importation des biens d'investissements
Sur la croissance économique en Algérie**

Préparé par :

Cheridi Riadh

Redouane Salim

Date de soutenance : 01/07/2019

Jury :

Président : Mme Berrah Kafia

Examineur : Mr. Laouar Abdelhak

Rapporteur : Mr. Redouane Abdellah

Dirigé par :

Mr. Redouane Abdellah

Année universitaire : 2018/2019

Dédicace

Je dédie ce modeste travail

A

Mes très chers parents qui m'ont toujours en attaché tourés d'amour,
de patience et de soutien et qui ne cessent pas de se sacrifier pour moi

Mes chers frères

Mes chères sœurs

Toute ma famille

.

Tous mes amis (es)

SALIM

Dédicace

Je dédie ce modeste travail

A

Mes très chers parents qui m'ont toujours en attaché tourés d'amour,
de patience et de soutien et qui ne cessent pas de se sacrifier pour moi

Mes chers frères

Mes chères sœurs

Toute ma famille

.

Tous mes amis (es)

RIADH

REMERCIEMENT

Au terme de ce modeste travail nous tenons tout d'abord à remercier Dieu, le tout puissant, qui nous a donné la force et le courage pour finir ce qui a été commencé.

Nous remercions s'adressent à **Mr. Redouane Abdellah**, qui nous a fait l'honneur de diriger notre travail. Nous lui serons toujours reconnaissants par rapport au temps qu'il nous a consacré, ses éclairages, ses nombreuses contributions, sa patience, ses remarques pertinentes et surtout sa disponibilité

Nous remercions tout particulièrement les membres de jury qui ont accepté d'évaluer notre travail.

Nous devons nos reconnaissances à tous les enseignants qui ont contribué à notre formation, qu'ils trouvent ici l'expression de nos salutations les plus attachées et de notre respect le plus profond.

Liste des abréviations

Abréviations	Significations
AIC	Akaike Info Criterion
ADF	Dickey-Fuller Augmenter
AGE	Autorisation Générale d'Exportation
AGI	Autorisations Globales à l'Importation
ALGEX	Agence Nationale de Promotion des Exportations
CCR	Compagnie Nationale de Réassurance
CAGEX	La Compagnie Algérienne de Garantie des Exportations
CAA	Caisse Algérienne d'Assurance
CACI	La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie
CAAR	Compagnie Algérienne d'Assurance et de Réassurance
CNMA	la Caisse Nationale de Mutualité Agricole
DS	Différence Stationnaire
DP	Dépense publique
FBCF	Formation Brut du Capitale Fixe
FSPE	Fond Spécial de Promotion des Exportations
FMI	Fond Monétaire International
IDH	Indice de Développement Humain
M	Importation
MI	Importation des biens d'investissement
MDS	Millions de Dollars
ONACO	Office National de Commercialisation
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PROMEX	L'Office de Promotion des Exportations
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PIB	Produit Intérieure Brute
PNUD	Programmes des Nations Unies pour le Développement
RVE	Les Restrictions Volontaires d'Exportation
SAFEX	La Société Algérienne des Foires et Expositions
SECE	Secrétariat d'Etat du Commerce Extérieur
SAA	Société Algérienne d'Assurance
SNMC	SNMC: Société Nationale des Matériaux de Construction
SNS	Société Nationale de Sidérurgie
SONACOME	Société Nationale de Construction Mécanique
SC	Schwarz Criterion

TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
TS	Trend Stationary
TAIC	Taxe sur Activité Industrielle et Commercialisation
TUGP	Taxe Unique Globale à la Production
TAP	Taxe sur l'Activité Professionnelle
UMA	L'Union du Maghreb Arabe
VF	Versement Forfaitaire
VAR	Vecteur Autorégressif
VECM	Vecteur erreur correction
X	Exportation
ZALE	La Zone Arabe de Libre Echange

Sommaire

Introduction générale	01
Chapitre I : Revue théorique sur le commerce international et la croissance économique...	03
Section 01 : Les principales théories du commerce international.....	04
Section 02 : La notion et les théories de la croissance économique.....	20
Section 03 : Revue de la littérature sur la relation ouverture croissance économique.....	27
Chapitre II : Processus d'ouverture commerciale en Algérie.....	31
Section 01 : Aperçu historique sur le Commerce extérieur et croissance du PIB durant la période 1962/1990.....	32
Section 02 : L'organisation du commerce extérieur de l'Algérie à l'ère de l'ouverture commerciale.....	41
Section 03 : Etat des lieux du commerce extérieur de l'Algérie entre 1990 et 2014.....	51
Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'importation des biens d'investissement sur la croissance économique en Algérie.....	56
Section 01 : Présentation et analyse graphique des séries de données	57
Section 02 : Analyse univarié des variables du modèle.....	65
Section 03 : Analyse multi varié des séries de données.....	70
Conclusion générale.....	80

Bibliographie

Annexe

Liste des tableaux

Liste des figures

Table de matière

Introduction générale

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Introduction générale

L'un des sujets qui suscitent encore un intérêt scientifique en économie internationale est celui de l'influence des importations sur la croissance économique des nations.

De ce fait, les économies du monde entier sont actuellement plus étroitement intégrées. Ce point de vue se trouve dans les recommandations des organisations internationales en direction des pays en voie de développement. En effet dans l'une des principales conclusions se résume dans l'accélération de la politique de promotion des exportations.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, il est naturel de s'interroger sur les liens entre l'importation et la croissance économique. Si on arrive à établir sans ambiguïté l'existence d'un impact positif et significatif de l'importation sur la croissance, cela encouragera les gouvernements des pays en voie de développement désireux d'améliorer leur situation d'adopter des politiques de libéralisation commerciale.

Les différentes études ouverture commerciale et croissance économique, tandis que des études théoriques n'arrive pas à une réponse claire et définitive sur la relation entre empiriques identifient un effet positif, mais ces travaux se heurtent à plusieurs limites liées essentiellement aux méthodes économétriques utilisées et aux choix des indicateurs qui représentent l'ouverture. Dans le même sens de couverture et de la croissance économique, le développement de la théorie économique donnait naissance à la théorie de la croissance endogène qui fut la première à démontrer que les progrès technologiques étaient à l'origine la croissance économique.

En Algérie, le commerce international était monopolisé par l'Etat durant toute la période de planification. Depuis son indépendance, elle a opté pour une stratégie de développement basée sur les industries industrialisantes qui a permis certes d'atteindre des taux de croissance appréciables mais au vu de l'absence des transferts technologiques en faveur de l'industrie, de la dépendance de la production nationale des importations et de la majoration des recettes d'hydrocarbures ont handicapé l'Etat dans le développement de son économie.

L'insertion de l'économie Algérienne dans l'économie mondiale est envisagée à travers un double processus d'ouverture économique : une éventuelle adhésion à l'organisation mondiale du commerce (OMC) d'une part, et la signature d'un accord d'association avec l'Union Européenne (UE), la ZLE et l'UMA d'autre part. Cette nouvelle stratégie économique aura certainement des répercussions sur la croissance économique de l'Algérie et sur son développement en général. Depuis l'indépendance, l'Algérie avait opté pour un développement autocentré où le secteur public était prédominant et où le monopole de l'Etat avait été mis en place sur le commerce extérieur. La chute des prix des hydrocarbures en 1986, conjuguée à une dépréciation du dollar, a freiné d'une manière brutale l'approvisionnement de la machine productive en matière d'où un recours encore accru à l'endettement extérieur et qui aura par la suite des répercussions néfastes sur l'économie nationale. Cette nouvelle situation a contraint les pouvoirs publics à engager des réformes économiques, concernant essentiellement les modes d'organisation et de gestion des entreprises publiques commencé à s'engager dans un processus de libéralisation, à travers la mise en place d'une politique.

Ce travail pose la question sur le rôle des importations des biens d'investissement dans la croissance économique de l'Algérie pendant la période s'étalant entre 1980 et 2017 Dans le

INTRODUCTION GÉNÉRALE

cadre de cette étude nous analyserons donc l'impact de l'importation des biens d'investissement sur la croissance de l'économie de l'Algérie.

L'Algérie était un exemple idéal de pays en voie de développement qui a adopté de façon accélérée, le libre échange s'est installé pendant l'année 1994, suite à la signature avec le FMI, d'un accord pour l'application d'un programme d'ajustement structurel (PAS), traduisant ainsi sa volonté de transition à l'économie de marché et de s'ouvrir au marché mondial.

Quel est l'impact de l'importation des biens d'investissement sur la croissance économique en Algérie ?

De cette question principale découlent plusieurs questions subsidiaires :

- ✓ C'est quoi la croissance économique ?
- ✓ C'est quoi un bien d'investissement ?
- ✓ Quelle est la relation entre l'importation et la croissance économique ?

Chapitre I

*REVUE THEORIQUE SUR LE COMMERCE
INTERNATIONAL ET LA CROISSANCE
ECONOMIQUE*

Introduction

Les théories de la croissance et celles du commerce international se sont développés pendant longtemps d'une manière parallèle. Les analyses traditionnelles sur commerce international se focalisaient sur les avantages comparatifs et la division internationale du travail. Cependant, des études empiriques visent à réhabiliter le rôle de l'ouverture sur la performance économique et ont permis de recentrer l'analyse de la croissance en la réorientant vers la prise en compte de l'environnement économique.

Dans ce premier chapitre nous allons aborder les points suivants :

- Les principales théories du commerce international.
- Les principales théories de la croissance économiques.
- Les revues de la littérature sur la relation ouverture-croissance.

Section 01 : Les principales théories du commerce international

L'une des plus importantes formes des relations économiques internationales est le commerce international. Qui joue un rôle éminent dans le développement économique.

Le commerce international occupe une place principale dans le système des relations universelles économiques. Durant toute la période d'après-guerre, les volumes du commerce international s'accroissaient vite, mais leurs rythmes moyens annuels de croissance ont excédé 1,5 fois les rythmes de la croissance du volume mondial de production. De ce fait, le commerce extérieur est devenu un facteur puissant de la croissance économique et a augmenté beaucoup la dépendance des pays de l'échange commercial international.

Nous allons entamer cette section par la présentation de la notion du commerce international et terminer par les théories de commerce international.

1. La notion et les Théories du commerce international

1.1 La notion du commerce international

Le commerce international est un système de rapports marchands et économiques internationales qui se forment du commerce extérieur de tous les pays du monde.

Le commerce international est le maillon principal du système complexe des relations économiques internationales, en coordonnant pratiquement tous les aspects de la division internationale du travail et en liant tous les pays du monde au système économique international commun. Il représente l'ensemble du commerce extérieur de tous les pays du monde, toutefois, son volume est compté selon la totalisation des volumes d'exportation. Le commerce international contemporain est un commerce entre les pays proposant l'import et l'export des biens. Le commerce est un moyen avec lequel les pays peuvent développer la spécialisation, augmenter la productivité des ressources et accroître le volume total de production.

Le commerce international contemporain a un caractère dynamique. La structure et le volume de l'exportation et de l'importation des échanges commerciaux des divers pays et régions du monde varient sans arrêt.

Une série de facteurs ont influencé sur la croissance assez stable et durable du commerce international :

- La stabilisation des relations intergouvernementales ;
- Le développement de l'internationalisation de la production et du capital ;

CHAPITRE I REVUE THEORIQUE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- La révolution scientifique et technique qui contribue à la rénovation du capital fixe, et à la création des nouvelles branches d'économie en activant la reconstruction des anciennes branches ;
- Une intense et importante activité des corporations internationales sur le marché mondial.
- L'apparition d'une nouvelle réalité commerciale c'est-à-dire du marché universel pour les marchandises standardisées;
- L'activité des organisations internationales financières et économiques;
- L'activité qui stabilise la banque Mondiale à l'égard de l'économie mondiale;
- La libéralisation du commerce international, le passage de plusieurs pays vers un régime qui favorise la suppression des restrictions quantitatives de l'importation et la réduction essentielle des taxes douanières : formation des «zones économiques libres»;
- Le développement des processus d'intégration économique des marchandises:
 - l'élimination des barrières régionales, la formation de " marchés communs», des zones du libre-échange;
 - L'acquisition de l'indépendance politique des anciens pays colonisés. (Les séparer du nombre des pays ayant un modèle d'économie orientée vers le marché extérieur).

2. Les principales théories du commerce international :

2.1. La théorie mercantiliste du commerce international.

La théorie mercantiliste élaborée et réalisée au XVI-XVII siècles est apparue la première dans les théories du commerce international. Le XVII siècle est décrit par Emile James comme « une époque spécialement difficile à caractériser, à cause de ses tâtonnements intellectuelle»¹Cette époque se caractérisait par :

- Les grandes découvertes qui élargissaient l'horizon du monde, qui ont ouvert de nouvelles routes commerciales et qui ont provoqué un bouleversement des mentalités décisif pour la pensée économique.
- L'émancipation à l'égard de l'église et des conceptions médiévales : se traduit « par une disparition de la mauvaise conscience de la recherche du gain ; la richesse cesse d'être condamnable »².

¹James.E «Histoire sommaire de la pensée économique» p.46.1969

² Samuelson A«Les grands courants de la pensée économique»p20.1993

CHAPITRE I REVUE THEORIQUE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

- La renaissance, qui permet de redécouvrir la nature et la vie à travers le détour étonnant de l'antiquité. La renaissance est aussi une puissante curiosité intellectuelle qui va se traduire par un faisceau de découvertes scientifiques et techniques.

- La réforme qui est un mouvement vers la rigueur, l'émergence de nouveaux rapports avec l'homme et le divin, libérés du règlement du rituel.

-De ce bref rappel de repères historiques, il est clair que l'origine de la pensée économique libérée de l'obsession morale, trouve le mercantilisme et une relation nouvelle avec la richesse.

-Les partisans de la théorie mercantiliste ne prenaient pas en considération l'intérêt que reçoivent les pays de l'importation des biens et des services étrangers au cours de la division internationale du travail, mais ils trouvaient uniquement l'export économiquement justifié.

- Les mercantilistes sont les premiers à estimer que l'enrichissement est une fin louable « l'heure des hommes pour parler à notre monde, consiste principalement en la richesse », écrit Montchrestien. Les principes doivent faire à leurs sujets les moyens de s'enrichir.

- L'intérêt personnel est un stimulant qui conduit à la prospérité générale, mais l'économie est un service du pouvoir au sens où l'enrichissement des citoyens est le moyen d'accroître la puissance de l'état. »³

C'est pourquoi les mercantilistes trouvaient que le pays devaient limiter l'importation (excepté l'importation des matières premières), tâcher de tout produire soi-même, et surtout l'exportation des produits finis. Pour obtenir l'afflux de la devise (c'est-à-dire l'or).

L'afflux de l'or dans le pays à la suite de la balance positive commerciale augmentait les possibilités de l'accumulation du capital et par cela contribuait à la croissance économique, à l'emploi et à la prospérité du pays. Les mercantilistes estiment que l'économie de l'intérêt d'un participant du marché d'échanges se transforme en un préjudice économique pour d'autres (pays importateurs). Nous croyons cette représentation provenir encore du moyen âge. Il faut estimer cette théorie comme un défaut principal.

En résumé, Les mercantilistes affirment que le meilleur moyen pour une nation d'accroître sa puissance et sa richesse consistait à exporter plus qu'elle importait, la différence devait être alors réglée par un afflux de métaux précieux-principalement l'or.

Plus une nation avait d'or plus elle était riche et puissante, de cette manière les mercantilistes invitaient les gouvernements à stimuler les exportations et à reteindre les importations. Puisque toutes les nations ne peuvent avoir un excédent commercial simultanément et que le

³Samuelson A « Les grands courants de la pensée économique » p22.1993.

stock d'or existant à un instant déterminé est invariable, une nation ne pouvait alors progresser qu'au détriment des autres.

Adam. Smith remarquait que le bien-être de la nation dépend non seulement de la quantité d'or accumulée, que de sa capacité à produire les biens et les services finaux.

2.2 Les théorie traditionnelle du commerce international

2.2.1. La théorie classique.

Pour la première de la théorie du libre-échange était définie par A. Smith qui argumente la théorie du commerce international en prouvant la nécessité à la libéralisation des conditions d'importation des marchandises étrangères au moyen de diminution des restrictions douanières. Il a démontré la nécessité et l'importance du commerce extérieur, en soulignant que « l'échange est favorable à chaque pays ; chaque pays en trouve l'avantage absolu ». Nous pouvons considérer l'analyse d'A. Smith comme étant un point de départ de la théorie classique qui sert de base ou de fondement pour tous les aspects de la politique du libre-échange⁴.

D. Ricardo⁵ a complété et développé les idées d'A. Smith. Il a montré, pourquoi les nations font du commerce et à quel degré l'échange entre deux pays est plus avantageux, en mettant en relief les critères de la spécialisation internationale. D. Ricardo estime qu'il est dans les intérêts de chaque pays de se spécialiser dans la production dont il a le plus grand avantage et le moins de déficience et qui assure le plus grand profit relatif.

2.2.1.1. L'avantage absolu d'Adam Smith :

La théorie des avantages absolus se basait sur une condition tout à fait différente (en comparaison avec la théorie mercantiliste).

Cherchant à défendre l'idée du libre-échange, l'économiste Adam Smith ou comme l'appelle Emile James le « père de l'économie politique »⁶ commence le premier chapitre du livre célèbre « Recherche sur la nature et des causes de la richesse des nations » en 1776. Ce livre a servi de Livre Sacré à tous les économistes pendant soixante-dix ans.

Le résultat auquel a abouti Smith dans ce livre : si n'importe quel pays étranger peut nous approvisionner n'importe quelle marchandise, par achat du plus bon marché, et que nous-mêmes nous sommes en état de la fabriquer, il vaut mieux l'acheter pour une certaine

⁴ Smith. A « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations » 1962

⁵ Ricardo. D « les Début de l'économie politique et la taxation fiscale » p.78.1969

⁶ James E « Histoire sommaire de la pensée économique » p.78.1969

CHAPITRE I REVUE THEORIQUE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

partie du produit de notre propre travail industriel qui est joint à ce domaine et dont nous possédons un certain avantage. La théorie des avantages absolus dit que: le pays doit importer les marchandises dont les coûts de production y sont plus élevés que chez des pays étrangers, et exporter les marchandises dont les coûts de production y sont plus bas qu'à l'étranger, c'est-à-dire, il y a des avantages absolus.

Autrement dit, A. Smith montre « qu'un pays ne doit pas hésiter à acheter à l'extérieur ce que les producteurs étrangers peuvent produire à meilleur compte que les producteurs nationaux.

Le pays qui vend un certain produit moins cher que tous les autres pays possèdent ainsi un avantage absolu pour ce produit. Smith indique alors qu'un pays doit se spécialiser dans la production de biens pour lesquels il possède cet avantage absolu et acheter tous les autres biens ».

A l'opposé des mercantilistes, A. Smith se prononçait pour la liberté de la concurrence à l'intérieur du pays et sur le marché mondial, en partageant le principe avancé par l'école économique française des physiocrates. (Laissez faire), c'est-à-dire: non-intervention de l'Etat dans l'économie.

Nous pouvons résumer l'essence de la théorie de l'avantage absolu dans ces termes : Si n'importe quel pays peut produire n'importe quelle marchandise en grande quantité et peu chère, que d'autres pays, il possède l'avantage absolu. Dans les conditions où le commerce extérieur manque, chaque pays peut consommer seulement les marchandises et la quantité qu'il produit, mais les prix relatifs de ces marchandises sur le marché sont définis par les frais nationaux de leur production.

Les prix intérieurs des mêmes marchandises dans différents pays sont toujours divers suite à des particularités dans les facteurs de la production, les technologies utilisées, la qualification de la main-d'œuvre etc.

Pour que le commerce soit mutuellement avantageux, le prix d'une marchandise du marché extérieur doit être plus haut que le prix intérieur de la même marchandise dans le pays-exportateur, et plus bas que dans le pays-importateur.

Au point de vue classique de la valeur de travail, le coût d'un bien est égal à la quantité de travail nécessaire à la production d'une unité de ce bien.

Si 80 heures de travail permettent de produire 20 litres de vin en Angleterre et 40 litres au Portugal, les coûts absolus respectifs des deux pays s'établissent ainsi :

Le Portugal a un avantage absolu de coût sur l'Angleterre de $4-2=2h$. Son coût en travail pour la production de vin est deux fois moins élevé. On dira donc qu'un pays Bénéfice d'un avantage absolu sur le pays B pour un produit donné, si le coût absolu de ce produit est inférieur dans le pays A par rapport au coût dans le pays B. Ceci conduit à une comparaison des coûts absolus produit par produit.

Le profit reçu par les pays du commerce extérieur consistera dans l'accroissement de la consommation, qui peut être conditionnée par la spécialisation de la production. Selon la théorie de l'avantage absolu chaque pays doit se spécialiser sur la production de cette marchandise dont il possède l'avantage exclusif (absolu).

À partir de la théorie de l'avantage absolu, le commerce extérieur reste toujours avantageux pour les deux parties. Jusqu'à présent, tant que dans les rapports des prix intérieurs entre les pays, les différences sont gardées, chaque pays disposera de l'avantage comparatif.

Le gain de la vente de la production sera le plus grand alors quand chaque marchandise sera produite par

2.2.1.2.L'avantage comparatif de D. Ricardo

En formulant le principe de spécialisation suivant les coûts de production relatifs, Ricardo fut « le premier à élaborer une théorie particulière au commerce international, c'est-à-dire distincte du commerce interne. »⁷

Ricardo formula la loi des coûts comparatifs : ce qui provoque les échanges internationaux, « c'est une différence non pas entre le niveau des coûts que connaissent deux pays, mais une différence dans l'échelle des coûts entre plusieurs marchandises »⁸. Il a prouvé que l'échange international est possible et souhaitable dans les intérêts de tous les pays. Selon lui, un pays peut bénéficier de la spécialisation en produisant les biens pour lesquels il possède un avantage comparatif et ce, même s'il possède un désavantage absolu pour tous les biens qu'il produit. Il a spécifié une zone de prix, l'intérieur de laquelle l'échange est avantageux pour chacun.

La théorie des avantages comparatifs explique le commerce international par les différences entre les pays des coûts relatifs de production. Mais elle ne répond pas à la question principale : pourquoi il y a ces différences entre pays ? Selon les économistes

⁷ Samuelson. A «les grands courants de la pensée économique» p.112.1993

⁸James.E «Histoire sommaire de la pensée économique»P.101.1969

CHAPITRE I REVUE THEORIQUE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

suédois, les différences entre pays des coûts relatifs s'expliquent ainsi :

Dans la production de diverses marchandises, les facteurs sont utilisés dans de différents rapports; les différences de production nationales sont définies par une différence de distribution des facteurs de production : le travail, la terre, le capital, ainsi par le besoin intérieur différent de n'importe quelles marchandises ou des prix. A. Smith affirme que les pays qui participent activement à la division internationale du travail recevront le plus grand profit. Le pays ayant les avantages définis dans la production de quelque marchandise.

Aussi, nous pouvons définir l'essence de la théorie de l'avantage comparatif : Si chaque pays se spécialise dans des produits qui lui feront le plus grand rendement relatif ou lui feront moins de dépenses, le commerce sera mutuellement avantageux pour les deux pays.

Le principe de l'avantage comparatif, étant répandu dans chaque pays, peut avoir une importance générale.

Pour nous faire comprendre ce principe, Ricardo imagine une économie mondiale composée de deux pays seulement, l'Angleterre et le Portugal, produisant deux types de biens, du drap et du vin, dont la qualité est supposée identique. Ricardo place l'Angleterre dans une situation a priori tout à fait désavantageuse : le Portugal produit plus vite qu'elle à la fois le drap et le vin. L'Angleterre dit-elle fermer ses frontières pour éviter que ne s'écroule son industrie ?

Pour répondre à cette question il faut analyser les effets de l'alternative envisageable entre l'autarcie et le libre-échange.

En situation d'autarcie, pour produire les deux unités de vins nécessaires aux deux pays, il faudra 200 heures de travail, tandis que la production de deux unités de drap demandera 190 heures de travail.

Que se passera-t-il si l'Angleterre produit des draps et le Portugal du vin ? L'Angleterre mettra 200 heures de travail à produire deux unités de drap. Elle économisera donc 20 heures de travail susceptibles d'être consacrées à un accroissement de la production. Si on suppose qu'elle consacre ces 20 heures à la production de drap, la production passera à 2,2 unités. Quant au Portugal, il mettra 160 heures à produire deux unités de vin, il disposera donc encore de 10 heures de travail pour accroître sa production, et pourra donc la faire passer à 2,125 unités.

« Les pays sont gagnants à l'échange s'ils se spécialisent dans la production du (des biens qui supportent le(s) coût(s) de production relatifs(s) le plus faible(s) et s'ils importent

le(s) bien(s) qui supportent(nt) le(s) coût(s) de production relatif(s) le plus élevé(s)⁹.

Le modèle de Ricardo a deux conclusions fondamentales : les pays sont toujours gagnants à l'échange qui permet de produire de manière plus efficace et, en situation d'échange, les pays vont se spécialiser dans la production du bien où ils possèdent un avantage comparatif.

Le défaut de la théorie de l'avantage comparatif est son caractère statique.

Cette théorie ignore n'importe quels balancements des prix et du salaire, elle s'abstrait de n'importe quelles ruptures inflationnistes et déflationnistes aux stades intermédiaires, des problèmes de toutes sortes des balances de paiement.

La théorie estime que, si les ouvriers abandonnent une branche, ils ne se transforment pas systématiquement en chômage, mais passent à une autre branche, plus productive. Il n'est pas étonnant que cette théorie abstraite fût fort compromise pendant «la Grande dépression ». UN certain temps auparavant, son prestige a commencé à se rétablir de nouveau. La théorie de l'avantage comparatif est une théorie cohérente et logique. Dans tout son caractère excessivement élémentaire elle a eu une très grande importance.

La nation qui ignore le principe de l'avantage comparatif assumera : l'abaissement du niveau de vie et le ralentissement des rythmes potentiels de la croissance économique.

L'explication de Ricardo reste incomplète. Certes, la coopération et la spécialisation de deux pays dans la production où ils disposent d'un avantage comparatif accroissent la richesse mondiale, mais comment cet excès de richesse sera-t-il partagé ? On ne peut répondre à cette question qu'en s'interrogeant sur les prix relatifs des produits, c'est-à-dire sur le nombre d'unité de vin que devra céder le Portugal pour obtenir une unité de drap anglais, et symétriquement. C'est le philosophe et économiste britannique John Stuart Mill qui résolut cette question dans son livre Principes d'économie politique (1848)¹⁰.

2.2.1.3 La théorie des prix internationaux de J. S. Mill :

Dans cette thèse, Mill dit que « la valeur d'une chose en un lieu dépend du coût de son acquisition en ce lieu qui, dans le cas d'une marchandise importée, est le coût de production du bien que l'on exporte pour la payer... Autrement dit, les valeurs des marchandises étrangères dépendent des termes de l'échange international.¹¹ » Considérons deux pays, l'Angleterre et l'Allemagne qui, en autarcie, produisent du drap et de la toile de lin. En

⁹ Guillochon B. «Economie internationale» manuel et exercices.p1.2006

¹⁰ Mill J.S. «Principles of political economy».1848.

¹¹ Samuelson. A« Economie internationale contemporaine». PU 1993.P.72

CHAPITRE I REVUE THEORIQUE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Angleterre, 10 mètres de drap s'échangent contre 15 mètres de lin. Le prix du drap en termes de lin est de 1,5. En Allemagne, 10 mètres de drap s'échangent contre 20 mètres de lin. Le prix du drap en termes de lin est de 2. L'Angleterre possède un avantage comparatif dans la production de drap et elle se spécialisera dans cette production si le libre-échange est établi.

Les coûts de production déterminent les bornes extrêmes entre lesquels se fixe le prix relatif.

Pour analyser les valeurs internationales, Mill raisonne d'abord dans une économie de troc. Il néglige les coûts de transport si bien que les prix sont les mêmes dans les deux pays : « l'échange est analysé comme un troc. Un pays n'exporte que s'il a besoin d'importer ; à toute demande de marchandises étrangères correspond nécessairement une offre d'exportation, ce qui est conformé à la loi des débouchés »¹².

Soit p_1 le prix du lin et p_2 celui du drap. Notons p le prix du drap en termes de lin :

$$P = P_2 / P_1$$

La quantité de marchandise demandée varie avec son prix : plus le prix est élevé, moins il y a d'acheteurs et plus faible est la quantité vendue. La demande de drap des allemands, $D_2(P)$, est une fonction décroissante du prix relatif du drap. La quantité de lin qu'ils offrent, S_1 est la valeur du drap demandé :

$$S_1 = pD_2(p)$$

Elle peut être une fonction croissante ou décroissante des prix selon la valeur de l'élasticité de la demande. De la même façon, la demande de lin des anglais, $D_1(p)$ est une fonction décroissante du prix relatif du lin, donc une fonction croissante du prix relatif du drap. L'offre anglaise de drap, S_2^* , s'écrit $S_2^* = pD_1^*(p)$

L'équilibre sur le marché du lin ($S_1 = D_1^*(p)$) implique l'équilibre sur le marché du drap et détermine le prix relatif des deux biens. Bien que Mill n'explique pas l'expression algébrique du problème, il le pose de façon explicite comme la solution d'un système d'équations ; et ses lecteurs, en particulier William Wheel (1850), pourront facilement formaliser son analyse. Passer de l'idée vague que la demande et l'offre déterminent le prix à l'affirmation selon laquelle le prix d'équilibre est la solution d'un système d'équations était une étape cruciale. On peut, comme le suggérait Ricardo, passer de cette analyse du troc international à l'étude de la formation des prix dans une économie monétaire. Supposons que

¹² Samuelson. A « Economie internationale contemporaine ». PU 1993. P.74.

les deux pays utilisent la même monnaie métallique, disons l'or. Admettons que les prix initiaux sont tels qu'il n'est pas rentable d'exporter du drap en Allemagne.

2.2.2. La théorie des dotations en facteur de production ou le modèle de Heckscher - Ohlin, Samuelson. :

Le modèle Heckscher-Ohlin a été développé dans les années 30 du 20^{ème} siècle. à cette époque-là, Il y avait de grands changements dans le système de la division internationale du travail et le commerce international. Comme facteur de la spécialisation internationale, le rôle des biens naturels a considérablement diminué. Dans les exportations des pays capitalistes développés, les biens de consommation non alimentaire a commencé à prédominer.

Dans le modèle d'Heckscher-Ohlin, les facteurs de la spécialisation internationale ne sont pas liés aux différences naturelles de certains pays. Le modèle est appelé pour expliquer les raisons du commerce extérieur par les Marchandises de l'industrie de transformation. On peut utiliser le modèle pour l'explication de la spécialisation des pays dans le domaine agricole et des matières premières.

Les conclusions qui découlent de cette théorie¹³ :

1. une spécialisation partielle de chaque pays dans le bien relativement le plus intensif dans le facteur dont ce pays est relativement le mieux doté.
2. une égalisation des prix relatifs des biens entre les pays.
3. En raison de la relation entre prix relatifs et rémunérations relatives, la rémunération relative du facteur relativement le plus rare dans chaque pays diminue tandis que celle du facteur relativement le plus abondant augmente.

2.2.3. Le paradoxe de Leontiev :

L'économiste américain Vassili Leontiev a fait, au milieu des années 50, une tentative du contrôle expérimental des conclusions principales de la théorie d'Heckscher-Ohlin ;il est parvenu à des conclusions paradoxales. Ayant utilisé le modèle du tableau des échanges industriels « dépenses - émissions » construit sur la base des données de l'économie des USA en 1947, V. Leontiev a prouvé que dans l'exportation américaine, les marchandises exigeant beaucoup de main-d'œuvre prédominaient, tandis que dans l'importation prédominaient les marchandises à coefficient de capital. Ce résultat empiriquement reçu et qui « Aurait été conforme aux conclusions théoriques de la loi des proportions de facteurs »¹⁴ contredisait ce

¹³ Aubin C.&Norel.p. « Economie internationale fait théorie et politique » p40.7997.

¹⁴ Aubin C & Norel PH « économie internationale faits théorie et politiques » p.45.1997.

qu'avait proposé la théorie d'Heckscher-Ohlin. Selon ses calculs, la production domestique de biens destinés à remplacer les importations des USA nécessitent 30% de capital par unité de travail, en plus de ce qui est utilisé dans les secteurs d'exportation. La contradiction avec les conclusions destinées du modèle théorique est patente. C'est pourquoi il a reçu le nom de « paradoxe de Leontiev »¹⁵.

Les études ultérieures ont confirmé la présence de ce paradoxe dans la période d'après-guerre non seulement pour les USA, mais aussi pour d'autres pays comme le Japon, l'Inde etc de nombreuses tentatives d'expliquer ce paradoxe ont permis de développer et d'enrichir la théorie d'Heckscher-Ohlin par voie du compte des circonstances supplémentaires influençant la spécialisation internationale, parmi lesquelles on peut remarquer les suivantes:

-L'inégalité des facteurs de production, en premier lieu celui de la main-d'œuvre qui peut se distinguer beaucoup au niveau de la qualification. De ce point de vue, la surabondance relative de la main-d'œuvre très qualifiée et des spécialistes peut refléter sur l'exportation des pays industriellement développés, pendant que les pays en voie de développement exportent la production demandant de grandes dépenses du travail non qualifié;

-La politique d'Etat de commerce extérieur, qui peut limiter l'importation et stimuler la production à l'intérieur du pays et l'exportation de la production des branches où on utilise intensivement les facteurs assez déficitaires de production.

2.3. Le renouvellement des théories du commerce international

2.3.1. L'approche néo-technologique:

2.3.1.1. L'écart technologique de Poser.

Les partisans de cette théorie tentent d'expliquer les relations commerciales avec l'étranger non pas par l'approvisionnement des facteurs de production, comme faisaient les néo-classiques, mais par les dépenses des recherches et des élaborations, par le niveau du salaire moyen et le pourcentage de la main-d'œuvre qualifiée. L'auteur de cette théorie « s'efforce de préciser l'approche en étudiant les composants de l'écart technologique »¹⁶ Cette technologie donne la possibilité de dominer dans la production des marchandises données et leur vente sur le marché mondial jusqu'à ce qu'elles ne seront pas maîtrisées par d'autres pays. Alors, il est nécessaire de faire de nouvelles études permettant de produire de

¹⁵ Aubin C & Norel PH «économie internationale faits théorie et politiques » p.46.1997.

¹⁶ Aubin C & Norel PH «économie internationale faits théorie et politiques » p.56.1997.

nouvelles marchandises. Cette théorie pose une nouvelle question sur le rôle de l'Etat dans le commerce international.

Si les classiques et les néo-classiques se basaient sur la non-intervention de l'Etat dans les rapports commerciaux, les représentants de la néo-technologie auraient présumé que l'Etat doit assurer un ensemble de mesures du développement scientifique et technologique de la production, stimuler la réduction des vieilles branches de productions et le développement accéléré des nouvelles branches. La théorie la plus connue de cette école est celle de la rupture technologique dont les fondements sont posés par l'économiste anglais M. Posner au début des années 60. Posner a supposé qu'à la suite de quelque découverte, un des pays développés possède principalement une nouvelle technologie ou une nouvelle marchandise qui est fortement demandée dans d'autres pays. C'est pourquoi le commerce de cette marchandise sera réalisé même entre les pays ayant un approvisionnement identique en ressources.

Si un pays possède une position privilégiée, il se passe une rupture technologique entre les pays. Certes, les autres pays maîtriseront graduellement les innovations et la rupture sera réduite, mais tant qu'il existe, le commerce extérieur par cette marchandise se prolongera. À la suite d'un tel commerce, tous les pays seront dans le gain : ce qu'ils exportent leur fait du bénéfice, mais ce qu'ils importent ce sont de nouvelles marchandises. Les modèles du courant néo-technologique reflètent plus adéquatement les processus réels du développement contemporain de la division internationale du travail. Les partisans du courant néo-technologique tentent d'expliquer la structure de la division internationale du travail et son caractère par des facteurs technologiques. Les principales variables à l'approche technologique sont les dépenses sur les études et les élaborations (aux intérêts du coût des ventes), le salaire pour un travailleur et le pourcentage de la main-d'œuvre qualifiée. L'école néo-technologique lie les avantages avec la position monopolisée de la société ou du pays innovateur.

Cela résulte une nouvelle stratégie optimale pour certaines sociétés : ne pas produire ce qui est peu coûteux, mais ce qui est nécessaire à tout le monde ou à beaucoup de monde, mais que personne ne peut produire à présent. Les avantages dynamiques comparatifs analysés par les théoriciens du courant néo-technologique, se créent, apparaissent et disparaissent avec le temps. Plusieurs économistes du courant néo-technologique trouvent que l'Etat peut et doit soutenir la production des marchandises d'exportation de la haute technologie et la réduction

de la production d'autres vieilliss.

2.3.1.2. La théorie du cycle de vie de Vernon¹⁷.

Selon Raymond Vernon, la vie d'un produit se divise en plusieurs étapes, correspondant à plusieurs phases du commerce international. Selon R. Vernon, « tous les pays avancés ont accès aux connaissances scientifiques, mais la transformation de celles-ci en innovations requiert la présence, non moins des producteurs, d'un marché vaste et riche, sur lequel il soit possible de lancer le produit nouveau. »¹⁸ Dans un premier temps, le produit tout juste conçu dans un pays riche doit être testé, et le marché national est alors le plus indiqué, 'autant qu' « il est demandé par les consommateurs disposant de hauts niveaux de revenu. »¹⁹

Arrivant à un stade de maturité, l'entreprise sur le point de perdre l'exclusivité sur le produit est incitée à le vendre sur les marchés étrangers avant l'arrivée de ses futurs concurrents. Le bien, s'il connaît un important succès, est alors produit en des quantités plus importantes ce qui provoque une baisse de son coût unitaire de production et donc de son prix. Il devient donc accessible aux consommateurs des pays moins aisés. Les pays riches détiennent alors un avantage comparatif.

Lorsque le produit atteint un stade de standardisation et se banalise, sa production devient possible dans les pays à bas salaires et l'entreprise, pour maintenir sa compétitivité face aux concurrents, se doit d'en délocaliser la production dans les pays à bas salaires pour le réexporter par la suite dans les pays riches. L'avantage comparatif est donc désormais entre les mains des pays à bas salaires.

Lorsque deux pays ne disposent pas de la même monnaie et que le taux de change n'est pas révélateur de l'économie réelle, les coûts monétaires ne reflètent plus les coûts réels et sont susceptibles de modifier artificiellement la répartition des avantages comparatifs. Historiquement, ce problème a longtemps été résolu par les systèmes de changes fixes (jusqu'au début des années 1970) et/ou d'étalon or. Dans le monde contemporain, après la fin des accords de Breton Woods en 1973, les taux de change flottants ou semi-fixes introduisent une incertitude sur les gains à l'export. Au sein de zones monétaires, le risque de variations de

¹⁷ Raymond vernon (1913-1999)est un économiste américain, connu pour sa théorie du cycle de vie du produit et pour son application au commerce international .Dans cette théorie développée en 1966.

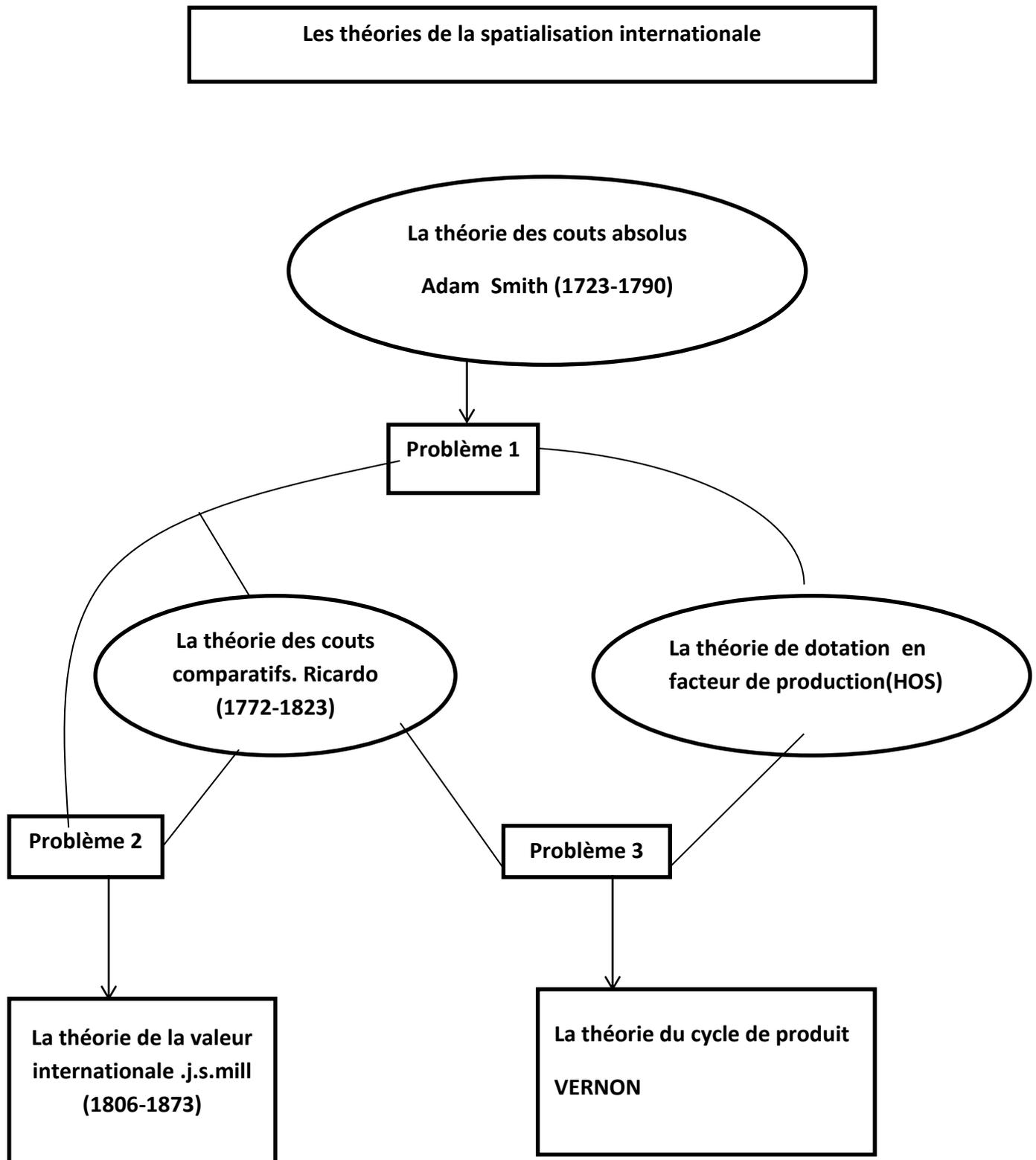
¹⁸ Guillochon B «Economie internationale Dunoy» 2006.

¹⁹ Ibid

***CHAPITRE I REVUE THEORIQUE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA
CROISSANCE ECONOMIQUE***

taux de change susceptibles de fausser la concurrence a motivé la mise en place d'une monnaie unique.

3- Arbre des théories du commerce international :



Source : <http://webatab.ac-bordeaux.fr>

CHAPITRE I REVUE THEORIQUE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Pour conclure cette section, nous retenons que le commerce international est une activité d'échange des biens et des services à l'aide de laquelle les pays satisfont leurs besoins. Les théories du commerce international classiques et modernes mettent en évidence les conditions de l'apparition des avantages changeables auxquelles certains pays et entreprises acquièrent des positions solides sur le marché international.

Du fait de l'existence de certaine interdépendance entre l'évolution des termes de l'échange et la croissance des économies, on effectuera dans la section suivante une étude sur les principales théories de la croissance économique.

Section 02 : la notion et les théories de la croissance économique

Face aux problèmes préoccupants que pose l'évolution des pays en voie de développement, les économistes se sont penchés sur le phénomène de la croissance économique afin de mieux comprendre les mécanismes par lesquels elle s'opère, d'identifier ses principaux déterminants et de dégager les facteurs qui favorisent la progression des revenus et de la production au sein des économies nationales.

Dans cette section, nous présentons la notion de la croissance économique et les principales théories expliquant les raisons par lesquelles la croissance se diffère d'une nation à une autre.

1. La notion de la croissance économique

De façon générale, la croissance économique peut être entendue comme la variation positive de la production de biens et de services d'une économie sur une période donnée généralement une période d'une année. L'indicateur le plus utilisé pour l'évaluer, est le produit intérieur brut (PIB), mesuré en volume ou à prix constant pour corriger les effets de l'inflation. Perroux. F définit la croissance comme étant « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes (où chaque période comprend plusieurs cycles quasi- décennaux) d'un indicateur de dimension : pour une nation, c'est le produit global nettes termes réel.

Ce n'est pas l'augmentation du produit réel par habitant »²⁰ et il s'agit de la première conception de la croissance.

La croissance économique est synonyme de production de biens et services, de créations d'emplois et de richesse. Elle assure la prospérité économique, sociale et humaine. En effet, elle désigne, de manière concurrentielle, l'augmentation durable du revenu national, supérieur à l'accroissement de la population²¹.

De son côté, Kuznets définit la croissance économique d'un pays comme « l'augmentation à long terme de la capacité d'offrir des biens économiques de plus en plus diversifiés à sa population. Cette capacité grandissante est basée sur la technologie avancée et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle demande »²²

²⁰Bellataf. M. (2010), « Economie du développement », office des publications universitaire, Alger, P.9.

²¹Bellataf.M(2010), op cit, P.7.

²²Kuznets.S. (1973), « Modern economic growth: findings and reflections», the American Economic Review, Vol .63, N°.3, P.247.

2. Typologie de la croissance

La croissance peut prendre l'une des formes suivantes:

- **croissance extensive:** lorsqu'elle résulte de l'augmentation quantitative des facteurs de production (travail, capital) intégrés au sein du processus productif.
- **Croissance intensive:** elle est obtenue par une meilleure utilisation des facteurs de production. L'organisation du travail est également améliorée et la main d'œuvre plus quantifiée.
- **Croissance libérale:** elle se déclenche spontanément par les forces du marché: la vie des entreprises, le prix, le travail et les échanges obéissent à la loi de l'offre et de la demande.
- **Croissance équilibrée:** elle met en mouvement tous les secteurs à la fois dans une progression assez régulière qui mise sur la demande et qui valorise le rôle du marché national. Moteur principal du développement.
- **Croissance déséquilibrée:** elle démarre d'un secteur privilégié pour, théoriquement se transmettre aux autres domaines de l'activité.
- **Croissance potentielle:** elle correspond à l'utilisation maximale de tous les équipements et les facteurs de production.
- **Croissance interventionniste:** elle est dirigée et amorcée par l'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale. Remarquons que plus une payse en retard par rapport aux autres, plus la croissance n'est interventionniste.

3. Les facteurs explicatifs de la croissance

Elle est expliquée par trois éléments principaux :

➤ **Le facteur travail**

Dépend de la population active occupée, de son niveau de compétence, de la durée et de la qualité du travail.

➤ **Le facteur capital**

Constitue les éléments matériels (installations, équipements, outillages) mobilisés par les unités de production pour fabriquer. Il dépend de l'investissement, du taux d'utilisation, du capital technique et de la qualité du capital technique.

➤ **Le progrès technique**

Il peut être défini dans un premier temps, comme l'ensemble des éléments qui permettent d'améliorer les méthodes de production et d'accroître la productivité. Toutefois, le progrès technique s'inscrit aussi dans les différentes formes d'innovations mises en œuvre par l'entrepreneur, lesquelles peuvent concerner aussi la fabrication d'un produit nouveau, la mise en œuvre d'une nouvelle méthode d'organisation de la production.

4. Les indicateurs de la croissance économique

Mesurer la croissance est un exercice difficile, c'est pourquoi de nombreux économistes ont cherché à dépasser le concept du PIB afin d'introduire des indicateurs alternatifs.

4.1. Concept de PIB (produit intérieur brut)

Agrégat de la Comptabilité nationale fournissant une mesure de la production ; il est égal à la somme des valeurs ajoutées augmentée de la TVA grevant les produits et les droits de douane nets des subventions à l'importation : $PIB = \text{somme des valeurs ajoutées} + \text{TVA} + \text{droits de douane} - \text{subventions à l'importation}$.

4.2. Les indicateurs alternatifs de la croissance

Les organisations internationales telles que le Programmes des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque Mondiale, l'institut américain « Redifining Progress », la Commission Européenne ou les Organisations Non Gouvernementales ont ouvert la voie en prenant une série d'initiatives.

- Les experts du PNUD utilisent l'IDH: Indice de Développement Humain. Cet indicateur synthétique combine trois critères : le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'instruction (taux de scolarisation et taux d'alphabétisation). Il consiste à ramener des grandeurs disparates sur une échelle allant de 0 à 1 puis à les additionner.

-La Banque Mondiale a mis au point l'épargne nette ajustée encore appelée, épargne véritable, pour exprimer la variation du capital économique, humain et naturel d'un pays à l'issue d'un cycle de production. A partir de la mesure standard de l'épargne nationale brute, il procède à quatre types d'ajustements : déduction de la consommation de capital fixe, ajout des investissements en capital humain (dépenses d'éducation), déduction de la baisse des stocks

de ressources naturelles consommées (énergie, minerais, forêts) et des dommages causés par la pollution.

- L'institut américain « Redefining Progress » a proposé en 1995 un indicateur de progrès véritable.

- Les experts européens disposent de 155 indicateurs pour analyser le développement durable, dont une dizaine d'indicateurs dits de premier rang incarnent les objectifs ; majeurs (le PIB par habitant doit rendre compte du développement socioéconomique).

-Enfin, les ONG réunies au sein du Global Footprint Network utilisent l'empreinte écologique. Cette dernière évalue l'impact de la consommation d'une population donnée selon la surface de sol et d'océan nécessaire pour la produire et pour assimiler les déchets qu'elle génère. Si l'empreinte dépasse la bio-capacité (c'est-à-dire la capacité de la terre à produire ses ressources et à absorber les déchets), cela signifie que les capacités régénératrices de la planète sont dépassées¹⁶.

5. Les théories de la croissance

Les théories explicatives de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique. Ces théories ont conduit à mettre en avant le rôle primordial du progrès technique dans la croissance. Sur le long terme, seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie. Toutefois, ces théories expliquent encore mal d'où provient ce progrès, et en particulier en quoi il est lié au fonctionnement de l'économie.

5.1. La théorie classique

La majorité des économistes de l'école classique estiment qu'à long terme l'économie va atteindre un état stationnaire (aucune croissance n'est durable). Selon A. Smith (1776), à travers ses recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, les effets de productivité induits par le développement de la division de travail, laissaient entrevoir la possibilité de croissance ininterrompue. A son tour T. Malthus (1796) dans son essai sur le principe de la population, montre que dans un contexte de rendement décroissant si les salaires sont maintenus à des niveaux fixes, la population cesse de croître la production aussi ; le réinvestissement productif du surplus population serait la sortie de l'état stationnaire.

Toutefois, D. Ricardo (1817) dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants des terres et la

solution à cet état serait le réinvestissement productif du surplus et de s'ouvrir au commerce international.

5.2. La théorie postkeynésienne

Après la crise de 1929, les économistes Harrods (1939) et D'Omar (1947), influencés par Keynes, ont cherché à comprendre les conditions dans lesquelles une phase d'expansion peut être durable. Sous l'hypothèse du stock en capital constant, les deux économistes considèrent que la croissance est équilibrée à condition que la production, l'épargne et l'investissement croissent au même rythme. Dans le cas contraire, par exemple si l'investissement croît moins rapidement que l'épargne, l'accumulation du capital augmente au détriment de la production ce qui va induire la baisse de la demande, de la production et de ce fait le ralentissement de la croissance.

5.3. Les modèles néoclassiques : l'approche de Solow

Le modèle de Solow (1956)²³ repose essentiellement sur l'hypothèse d'une productivité marginale décroissante du capital dans la fonction de production. Le modèle est dit néoclassique au sens où les facteurs de production sont utilisés de manière efficace et rémunérés à leur productivité marginale. Dans ce modèle, la croissance de long terme ne peut provenir que du progrès technique (et non plus de l'accumulation du capital). L'une des faiblesses théoriques du modèle de Solow vient du fait qu'il considère le progrès technique comme exogène, autrement dit il ne dit rien sur la façon dont le progrès technique apparaît.

5.4. Les nouvelles théories de la croissance : croissance endogène

Les théories de la croissance endogène sont un ensemble de modèles qui ont été développés à partir de la fin des années 1970 notamment par P. Römer (1986)²⁴, R. Lucas (1988)²⁵ et R. Barro (1989)²⁶. Ces derniers cherchent à rendre le facteur progrès technique endogène, ils se fondent sur l'hypothèse que la croissance génère par elle-même ce progrès technique, et il n'y a plus de fatalité des rendements décroissants. La

²³SOLOW R (1956), « Technical Change and the Aggregate Production Function », Review of Economics and Statistics, Vol 39, N° 3, August, P (312-320).

²⁴Paul M. Romer.(1996), «Why, in America? Theory, history and origins of modern economic growth», Papier de travail 5443, Université de Californie, Berkeley, P(1-2).

²⁵LUCAS, R.E.(1988), « On the mechanics of Economic Development », Journal of Monetary Economics, Vol 22, Issue 1, P.3-42

²⁶Idem P.4.

CHAPITRE I REVUE THEORIQUE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

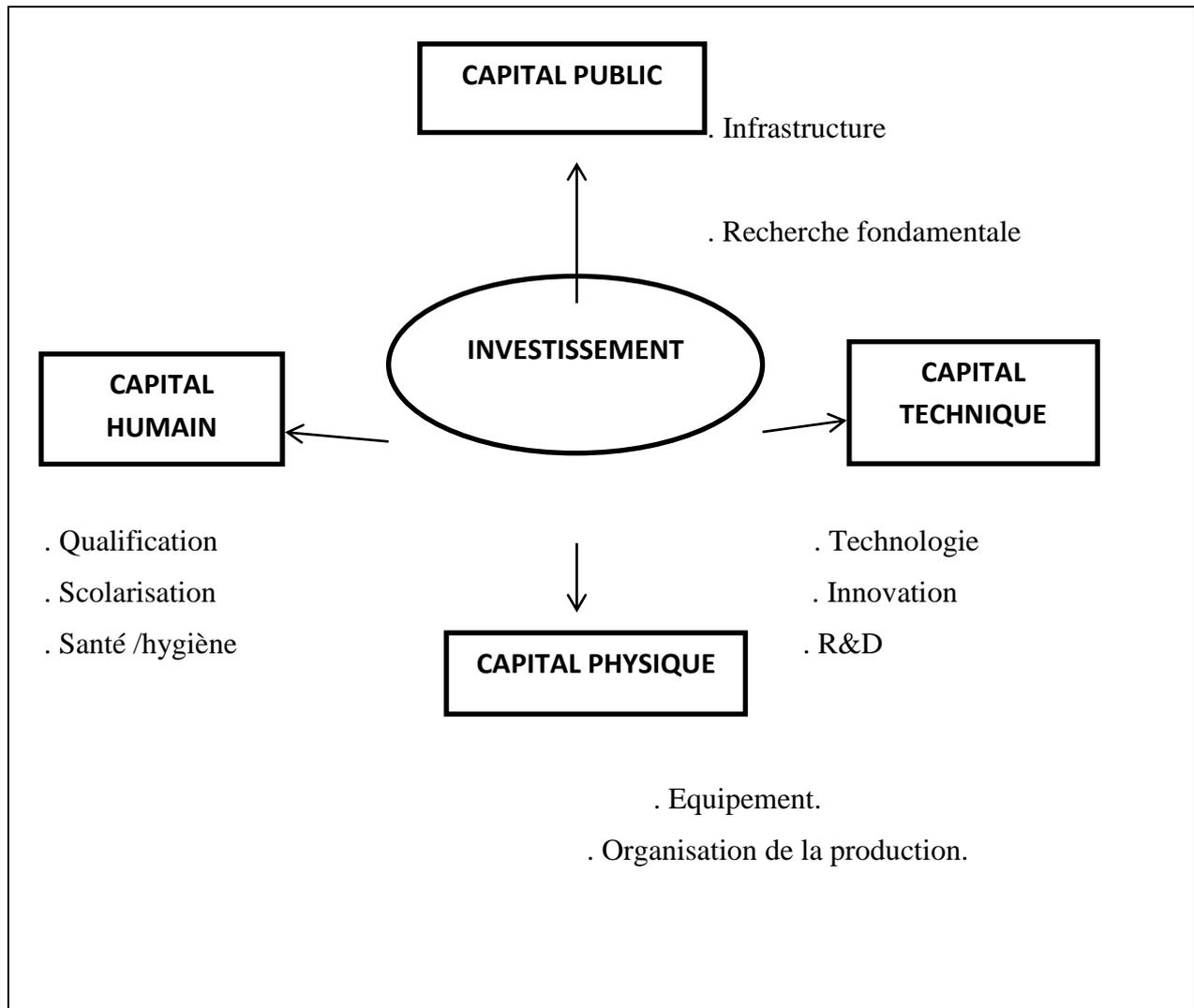
croissance endogène constitue un processus qui s'auto-entretient à travers trois grands mécanismes :

Premièrement, le Learning by doing : plus on produit, plus on apprend à produire de manière efficace. En produisant, on acquiert en particulier de l'expérience, qui accroît la productivité.

Deuxièmement, la croissance favorise l'accumulation du capital humain, c'est-à-dire les compétences possédées par la main d'œuvre et dont dépend sa productivité.

Troisièmement, la croissance permet de financer des infrastructures (publiques ou privées) qui la stimulent.

Figure N°01: Schéma des facteurs principaux de la croissance endogène



Source : Guellec, D. Ralle.p « les nouvelles théories de la croissance », la découverte, 1996,

Les théories de la croissance endogène permettent d'étudier la croissance dans les pays Développés, qui s'obtient de nos jours plus par l'amélioration de la qualité et de la Productivité des facteurs de production que par l'augmentation de leur quantité.

Section 03 : revue de la littérature sur la relation ouverture-croissance économique

La littérature sur la relation entre le commerce international et la croissance économique ne date pas d'aujourd'hui, plusieurs études théoriques et empiriques ont été réalisées pour montrer les impacts des échanges internationaux sur la croissance économique.

Nous allons étudier dans cette section les différents travaux théoriques et empiriques et présenter la relation entre l'ouverture commerciale et l'instabilité de la croissance.

1. Les travaux théoriques et empiriques

Les principaux travaux théoriques et empiriques menés par les économistes sont :

1.1. Les analyses traditionnelles (travaux théoriques) :

David Ricardo, au 19^{ème} siècle, par sa théorie des avantages comparatifs, a démontré que plus un pays était ouvert, plus cela lui permettait de réorienter ses ressources rares vers des secteurs plus efficaces et d'améliorer son bien-être.

Les théories qui suivirent sont venues confirmer ces gains, en plus de rajouter ceux liés à la rémunération des facteurs de production.

Cependant, même dans les nouvelles théories du commerce international qui prennent en compte les rendements d'échelle et la concurrence imparfaite, les gains restent statiques. C'est dans la théorie de la croissance qu'on peut alors venir chercher les gains dynamiques²⁷.

Les modèles de croissance néo-classiques, issus du modèle de Solow (1957), assument que le changement technologique est exogène. Dans un tel cadre, les politiques commerciales d'un pays ne peuvent donc pas être considérées comme un élément affectant sa croissance. Depuis le début des années 1990, les nouvelles théories de croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène. Il devient alors possible de combiner la nouvelle théorie du commerce international et celle de la croissance endogène.

Crossman et Helpmann (1991)²⁸ démontrent que l'ouverture permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent des nouvelles technologies. Grâce à l'apprentissage par la pratique et le transfert de technologie, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficace et sa productivité augmente. On s'attend alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus

²⁷Nadia.L. (2005), « L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique : Cas de six pays d'Afrique de l'Ouest », Thèse de doctorat, Université de Montréal, p.7.

²⁸GROSSMAN.G.M.and HELPMAN.E.(1991),« Innovation and growth in the global economy».Cambridge, MIT XPress,P.359.

protectionnistes. Cependant, les auteurs rajoutent que ces gains dépendent de plusieurs facteurs, dont la situation initiale. Cette dernière détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance. L'ouverture d'une petite économie peut la conduire à se spécialiser dans un secteur de faible croissance, contribuant plutôt à laisser le pays dans le sous-développement.

Dans ce cas, le pays devrait adopter des politiques protectionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques d'ouverture appropriées. Selon l'étude de Levin et Renault (1992), la relation de causalité entre l'ouverture et la croissance se fait à travers l'investissement. Si l'ouverture au commerce international permet l'accès à des biens d'investissement, cela mènera à une croissance de long terme. Un pays libéralisant ses échanges s'attirera des flux d'investissement étranger.

Cependant, cela risque d'engendrer une baisse de l'investissement domestique due à une plus forte concurrence internationale et l'effet net reste alors ambigu. Crossman et Helpmann (1992) avancent également qu'un pays protégeant son économie peut stimuler sa croissance. Cela est possible dans le cas où l'intervention gouvernementale encourage l'investissement domestique selon les avantages comparatifs du pays. Pour Batra (1992) et Leamer (1995), la libéralisation des échanges réduit les tarifs, et par conséquent, diminue le prix relatif des biens domestiques manufacturés. Ces biens deviennent moins attirants que les biens étrangers, et l'économie domestique peut alors subir une perte.

Néanmoins, même si ces travaux encouragent des politiques protectionnistes sous certaines conditions, aucun n'encourage la protection comme stratégie de développement à long terme. La protection est vue comme une stratégie de court terme afin de préparer adéquatement l'économie à l'ouverture de ses marchés. D'autres travaux, comme ceux de Grossman et Helpman (1991), Romer (1990) et Rivera-Batiz et Romer (1991), portent leur attention sur les implications à long terme de l'intervention gouvernementale dans le commerce. Ils considèrent l'innovation comme source de croissance et encouragent donc des politiques d'ouverture. Dans leurs modèles, les gains du libre-échange proviennent principalement des effets d'échelle véhiculés à travers la recherche et développement.

Les études théoriques n'ayant pas réussi à trancher si l'ouverture commerciale contribue ou non à la croissance économique, les différents travaux empiriques sur le sujet ont, par contre, aboutit à des résultats similaires où l'effet de l'ouverture est généralement favorable à la croissance.

1.2. Les travaux empiriques

Les travaux empiriques de [Edward, 1989-1993]²⁹ ont confirmé l'existence d'un lien étroit entre l'ouverture commerciale et le taux de croissance. L'estimation de [Baldwin et Seghezza, 1996] confirmée par celle de [Lee 1993-1994] ont prouvé que l'ouverture influence négativement la croissance à travers les externalités positives induites par l'investissement. En revanche les travaux de [Coe et Moganem, 1993], [Coe et Helpman 1995, R. Brecher, C. Ehsman et S. Lurance, 1996] ont démontré que le stock en R & D et l'échange de technologie conditionne l'essor de la croissance des pays industrialisés (Etats-Unis, France, Canada ...etc.). Par ailleurs [L. Fontagné et J. Guénin, 1997]³⁰ indiquent que les conditions internes d'un pays déterminent l'effet de l'ouverture sur sa croissance. En effet, dans un pays si certaines conditions sont remplies, capital humain qualifié par exemple, l'ouverture stimule sa croissance dans la mesure où elle renforce la réaction du pays face aux chocs extérieurs. Par ailleurs le travail réalisé par [Busson et Villa (1997)]³¹ à partir de 57 pays industrialisés et en développement sur la période 1967-1991 confirme l'importance de l'ouverture commerciale dans la croissance économique.

Les différentes études théoriques ne peuvent avancer de manière certaine la nature de la relation ouverture-croissance économique, tandis que la quasi-totalité des travaux empiriques identifient un effet positif.

3-2 Relation entre ouverture commerciale et instabilité de la croissance

L'expérience dans le monde montre que les pays en développement et de petites tailles sont les plus instables. Dans un contexte d'ouverture, ces pays sont exposés aux chocs extérieurs. Pour faire face à ces chocs ces pays doivent adopter des politiques d'ouverture appropriées et favorables à la compétitivité des entreprises et capables d'atténuer les effets négatifs et accroître le degré d'expositions aux chocs extérieurs.

Les études de Guillaumat (1994)³² traitent l'effet de l'instabilité des recettes d'exportations sur la croissance. L'auteur teste le double effet de l'ouverture, l'accroissement de l'exposition aux chocs, et la capacité de réagir aux chocs. Ces différents chocs engendrent la fluctuation du produit global de l'économie, et ils sont d'autant plus importants que

²⁹Edward.S.(1998), «Openness productivity and Growth: what do we really know? » *The Economic Journal*, Vol 108, Issue 447, P(383-398).

³⁰Fontagné L et Guénin J-L,(1997), « L'ouverture catalyseur de la croissance », *Économie internationale*, N°71, PP.135-167, 3^{ème} trimestre.

³¹Busson F.&P. Villa(1997), « Croissance et Spécialisation », *Revue économique*, à paraître.

³²Guillaumont P. (1994), *Politique d'ouverture et croissance économique : les effets de la croissance des Exportations et de l'instabilité des exportations*, revues d'Économie du Développement, 1, pp 91-114.

CHAPITRE I REVUE THEORIQUE SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

l'économie est plus ouverte. La politique d'ouverture commerciale implique donc une meilleure capacité à gérer les chocs, par conséquent elle est susceptible de diminuer, au lieu d'accroître, l'instabilité de la croissance.

Les travaux de Corden Neary(1982) montrent que la relation positive entre l'instabilité du taux de croissance et l'ouverture commerciale tend d'être accentuée par des politiques de protection industrielle et de change impropre, car ces politiques engendrent une réallocation inefficace des ressources, et minimisent les capacités du pays de bénéficier de développement mondial.

CONCLUSION

En résumé les travaux empiriques arrivent à démontrer un impact positif de l'ouverture sur la croissance mais leur robustesse est remise en cause. Ils heurtent à plusieurs limites économiques dont la pertinence du choix de l'indicateur d'ouverture.

Si on arrive à établir sans ambiguïté l'existence un impact positif et significatif de l'ouverture sur la croissance économique. Cela encouragera les gouvernements de pays en voie de développement désireux d'améliorer leurs situations d'adapter des politiques de libéralisation commerciale.

Dans le cadre de cette étude, on analysera dans le chapitre suivant la croissance de l'économie Algérienne en vertu de l'application d'un programme d'ajustement structurel (PAS).

Chapitre II

*PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN
ALGERIE*

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

Introduction

Le commerce extérieur de l'Algérie est caractérisé par deux périodes fondamentales : celle de l'économie planifiée et celle de la libéralisation du commerce extérieur. Après l'indépendance, l'État Algérien a pris en charge l'organisation du commerce extérieur et cela par le contrôle de toute entrée et sortie des marchandises.

Plusieurs lois, décrets et instruments ont été élaborés dans ce contexte, dont l'objectif est la protection de l'économie nationale à travers la limitation des importations et l'amélioration des recettes.

Engagée depuis la fin des années quatre-vingt dans un processus d'ouverture économique, de libéralisation du commerce extérieur et d'intégration à l'économie mondiale, la structure de l'économie a connu certains programmes d'ajustement pour faciliter les flux commerciaux, rétablir une croissance économique et répondre au plan d'ajustement exigé par le FMI, suite à l'endettement de l'Algérie pendant la crise de 1988. L'Etat Algérien a ainsi procédé en 2002 à la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne, accord pour lequel elle demande actuellement sa renégociation pour de multiples raisons. Des poursuites sans relâche sont également engagées par le pays depuis plus d'une décennie et après négociations lui permettant d'accéder à l'Organisation mondiale du Commerce reste vain à ce jour. Ces deux volets (U.E et O.M.C) constituent indéniablement un choix jugé stratégique susceptible de dynamiser la croissance économique du pays, d'attirer davantage d'IDE et de tirer profit de ces derniers sur le double plan du transfert technologique et de la création d'emplois.

Nous allons entamer ce chapitre dans sa première section par un rappel historique sur le commerce extérieur de l'Algérie. Ensuite, nous aborderons la politique Algérienne en matière d'ouverture commerciale dans sa deuxième section. Enfin, il sera dégagé une analyse descriptive des résultats obtenus suite à ces politiques appliquées.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

Section 01 : Aperçu historique sur le Commerce extérieur et croissance du PIB durant la période 1962/1990

Après l'indépendance et dans le but de protéger l'économie nationale, l'État Algérien a pris le contrôle et le monopole des opérations de commerce extérieur et les hydrocarbures.

Cette section est scindée en deux parties dont la première portera sur le processus de la nationalisation progressive du commerce extérieur (1963- 1978) et la deuxième sur l'instauration du monopole de l'État sur le commerce extérieur (1978-1988).

1. La nationalisation du commerce à L'organisation extérieure entre 1963-1978

Après l'indépendance, le commerce extérieur en Algérie a connu certaines planifications et ajustements dans le but de le développer et de l'améliorer.

Celui-ci étant toujours sous le système socialiste jusqu'à la fin des années 1980, période au cours de laquelle, il a connu certains décrets, instruments et lois concernant l'organisation et le financement de celui-ci.

1.1. Les importations en Algérie sur la période 1963-1978

L'évolution des importations en Algérie peut être subdivisée en deux périodes essentielles : la période de (1963-1970) et la période de (1970-1978).

-La période de (1963-1970)

Au lendemain de l'indépendance, l'Algérie appartenait à la zone franche où elle assure calibre convertibilité et la transférabilité de sa monnaie, tandis qu'en dehors de cette zone elle en exerce des limitations sur sa transférabilité. Durant cette période, les importations n'ont pas cessé de décroître jusqu'à 1966. Cette tendance à la baisse est due, dans une large partie, à la fuite des capitaux provoquée par le départ massif des Européens et, par conséquent à la baisse des importations qui leur sont destinées, mais aussi à la mise en application, dès 1963, des mesures protectionnistes, dont les objectifs, sont :

- La protection de la production et l'emploi nationaux ;
- De limiter les importations dites de luxe dans le but de favoriser l'économie de devises ;
- D'améliorer l'état de la balance des paiements.

-La période de (1970-1978)

Ce système a fonctionné par l'attribution aux entreprises publiques d'un monopole à l'importation pour les produits de leurs branches, telles que les entreprises de mécanique (SONACOME), les matériaux de construction (SNMC), de produit sidérurgique (SNS).

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

Dès 1972, le monopole a connu un nouveau fonctionnement par la distribution des licences d'importation en vue de favoriser la programmation des achats à l'étranger par les entreprises publiques détentrices d'un monopole.

Ce système était destiné à mieux réguler les flux commerciaux et à les articuler à la politique développement économique et social grâce à :

- La diversification, par produit et par région géographique des échanges extérieurs ;
- L'extension progressive de l'étatisation du commerce intérieur en vue de faire récupérer par l'État une part du surplus du secteur des services et de mieux appliquer la politique de prix ;
- Aux négociations accrues sur le marché international pour le remplacement d'une multitude de demandeurs par un demandeur unique.

À partir de « 1974, les importations de biens se réalisent sous le couvert des Autorisations Globales d'Importation « A.G.I » pour les opérations du secteur « privé ».

Les A.G.I étaient alors délivrées par le ministre du Commerce et les licences d'importation étaient octroyées par l'O.S.C.I.P¹ et ensuite par la chambre nationale du commerce. Sous le régime des A.G.I., les sociétés nationales (actuelles entreprises publiques) recevaient une enveloppe en devises libellée en dinar algérien. Cette enveloppe était, en fait, un titre d'importation spécifiant :

- Les produits à importer (avec leurs tarifs douaniers) ;
- Les montants autorisés pour chaque produit (article) ;
- La domiciliation préalable (au dédouanements et règlement financier) des contrats d'importation de biens, était liée aux A.G.I et au respect des règles régissant le. Contrôle des échanges, c'est-à-dire que les sociétés étaient soumises au contrôle à priori administratif et financier.

1.2 Les exportations en Algérie sur la période 1963-1978

On distingue principalement deux périodes essentielles relatives à celle des Exportations, soit celle par la loi relative au commerce extérieur ; la période (1963-1974) et la période (1974-1978).

¹L'office pour l'Orientation, le Suivi et la Coordination de l'Investissement Privé (OSCIP) qui a été marqué par une volonté d'encadrer et d'orienter les PME, selon les objectifs fixés le plan quinquennal de l'époque. Conformément à ces dispositions durant la période entre 1982-1988. OSCIP avait pour mission d'orienter l'investissement privé national vers des activités et des régions susceptibles de répondre aux besoins de Développement et d'assurer sa complémentarité avec le secteur public.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

-La période (1963-1974)

Durant cette période les exportations étaient gérées comme les importations par des organismes publics qui étaient dotés d'un monopole, tel que l'ONACO².

Cette période est connue aussi par la nationalisation du secteur de distribution des produits pétrolière en 1967, le lancement du pré-plan triennal (1967-1969) en vue de mettre en place des moyens matériels pour la réalisation des futurs plans et la nationalisation du secteur amont des hydrocarbures (1971).

Une série de mesures ont été entreprises dans le but de permettre à l'économie algérienne une extension au-delà du secteur des hydrocarbures qui représentait jusque- là, les secteurs générateurs des ressources financières pour l'Algérie.

-La période (1974-1978).

Cette période a connu la liberté du commerce et suspend l'exercice de monopole par les entreprises publiques³, sauf pour certains produits dans la liste est élaborée par le ministre du commerce, telles que les farines, les pâtes alimentaires, qui sont contingentées ou prohibées à l'exportation.

Dans le domaine de contrôle de change, l'avis N° 69 du 18 mars 1971 sur le rapatriement des recettes d'exportations qui était en vigueur en 1974 prévoit : sauf autorisation de la Banque Centrale Algérie un délai de rapatriement maximum de 60 jours à compter de la date d'expédition des marchandises, ce délai est rehaussé à 90 jours pour quelque produits.

1.3. Aspect général de L'évolution du commerce extérieur et de la croissance du PIB durant la période 1962-1978

1.3.1 Evolution de la balance commerciale

Le tableau suivant représente l'évolution de la balance commerciale durant la période (1963-1978) :

²Office National de Commercialisation.

³L'ordonnance N° 74.11 du 30/01/1974.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

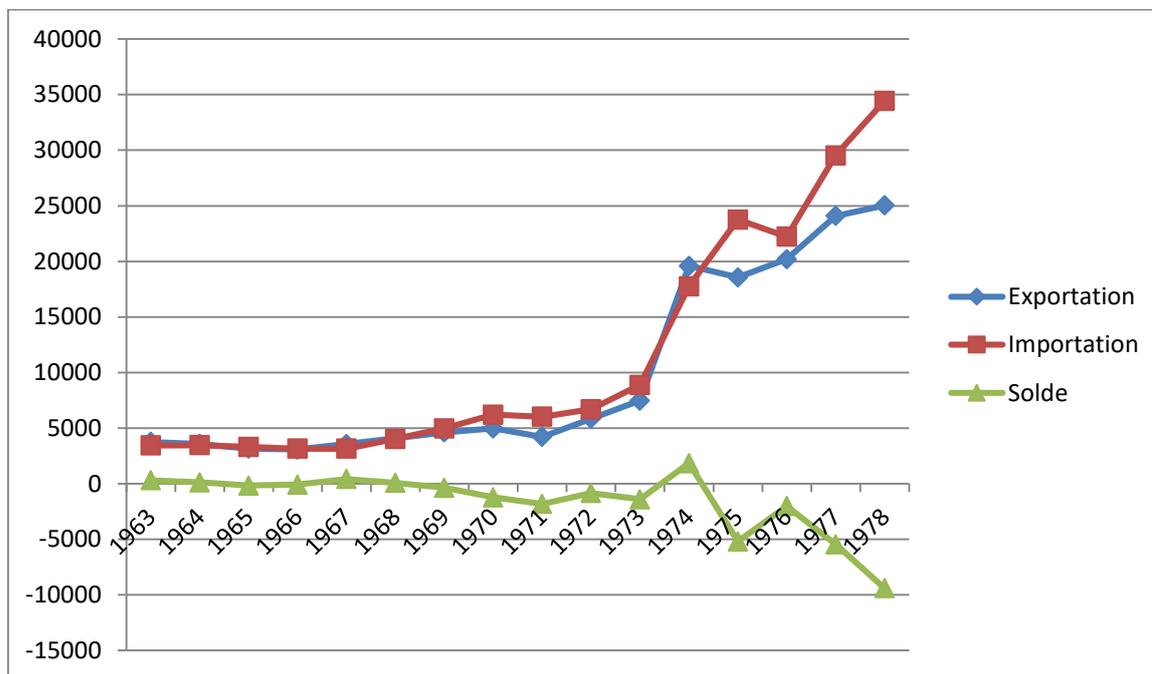
Tableau N°01 : Evolution de la balance commerciale (1963-1978), en million de DA

Année	Exportation	Importation	BC	taux découverte (%)
1963	3748	3437	311	109,05
1964	3588	3472	116	103,34
1965	3145	3312	-167	94,96
1966	3080	3153	-73	97,68
1967	3572	3154	418	113,25
1968	4097	4023	74	101,84
1969	4611	4981	-370	92,57
1970	4980	6205	-1225	80,26
1971	4208	6028	-1820	69,81
1972	5854	6694	-840	87,45
1973	7479	8876	-1397	84,26
1974	19595	17754	1841	110,37
1975	18565	23756	-5191	78,15
1976	20204	22226	-2022	90,90
1977	24089	29534	-5445	81,56
1978	25037	34439	-9402	72,70
Total	155852	181044	-25192	-

Source : calcul des auteurs à partir des données de la banque mondiale

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

Figure N°02 : Exportations, importations, et solde commerciale (1963-1978)



Source : établie par nous même à partir du tableau N°02.

Du graphique ci-dessus nous tirons certaines conclusions, à savoir :

- L'effondrement des importations et des exportations durant les deux premières années de l'indépendance (1962 – 1963), effondrement dû au départ des étrangers et donc à la baisse de leur consommation ; cette dégradation a duré jusqu'en 1967, et plus exactement 1968, où un accroissement des importations est clairement visible. Il est dû à l'accroissement des investissements publics dans le secteur industriel.

- Les exportations, de leur côté, ont suivi une évolution analogue ; leur dépression au début de l'indépendance est due à deux facteurs essentiels : d'une part à la baisse des produits agricoles et d'autre part, à la mise en place d'un code contingentaire et tarifaire.

- La chute des exportations en 1971 résultait de la crise pétrolière causant le boycott des produits algériens, notamment les produits agricoles et les hydrocarbures sur les marchés internationaux et surtout français. L'année 1971, montre bien la vulnérabilité de l'économie algérienne résultant de la non-diversification géographique de ses échanges extérieurs suite aux chocs pétroliers issus de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, et le maintien des prix de pétrole à des niveaux élevés à partir de cette date jusqu'à 1978.

- Pour ce qui est de la balance commerciale, celle-ci a connu une nette amélioration de (1963- 1968) à l'exception des années 1965 et 1966. Cette amélioration de la balance

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

commerciale est le résultat, d'une part, des mesures d'austérité qui ont réduit sensiblement les importations ; des produits secondaires et, d'autre part, à l'exportation de quantités considérables de pétrole.

À partir de 1969, la balance commerciale de l'Algérie a été souvent déficitaire, le taux de couverture des importations par les exportations était relativement bas, la cause était, d'une part, l'augmentation des importations suite au lancement de premier plan quadriennal « 1970-1973 » et, d'autre part, à la baisse en 1971 des exportations du vin et de pétrole. La période (1974-1976) a enregistré des excédents et déficits et à partir de 1976 le déficit s'accroît davantage pour dépasser 9 millions de DA en 1978.

1.3.2 Evolution du taux de croissance du PIB

Le tableau suivant résume l'évolution du taux de croissance du PIB durant la période (1970-1978).

Tableau N° 02 : Évolution du taux de croissance du PIB pendant la période du « Tout État ».

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Taux de Croissance du PIB	-0,54%	-1,33 %	2,42%	3,81%	5,49%	4,54%	3,38%	4,25%	4,2%
Prix du Pétrole (en \$)	2,09	2,8	2,8	3,1	14,3	11,98	12,21	13,74	13,8

Source : calcul des auteurs à partir des données de la banque mondiale.

Le taux de croissance du PIB suit une tendance globalement à la hausse pendant la période de nationalisation. Cette période est marquée par la croissance réalisée en 1972 suite à la nationalisation des hydrocarbures. En effet, le PIB a atteint 32117,7 millions de dollars avec un taux de croissance de 2,42%, cela peut être interprété par le résultat de la nationalisation des hydrocarbures (1972). L'effet de la nationalisation de l'économie apparaît globalement positif pour la croissance de l'économie algérienne. Cependant qu'en est-il de l'effet de l'instauration du monopole de l'État ?

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

2. L'instauration du monopole de l'État sur le commerce extérieur 1978-1988

Au cours de cette période l'État a tenté de relancer l'économie à travers la relance des exportations. Cependant, cette stratégie a échoué, elle a engendré une récession du fait que les exportations sont centrées uniquement sur les hydrocarbures variables sensiblement affectés par la conjoncture économique défavorable de cette époque.

2.1 Les modifications apportées aux importations et aux exportations

La promulgation de loi n°78-02 du 11-02-1978 apporte plusieurs modifications aux importations à savoir : l'interdiction de toute intervention directe d'entreprises privées au niveau des importations (annulation des licences, AGI...etc.) ; l'autorisation d'importer, mais pas de revendre en l'état des produits non soumis au monopole de l'État ; les importations sont à effectuer en priorité avec les pays qui ont des relations commerciales traditionnelles avec l'Algérie, les entreprises de service sont aussi sous le monopole de l'État.

Dans le cadre de la même loi, toutes les exportations de biens, fournitures et service sont réservées à l'État et aux entreprises publiques, de ce fait les contrats avec les entreprises étrangères ne sont conclus que par l'État. Dans le cadre du programme général d'exportation, les entreprises publiques bénéficient d'une autorisation générale à l'exportation alors que celles du privé ils leur sont délivrés des licences d'exportation.

Dans le cadre d'incitation à l'exportation, l'Algérie a accordé des encouragements fiscaux (exonération de l'impôt sur le bénéfice réalisé à l'étranger, suppression du chiffre d'affaire dans le calcul de TAIC⁴ et les exportations et réexportation dans le calcul de la TUGP⁵...etc.), des encouragements en matière de prix (subvention des exportations pour compenser la surévaluation du dinar, diminution des coûts de transport...etc.), des encouragements en matière d'assurance (assurance risque commerciaux et non commerciaux - par la CAA⁶... etc.) et des encouragement en matière de change (la création d'un fond de devise pour le soutien des exportations à l'étranger).

Suite aux insuffisances enregistrées dans la période du monopole de l'État, un Secrétariat d'État du Commerce extérieur (SECE) a été créé en 1980 dans le but de :

-Améliorer la planification des échanges extérieurs par l'instauration des Autorisations Générales (AGE) d'Exportation individuelle et pluriannuelle.

⁴TAIC : Taxe sur Activité Industrielle et Commercialisation.

⁵TUGP : Taxe Unique Globale à la Production.

⁶CAA : Caisse Algérienne d'Assurance.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

-Alléger les procédures de gestion du programme général d'exportation notamment en matière de contrôle bancaire et de décentralisation financière.

-L'accroissement des infrastructures portuaires et l'organisation des activités liées au commerce extérieur tel que le transit.

2.2 Évolution du commerce extérieur 1978-1988

Au lendemain du premier choc pétrolier l'Algérie s'est vite rétablie et avait enregistré un excédent commercial de 80 milliards de dinars. Cet excédent est dû à l'augmentation à la fois des recettes des exportations (75%) et des importations (52%) entre 1979 et 1985.

Tableau N°03 : Évolution des importations, exportations et balance commerciale (1979-1988), en milliards de dinars

Année	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Exportations	36,75	52,65	62,84	60,48	60,72	63,76	64,56	35,18	42,36	46,11
Importations	32,38	40,52	48,78	49,38	49,78	51,26	49,49	43,39	34,15	43,43
Solde	4,37	12,13	14,06	11,10	10,94	12,50	15,07	-8,21	8,21	2,69

Source : calcul des auteurs à partir des données de la banque mondiale.

2.3 Évolution du taux de croissance du PIB et du prix de pétrole en Algérie (1978-1989)

La chute des exportations et l'affaiblissement de l'appareil productif ont conduit à une récession qui s'est manifestée durant la période (1986-1990) comme le montre le tableau suivant :

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

Tableau N° 4 a: Évolution du taux de croissance du PIB et prix de pétrole (1978-1989)

An née	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Taux de croissance du PIB	- 8,4 %	3,2%	1,63%	- 1,7 %	6,2%	2,4%	5,6%	- 2,1 %	- 2,8 %	3,3%	4,47%
Prix du Pétrole en (\$)	14,52	35,1	39,5	35,9	30,5	29,7	28,9	14,9	18,6	14,2	16,9

Source : calcul des auteurs à partir des données de la banque mondiale.

La croissance qui caractérise la période du monopole de l'État est moins prometteuse que celle de la période de nationalisation, en dehors des périodes des crises le taux de croissance moyen est de 3,4%. L'évolution du taux de croissance de cette période est révélatrice de la faiblesse du monopole de l'État, en effet rien n'a pu empêcher les répercussions des effets de crises 1979 et 1986 sur l'économie nationale. En 1979 et 1986, le taux de croissance du PIB a chuté sensiblement en passant de (5,6%) en 1985 à (-2,1%) en 1986, le taux de croissance s'est redressé depuis cette date réalisant (4,47%) en 1989.

Le durcissement des conditions d'octroi de crédits (raccourcissement des délais de remboursement, exemples des crédits à court terme mobilisés en 1987 sont remboursables dès 1988 et augmentation des taux d'intérêt) pour l'Algérie a conduit à une augmentation de la dette globale.

Cette dernière enregistre (7,397) milliards de dollars en 1989, le taux de croissance de 1989 est réalisé grâce à la compression de la demande et la dévaluation du dinar.

L'échec du monopole de l'État sur le commerce extérieur a poussé les autorités réfléchir à une perspective plus intéressante pour le soutien, le contrôle et la protection de l'économie nationale. Renforcée par les conditionnalités du programme d'ajustement structurel, l'idée de la libéralisation du commerce extérieur en Algérie a été mise en œuvre à partir de 1988.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

Section 02 : L'organisation du commerce extérieur de l'Algérie à l'ère de l'ouverture commerciale

À l'instar d'autres pays en développement, l'Algérie, après plusieurs années de protectionnisme, se sont engagés dans un processus de libéralisation de son commerce extérieur, à travers la mise en place d'une politique de promotion des exportations et de réduction des importations. La présente section se propose ainsi de mettre en évidence les effets de l'ouverture économique et de la libéralisation du commerce extérieur de l'Algérie sur son positionnement économique régional et mondial.

1. le régime de commerce extérieur depuis 1994

Dans cette partie, on présente le plan d'ajustement structurel proposé par le FMI par rapport à la situation du commerce extérieur en Algérie.

1.1. Le plan d'ajustement structurel proposé par le FMI

Cette période débute lorsque l'Algérie est en situation de quasi-cessation de paiements, accepte les termes d'un plan d'ajustement structurel (PAS) signé en avril 1994. La mise en œuvre du plan demeure partielle et sélective en raison du contexte politique et sécuritaire. Le PAS a pour objectif de favoriser une forte croissance économique et assurer une convergence rapide de l'inflation vers les taux acceptables, le PAS vise aussi à rétablir la viabilité de la position extérieure tout en constituant des réserves de change suffisantes⁷.

Les recommandations du FMI sont les suivantes :

- Dépréciation du dinar de 50% par rapport au dollar ;
- Instauration du flottement dirigé en 1994 ;
- Création de bureau de change 1996 ;
- Élimination de toute interdiction d'exportation sauf pour les objets historiques, artisanaux ou archéologiques en 1994 ;
- Libéralisation des importations du matériel professionnel et industriel d'occasion, élimination de la liste d'importations interdite en 1994 ;
- Autorisation de paiement aux fins de santé et d'éducation à l'étranger, et pour les dépenses non touristiques par la Banque d'Algérie aux délais des plafonds et aux délégués des banques commerciales à concurrence de plafonds respectifs fixés en 1995-1996 ;

⁷MEHDI Abbas : « L'ouverture internationale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en terme d'économie politiques du protectionnisme », Université de Grenoble, CNRS. Septembre 2011, p.9.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

- Élimination des critères d'importation techniques et professionnels pour certains produits tels que (le lait, le blé) ;
- Élimination de l'échéance obligatoire pour les paiements d'importations des biens d'équipement à l'étranger⁸.

Le plan d'ajustement structurel n'as pas mis fin à la crise économique sécuritaire (1992-1994) au contraire il a aggravé la réduction des revenus réels des algériens, la disparition des entreprises publiques et l'augmentation du chômage, cela hors du choc pétrolier⁹.

1.2 Le régime des importations

Sur le régime des importations, la Banque d'Algérie en modifiant également dès avril 1994, les nouvelles conditions de financement des opérations d'importation. Ainsi, les banques agréées ont désormais la responsabilité d'exercer un contrôle adéquat dans la bonne exécution d'une activité d'importation. Avec l'ajustement structurel, le régime à l'importation est encore assoupli et les opérateurs économiques qui ont accès au commerce extérieur, au regard des textes législatifs et/ou réglementaires en vigueur sont :

- Toute personne physique ou morale exerçant la fonction de grossiste inscrite au registre de commerce et dotée de la carte d'immatriculation fiscale, opérant pour son propre compte ou pour le compte de tiers, y compris pour l'administration ;
- Toute Entreprise de production de biens et services inscrite au registre de commerce et détentrice de la carte d'immatriculation fiscale.

En général, les opérations d'importation s'effectuent sans formalité administrative à l'exception d'une procédure de déclaration statistique préalable aux importations de produits alimentaires stratégiques ou de première nécessité.

Pour le règlement des importations, l'opérateur en concertation avec sa banque (qui, désormais, à la responsabilité d'exercer un contrôle adéquat dans la bonne exécution d'une activité d'importation) a quatre possibilités :

- Soit de régler au comptant ;
- Soit de financer son importation par importation sur une ligne de crédit multilatérale ou gouvernementale existante ;
- Soit de la financer par recours à des crédits fournisseurs à l'exportation ;
- Soit de débiter un compte en devises.

⁸Mahoui Ahmed et Jean Robert Henry : « où va l'Algérie », édition Karthala et Ireman, Paris, 2001, p.176-177.

⁹Mehdi Abbas, op. cit, p.10.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

1.3 le régime des exportations

Bien que l'État algérien continue à exercer un monopole sur les exportations d'hydrocarbures et de produits miniers, les exportations hors ces produits jouissent du principe de liberté d'exportation assortie de certaines exceptions à caractère très limité.

Le producteur qui désire exporter une partie de sa production doit le faire par l'intermédiaire d'une domiciliation bancaire qui sert pour le passage à la frontière et le règlement financier de l'opération d'exportation. Les exportateurs sont autorisés à conclure des contrats dont le paiement est exigible dans un délai de 120 jours à compter de la date d'expédition de la marchandise. Après le rapatriement des produits de l'exportation, les exportateurs bénéficient de la restitution de 50% en devises de produit de la vente¹⁰. Nous allons exposer et analyser successivement les organismes d'appui aux exportations ; tels que (PROMEX), (CAGEX),(FSPE), (SAFEX) et (CACI).

1.3.1 L'office de promotion des exportations (PROMEX)

Il est créé par le décret exécutif n°96-234 du 1er Octobre 1996. Cet office est un organisme public à caractère administratif. Ses missions se résument autour de l'information commerciale seulement. Il est chargé principalement de :

- Contribuer à la mise en place des stratégies de promotion du commerce extérieur en analysant toutes les données de l'offre algérienne ;
- Identifier et analyser les différentes situations structurelles et conjoncturelles des marchés extérieurs afin d'accroître les débouchés aux produits algériens et faciliter les procédures d'importation aux opérateurs ;
- Constituer et gérer les réseaux d'information commerciaux concernant le commerce extérieur de l'Algérie et de ses partenaires ;
- Assister les opérateurs économiques en diffusant l'information sur les normes en vigueur dans les opérations de commerce international.

En juin 2004¹¹, « l'Agence Nationale de Promotion de Commerce extérieur »(ALGEX) se substitue au (PROMEX) qui est chargée en particulier de la gestion des instruments publics de promotion des exportations et de l'accompagnement des efforts des entreprises sur les marchés nationaux. Ce changement a été dicté par la nécessité de doter

¹⁰Instruction N° 22-94 du 12 avril 1994 fixant le pourcentage des recettes d'exportations hors hydrocarbures et produits miniers ouvrant droit à l'inscription aux comptes devises des personnes morales.

¹¹Décret exécutif N° 04-174 du 12 juin 2004.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

cette institution de moyens suffisants pour lui permettre d'intervenir plus efficacement dans les missions qui lui sont dévolues.

1.3.2 la compagnie algérienne de garantie des exportations (CAGEX)

Créée par le décret n°96-235, le 02 juillet 1996. C'est une société par actions dont les actionnaires sont les compagnies d'assurances (SAA, CAAR, CNMA et CCR). Ses missions principales portent sur :

- La couverture des principaux risques qui naissent à l'exportation : une assurance, contre les risques notamment politiques (changement brutal de régime politique, émeutes, etc.), de catastrophes naturelles et commerciales (carence ou insolvabilité des acheteurs privés) ;
- La garantie des paiements en cas de financement ;
- La constitution des banques de données en matière d'information économique ;
- L'assistance des exportateurs dans la prospection des marchés extérieurs.

1.3.3 la chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI)

Elle est instituée par le décret exécutif n°96-94 du 03 mars 1996. C'est un organisme de l'État à caractère commercial et industriel. En concertation avec les pouvoirs publics.

Elle s'en charge des intérêts professionnels des milieux d'affaires. Les actions confiées à cet établissement sont :

- La mise en place d'une base de données concernant l'ensemble des entreprises algériennes, publication des bulletins d'information et de statistiques ;
- La recherche de partenaires étrangers à travers le bureau de rapprochement des entreprises créé par l'UE ;
- Assurer l'information des personnels des entreprises, la certification des différents documents commerciaux et l'assistance et le conseil dans le domaine fiscal, douanier.

1.3.4 le fonds spécial de promotion des exportations (FSPE)

C'est la loi de finance de 1996 qui a institué ce fonds. Sa mission est de faire bénéficier les exportateurs de l'aide de l'État consacrée à certaines opérations telles que l'étude des marchés extérieurs, la participation aux foires, les expositions et salons spécialisés à l'étranger¹².

¹²Tiré du site l'Algex : www.algex.dz..

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

1.3.5 la société algérienne des foires et expositions (SAFEX)

C'est une entreprise publique issue de la transformation de l'objet social et la dénomination de l'Office National des foires et Exportation (ONAFEX) dont elle crée en 1917.

Cette société a pour objet de contribuer au développement et à la promotion des activités commerciales. Elle participe par l'organisation de foires et salons en Algérie et à l'étranger à la promotion des échanges commerciaux au moyen d'une assistance aux entreprises clientes en matière de régulation du commerce international, de procédures d'exportation et de mise en relation d'affaires en autres.

1.4 les mesures législatives relatives à la politique commerciale de l'Algérie

A partir de 1996 l'Algérie a entamé un mouvement de réformes et programmes dont l'objectif est de soutenir le développement des exportations hors hydrocarbures et préparer les entreprises locales à la concurrence des entreprises étrangères, notamment celles de l'Union Européenne¹³. Les principales mesures prises durant cette période sont :

1.4.1 les incitations fiscales

La loi de finances 1996 a mis en place des incitations fiscales au profit des exportateurs (franchise de la Taxe sur la Valeur ajoutée (TVA) et suspension de droit de douane pour les inputs entrants dans la fabrication des produits exportés, exonération de l'Impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et du Versement forfaitaire (VF) pour 05 ans, déduction de l'assiette de la Taxe sur l'Activité professionnelle (TAP) du montant des ventes réalisées à l'exportation et exemption des produits exportés du droit intérieur de consommation ou du

Droit de circulation). Elle est entrée en vigueur en 2002 dans le nouveau tarif douanier avec une structure à huit chiffres et quatre taux : 0%, 5%, 15%, 30%¹⁴, ce qui mène à avancer que l'Algérie est le pays le plus ouvert du bassin méditerranéen avant même l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'Union Européenne.

¹³Mohdeb Yazid, BoufaresRezak, « politiques publiques de soutien aux exportations hors hydrocarbures en Algérie », mémoire de licence, Université Mouloud MAMMARI de Tizi- Ouzou, 2008.P11.

¹⁴Les produits sont classés selon le degré de transformation. 5% pour les matières premières, 15% pour les produits semi-finis et intermédiaires et 30% pour les produits de consommation finale, l'objectif étant d'encourager la production nationale, au détriment des importations de produits finis étrangers.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

1.4.2 Création de zones franches

Des zones franches ont été créées par l'ordonnance N° 03-02 du 19/07/2003, dont l'objectif est de créer les conditions nécessaires d'attraction de l'investissement direct étranger et de stimuler l'exportation. Cette ordonnance a élargi les avantages consentis aux investisseurs souhaitant implanter leurs projets en zone franche.

1.4.3 les tarifs douaniers

La politique tarifaire reposait sur deux piliers, une tarification par produit et une tarification par pays. Le droit de douane autrement dit, protège les producteurs nationaux contre la concurrence étrangère et permet approvisionner leurs industries. Cette protection est généralement le principal objectif visé par les barrières commerciales. Il réduit ainsi le pouvoir d'achat des consommateurs et augmente les recettes de l'État. C'est dans ce contexte que l'Algérie a appliqué un droit de douane de 10% sur les biens d'équipement, 5% à 20% sur les demis produits et 15% à 20 % sur les produits finis.

Afin d'éviter toute complication de la situation avec la France, celle-ci a bénéficié d'un tarif douanier préférentiel sur ses exportations vers l'Algérie. Cependant, dès 1968 l'Algérie a procédé à un nouveau tarif douanier qui était distinct entre les pays de la CEE, les pays qui ont signé des accords commerciaux avec l'Algérie et les autres pays afin de diversifier géographiquement son commerce extérieur.

1.4.4 le contingentement à l'importation

Dans le but de protéger la production et l'emploi national et d'améliorer la balance des paiements, l'État algérien a organisé un ensemble de contraintes (détermination de la qualité, de la quantité, l'origine et la nature) pour les marchandises à importer depuis 1963.

1.4.5 les restrictions volontaires d'exportation (RVE)

Il s'agit d'accords conclus entre deux pays pour limiter « volontairement » les exportations de l'un vers l'autre. Le plus souvent, les RVE résultent de pressions exercées par le pays importateur ; celui-ci peut agiter la menace d'une fermeture complète de son marché domestique.

1.4.6 la subventionne aux exportations

Il s'agit d'une forme indirecte du protectionnisme. Les États usent largement des subventions dans certains domaines pour permettre à leurs entreprises nationales de faire face à la concurrence. La subvention prend la forme d'une aide financière de l'État soit pour

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

améliorer les conditions de production locale (subventions à la production) ; soit pour favoriser les exportations (subventions aux exportations)¹⁵. Le tableau suivant nous montre les effets des différentes politiques commerciales sur le surplus de la production, la consommation et aussi sur les recettes publiques et le bien-être.

Tableau N° 5 : Les effets des différentes politiques commerciales.

	Droit de douane	Subventions aux exportations	Quota d'importation	Restriction volontaire aux exportations
La production	Augmente	Augmente	Augmente	Augmente
La consommation	Diminue	Diminue	Diminue	Diminue
Recettes publiques	Augmente	Diminue	Inchangées	Inchangées
Bien être	Ambigu (diminue pour les petits pays)	Diminue	Ambigu (diminue Pour les petits pays)	Diminue

Source : Paul R. Krugman, Maurice Obstfeld, (2003) "Économie internationale", Édition De Boeck, Paris, p. 858.

2. L'ouverture multilatérale et régionale de l'économie algérienne

Après la libéralisation de son commerce extérieur, l'ouverture économique et commerciale l'Algérie sera confortée par deux engagements internationaux. Un engagement multilatéral (la volonté de l'Algérie d'adhérer à l'OMC et la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne) et un engagement régional (l'intégration maghrébine et l'instauration d'une zone de libre-échange).

2.1. L'ouverture multilatérale de l'économie algérienne

Au cours de ses négociations avec l'OMC, l'Algérie a ratifié un accord d'association avec l'UE dans le but d'instaurer le libre-échange dans la zone Algérie-UE.

2.1.1. L'accorde d'association avec l'UE

Il constitue le premier accord commercial bilatéral d'importance que l'Algérie a conclu ces dernières années. Cet accord a été signé en avril 2002 après 18 rounds de négociations,

¹⁵DOREAU Marie, BARTHELET Benjamin, SIBIEUDE Mathieu : « Les barrières tarifaires et non tarifaires : une entrave au commerce international », mémoire de magister, université LAVAL, CANADA, faculté des sciences de l'administration, p.6-8.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

entamées depuis 1997. Avec la signature de cet accord, l'Algérie devient ainsi le huitième pays méditerranéen à « s'arrimer » à l'UE qui demeure son premier partenaire commercial avec -en 2007- des taux près de 52% des importations et plus de 48% des exportations. L'étude rappelle que la libéralisation progressive du commerce des marchandises et des services est au centre de l'accord d'association. L'accord prévoit en effet la mise en place sur une période de 12 ans, d'une zone de libre-échange au moyen de l'élimination graduelle des droits de douane pour les produits industriels, ainsi qu'un accès préférentiel pour certains produits agricoles. En contrepartie, l'UE élimine immédiatement les droits de douane et taxes d'effet équivalent pour tous les produits industriels algériens.

Le processus de ratification par les parlements respectifs de l'Algérie et des pays de l'E.U s'est étalé sur une période de trois années ; ce n'est qu'en septembre 2005 que l'accord a commencé à être mis en œuvre.

2.1.2. Multiplication de négociations pour l'accession de l'Algérie à l'OMC

Le groupe qui travaille sur le dossier de l'accession de l'Algérie à l'OMC a été établi le 17 juin 1997, il s'est réuni pour la première fois en avril 1998. Les sujets qu'il examine sont entre autres les suivants : l'agriculture, le régime douanier, le commerce d'État, la transparence et la réforme du système juridique ainsi que l'ADPIC. Des discussions initiales ont eu lieu sur l'accès aux marchés pour les marchandises et l'examen des modalités d'admission a commencé. Pour marquer sa détermination à accéder le plus vite possible à l'OMC, l'Algérie a accéléré sensiblement le cycle des négociations depuis juillet 2001 et a dû élargir la gamme des secteurs ouverts à la négociation commerciale dans le domaine des services¹⁶. Tous les secteurs relevant des services sont négociables sauf deux (la culture éducationnelle la santé) dont la législation n'est pas encore conforme aux standards internationaux en vigueur au sein de l'OMC. Dans le domaine des marchandises, où la négociation concerne essentiellement les droits de douane, l'Algérie et ses partenaires (Union européenne, États-Unis, Japon, Chine, Canada, Australie et autres) continuent de rechercher des compromis.

L'accession de l'Algérie à l'OMC va lui permettre de bénéficier de tous les avantages que peut tirer un pays en développement en institutionnalisant son ouverture, à savoir : participer à la mise en œuvre d'un système international de régulation, mieux se

¹⁶Le ministère du commerce, lors du forum d'El Moudjahid tenu le 27/10/2002 à Alger.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

défendre contre les sanctions unilatérales des pays riches, affirmer son engagement dans un processus irréversible de libéralisation commerciale et accroître la crédibilité des réformes.

En contrepartie, elle lui fera subir tous les inconvénients d'une telle institutionnalisation, en particulier la restriction de la marge de manœuvre de l'État pour aider les opérateurs économiques nationaux à soutenir la concurrence internationale¹⁷.

2.2 L'intégration maghrébine et l'économie algérienne

Nous allons essentiellement nous intéresser dans ce qui suit à la Zone arabe de Libre Échange (ZALE) et à l'Union du Maghreb arabe (UMA).

2.2.1 La zone Arabe de Libre Échange (ZALE)

La ZALE entre en vigueur au début de l'année 2005, est une alliance économique entre pays arabes pour une complémentarité économique et des échanges commerciaux.

Elle a été ratifiée par l'Algérie par le décret présidentiel N° 04-223- du 03 Août 2004 et mise en vigueur le 1er janvier 2009¹⁸.

Le programme exécutif de cette convention est appliqué aux produits originaires et transportés directement entre les pays arabes et ceux de l'Afrique du Nord, pouvant être échangé sous un régime tarifaire préférentiel entre l'Algérie et les États arabes.

Les statistiques liées aux échanges de l'Algérie avec la grande zone arabe de libre-échange montrent que notre pays importe plus qu'il n'exporte vers cette zone.

2.2.2 Convention dans le cadre de l'accord de l'UMA

L'Algérie a ratifié le 1er avril 1989 le traité portant création de l'Union Maghreb Arabe (UMA) qui compte cinq pays : l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie et qui avait pour objectif le renforcement des liens entre les états membres dans tous les domaines, politique, économique et socioculturel, afin de créer un ensemble économique régional intégré, lui permettant de disposer d'un poids important sur la scène internationale.

Ainsi, l'Algérie a ratifié la convention commerciale et tarifaire le 21 avril 1992, et la convention relative à l'échange de produits agricoles en juillet 1990. Bien que ces deux types

¹⁷Dufour, Forum national sur la promotion des exportations agricoles et agroalimentaires : « Accession de l'Algérie à l'OMC » : Le volet agricole, 13-14 septembre 2004.

¹⁸Tiré du site : www.minicommerce.gov.dz, ministère du commerce, article sur le commerce extérieur, Accord d'association entre l'Algérie et l'Union Européenne,.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

de conventions soient une étape importante vers la réalisation d'une zone de libre-échange entre les pays maghrébins, elles ne sont toujours pas appliquées¹⁹.

Certains États utilisent différents instruments de la politique commerciale afin de protéger leurs économies, notamment à travers la diminution des importations, la protection de leurs économies contre la concurrence étrangère, aussi profiter des tarifs douaniers afin d'augmenter les recettes budgétaires. Cependant, cela induit des effets négatifs sur l'économie, c'est pour cette raison que les pays ont décidé de réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires et favoriser l'ouverture commerciale entre les pays, ce qui permet l'allocation optimale des ressources à l'échelle de la planète et l'accès aux nouvelles technologies.

Cette décision a induit à la formation des blocs régionaux qui est un accord entre plusieurs États pour créer un espace économique commun, mais cette ouverture commerciale conduite à la destruction de la production nationale notamment dans le cas où ces accords se réalisent entre un pays développé et un pays sous développé.

¹⁹ECO technics, « Diagnostics de la réglementation des exportations hors hydrocarbures », étude pour ANEXALNAED(SFI) mars 2004,p 16.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

Section 03 : Etat des lieux du commerce extérieur de l'Algérie entre 1990 et 2014

L'objet de cette section est d'apprécier l'évolution du commerce extérieur algérien durant la période (1990-2014) et de dégager la tendance de sa croissance sur les grandes phases de transaction.

1. L'évolution du commerce extérieur algérien

1.1 Diversification des échanges par groupe d'utilisation (2007-2014)

Aujourd'hui l'activité d'exportation est une nécessité vitale pour une nation, c'est un certificat de bonne santé qui se traduit par le maintien et le développement du pays à l'étranger et qui permet de couvrir les importations et d'équilibrer la balance des transactions courantes. Le commerce extérieur algérien est caractérisé par les exportations des hydrocarbures et les exportations hors hydrocarbures.

1.1.1 les exportations

Malgré les efforts effectués par l'État pour limiter les importations et augmenter les exportations hors hydrocarbure, ces derniers restent très faibles comme l'indique le tableau suivant :

Tableau N° 06 : Évolution des exportations algériennes par groupe des produits en Millions US Dollars

Groupes d'utilisation	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations totales	60163	79298	45194	57053	73489	71866	64974	62886
Alimentation	88	119	113	315	355	315	402	323
Energie et Lubrifiants	58831	77361	44128	55527	71427	69804	62960	60304
Produits bruts	169	334	170	94	161	168	109	109
Demi-produits	993	1384	692	1056	1496	1527	1485	2121
Biens d'équipement Agricoles	1	1	-	1	-	1	-	2
Biens d'équipement Industriels	46	67	42	30	35	32	28	16
Bien de consommations non alimentaires	35	32	49	30	15	19	17	11

Source : construction personnelle d'après les données de CNIS

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

Le tableau fait ressortir que seul le groupe d'utilisation énergie et lubrifiants qui ont connu une forte croissance pour atteindre un pic en 2008, suivi d'une chute drastique l'année d'après pour reprendre de nouveau dès 2010. Cette dynamique continue à être portée exclusivement par certaines exportations de produits bruts et de demi-produits ou produits issus du raffinage primaire des hydrocarbures.

1.1.2 Les importations

Après la libéralisation du commerce en Algérie, le volume des importations a connu un accroissement continu en ce qui concerne les biens d'équipements industriels et celle des produits alimentaires, comme nous le montre le tableau ci-après.

Tableau N°07 : Évolution des importations algériennes par groupe des produits (MDS)

Groupes d'utilisation	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Importation totale	27631	39479	39294	40473	47247	50376	55028	58580
Alimentation	4954	7813	5863	6058	9850	9022	9580	11005
Énergie et Lubrifiants	324	594	549	955	1164	4955	4385	2879
Produits bruts	1325	1394	1200	1409	1783	1839	1841	1891
Demi-produits	7105	10014	10165	10098	10685	10629	11310	12852
Biens d'équipement Agricoles	146	174	233	341	387	330	508	658
Biens d'équipement Industriels	8534	13093	15139	15776	16050	13604	16194	18961
Bien de consommations non alimentaires	5243	9367	6145	5836	7328	9997	11210	10334

Source : construction personnelle d'après les données de CNIS

D'après ce tableau, on remarque que les groupes d'utilisations à savoir les produits alimentaires, les demi-produits et les biens de consommation et surtout les biens d'équipement ont connu une nette croissance et ils constituent une part importante dans les importations totales. On peut dire que toutes les importations algériennes ont marqué une augmentation durant cette période, soit par les produits destinés à la consommation finale et particulièrement ceux destinés à l'amélioration de la production nationale.

2. Évolution de la croissance économique l'ère de l'ouverture commerciale de l'Algérie

L'analyse de la relation -croissance a fait l'objet de plusieurs études empiriques, ces dernières soulignent le fait que même si la rente pétrolière peut représenter un handicap pour la recherche d'autres variables de contrôle de l'économie nationale à travers les réformes, elle représente un levier de redressement de la croissance et une variable d'ajustement aux chocs extérieurs (K. OUKACI, 2010)²⁰. Dans le contexte de l'ouverture, la lenteur des réformes et l'instabilité de la conjoncture économique des années 80-90 ont affecté sensiblement le taux de croissance durant cette période. Par ailleurs, l'amélioration des prix du pétrole a favorisé l'investissement et a engendré une amélioration des taux de croissance jusqu'aux années (2007-2008), la crise financière de 2007 a fortement réduit la demande mondiale du pétrole ce qui s'est répercuté sur la baisse du taux de croissance économique. Si on fait un croisement entre l'évolution des prix du pétrole, évolution du processus d'ouverture et évolution du PIB, on peut répartir le processus de croissance en trois intervalles. Ces intervalles sont délimités par la libéralisation du commerce extérieur (1988), la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'UE (2005) et l'achèvement des accords bilatéraux dans le cadre de l'adhésion à l'OMC (2008).

Le tableau suivant représente une synthèse de l'évolution de ces trois agrégats sur les grandes phases de l'ouverture économique.

²⁰OUKACI Kamal (2010) « Les effets d'un choc pétrolier sur l'économie algérienne : une approche par le modèle VAR. In Les cahiers du Cedimes. Vol N° 1.2010.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

Tableau N°08: Bilan de l'évolution du taux de croissance du PIB, taux d'ouverture, du prix du pétrole entre (1988-2014)

Périodes	Année	Taux de croissance du PIB	Prix du pétrole \$	Taux d'ouverture
Libéralisations (1988-2005)	1988	-1,1%	14,2	0,69
	1989	4,3%	16,9	0,78
	1994	-0,8%	16,30	0,68
	1999	-0,8%	17,9	0,71
	2005	5,1 %	54,41	0,75
Accord avec l'UE (2005-2008)	2006	1,9%	65,14	0,96
	2007	2,9%	72,45	0,70
	2008	2,4%	99,1	0,70
Ouverture multilatérale (2008-2014)	2009	1,6%	61,1	0,71
	2010	3,06%	79,9	0,69
	2011	2,8%	112,9	0,64
	2012	3,3%	110,7	0,65
	2013	2,8%	112,95	0,64
	2014	3,8%	99,02	0,64

Source : calcul des auteurs sur la base des données de la Banque Mondiale.

D'après ce tableau, on remarque une forte corrélation entre la croissance économique et les prix du pétrole. Aussi, on constate que les trois variables (Taux de croissance du PIB, prix du pétrole taux d'ouverture) suivent la même tendance de l'évolution ce qui implique une éventuelle causalité entre le taux de croissance du PIB, le taux d'ouverture et les prix du pétrole.

Chapitre II PROCESSUS D'OUVERTURE COMMERCIALE EN ALGERIE

Conclusion

En guise de conclusion, nous pouvons dire que l'Algérie a relativement été active ces dernières années du point de vue de la politique commerciale. Après une longue période de protectionnisme et de monopolisation du commerce extérieur, elle a marqué à partir des années 2000 une présence sur plusieurs plans, régionale, bilatérale et plus au moins sur le plan multilatéral.

À la fin des années 1980 et suite aux accords signés avec le FMI, l'Algérie s'est engagée dans un vaste chantier de réformes et de restructuration visant cette fois une libéralisation de l'économie algérienne. Cette perspective s'est concrétisée par la libéralisation du commerce extérieur en 1994 et de bien d'autres initiatives. Ces initiatives se verront accélérer par l'adhésion de notre pays à l'OMC, véritable acteur du libéralisme mondial. Néanmoins, le souci de vouloir sortir l'Algérie de ses dépendances à la fois à l'import et à l'export n'est pas encore réalisé ; elles ne sont que des décisions proposées, étudiées et non appliquées. Les exportations algériennes sont toujours constituées à 98% D'hydrocarbures et donc le danger de revivre un jour un autre 1986 est toujours présent. Cette situation prouve La non-réalisation de l'objectif de l'État relatif à la diversification des produits à l'exportation. L'Algérie est très prudente en matière d'ouverture commerciale multilatérale de crainte de n'avoir que des effets négatifs de cette ouverture.

D'ailleurs, le nombre d'accords signés est insignifiant notamment dans les secteurs productifs. Il n'est pas pressé d'intégrer à l'OMC pour des raisons liées à la protection de l'économie nationale et qu'elle préfère renforcer et diversifier celle-ci. Mais en parallèle, elle a été intéressée par la politique commerciale dans sa dimension régionale. Pour elle, le processus de régionalisation constituerait un levier important pour rendre l'Algérie moins vulnérable aux différents chocs extérieurs notamment ceux liés à la variation des prix des hydrocarbures et un moyen de renforcer sa présence sur le plan international.

Enfin, pour assurer une meilleure intégration à l'économie mondiale et de profiter d'un vecteur de croissance potentiel (transfert technologique, amélioration des qualifications des ressources humaines, IDE, ...), l'ouverture doit s'inscrire dans le cadre d'une stratégie globale de développement définie par le pays, car les effets positifs de toute ouverture commerciale se produisent quand les économies nationales remplissent un certain nombre de conditions.

Chapitre III

*ANALYSE ECONOMETRIQUE DE
L'IMPACTE DE L'IMPORTATION DES
BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA
CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE*

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMETRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Introduction

Après avoir exposé les différents éléments théoriques expliquant la relation entre la croissance économique et l'ouverture commerciale, nous allons essayer, dans le présent chapitre de faire une application empirique. En effet, notre objectif est de vérifier l'existence (ou non) de liens entre l'importation des biens d'investissement et la croissance économique en Algérie.

Pour ce faire, nous faisons appel à la méthodologie des séries temporelles, basée sur le modèles VAR.

Ainsi, ce chapitre se compose de deux sections : la première est consacrée à la présentation de l'Analyse uni variée des séries de données, tandis que la seconde est consacré à l'élaboration d'un modèle et l'analyse des résultats pour le cas de l'Algérie.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Section 01 : Présentations et analyse graphique des séries de données :

Comme toute méthode d'analyse, l'économétrie s'appuie sur un certain nombre de variables qui lui sont propres. En effet, les principaux ingrédients d'un modèle économétrique sont la variable à expliquer qu'on appelle communément la variable endogène, les variables explicatives (variables exogènes), les perturbations et les paramètres.

1. Le choix des variables :

La représentation économétrique se fait par une fonction mathématique composée par des variables endogènes et des variables exogènes. Dans notre cas, la variable endogène est représentée par le PIB qui mesure la croissance économique ; cette variable endogène s'explique par plusieurs variables exogènes dont les exportations, les importations, formation brut du capitale fixe, dépense publique et l'importation des biens d'investissement. Les séries statistiques utilisées sont exprimées en million de dollars et extraites de la base de données de la banque mondiale.

✓ **Le PIB**

La croissance économique d'un pays est mesurée par la croissance de son PIB, qui se mesure par le revenu national ou par le total de la valeur ajoutée brut des biens et services aux Cours d'une période donnée. A cet effet, le PIB annuel s'avère l'indicateur le plus favorable pour mesurer la croissance économique en Algérie.

✓ **Les exportations :**

Les exportations jouent un rôle essentiel dans la croissance économique en Algérie.

✓ **Les importations :**

L'importance des importations pour la croissance économique est qu'elle permet d'alimenter le système productif des différents biens et services nécessaires à la production. En Algérie, une grande partie de ces biens et services proviennent de l'étranger d'où l'importance particulière des importations pour la croissance de son économie.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

✓ **La formation brute du capital fixe (l'investissement):**

La FBCF comprend trois éléments de base : la construction résidentielle (achat de maisons unifamiliales et habitations ayant plusieurs logements), mise en chantier d'usines, d'immeubles de bureaux et d'édifices commerciaux et l'achat de machineries que l'on retrouve dans les différentes usines du pays. La FBCF constitue l'investissement intérieur. Cette variable a donc un effet important sur la croissance économique.

✓ **Les dépenses publiques :**

Aujourd'hui, les dépenses publiques sont considérées comme l'un des facteurs de stimulation de la croissance économique. Ainsi, conformément à la logique keynésienne, les dépenses publiques peuvent avoir une influence contra cyclique sur certaines variables considérées comme étant fondamentales, notamment l'investissement.

L'Algérie a depuis les années 2000, mis en place une politique économique de type keynésienne dont les dépenses publiques inscrivent la croissance comme cible pour pouvoir conduire l'économie algérienne à une perspective de création d'emplois, de richesse et, par conséquent, croissance économique

✓ **Les importations des biens d'investissement :**

Les importations des biens d'investissement représentent l'ensemble des biens acquis par les unités résidentes pour être utilisé pendant ou moins un an dans des processus de production.

2. Analyse graphique des séries de données

Dans cette partie, nous présentons nos variables en termes graphiques afin de pouvoir examiner leurs tendances durant la période d'étude de 1980-2017.

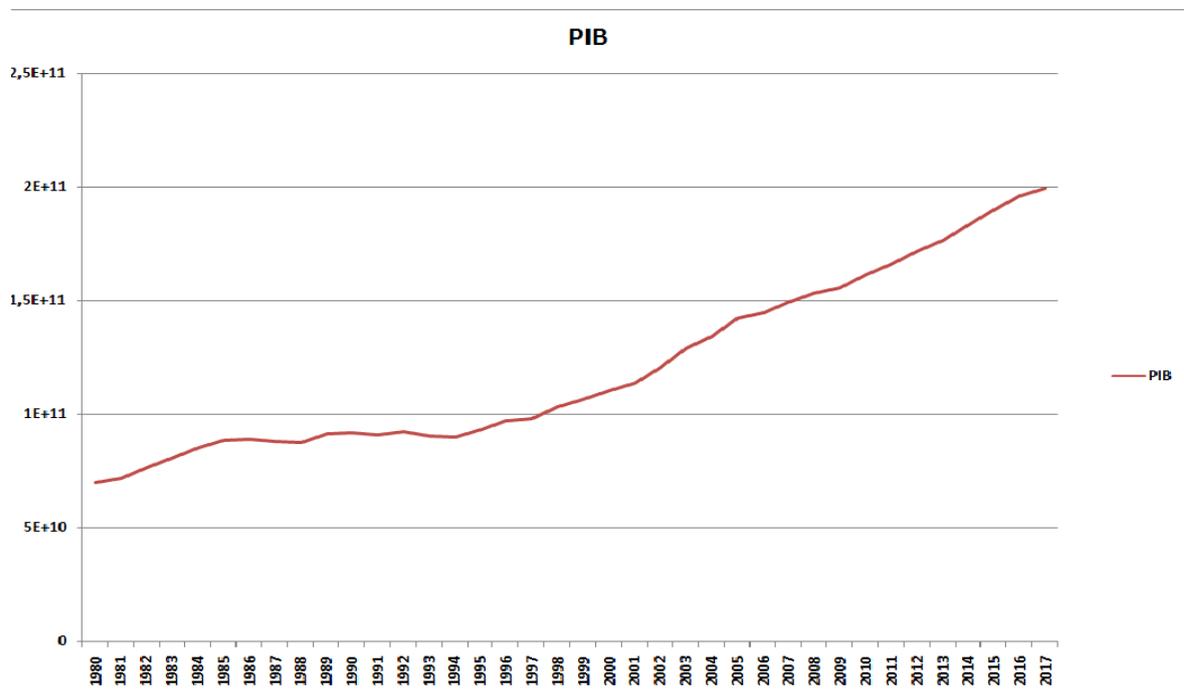
❖ **Série relative au PIB**

Comme le montre le graphique ci-dessous, Tout au long de la période étudiée, le PIB a connu une hausse continue. Certes, la période 1990-1994 est marquée par un recul qui est du notamment aux conséquences du choc pétrolier de 1986 que certains considèrent comme étant une année de rupture. A partir de 1994 avec, l'adoption notamment du PAS (Programme d'ajustement structurel) dont l'objectif est la

CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE

recherche de la stabilité macroéconomique et la lutte contre les dysfonctionnements de l'économie, le PIB a connu une croissance régulière. En volume, il passe de 89 milliards de dollars en 1994 à 190 milliards de dollars en 2017, soit un taux de croissance annuel de 3,6%.

Figure N°03 : Evolution du PIB de l'Algérie durant la période 1980 à 2017(en million dollars)



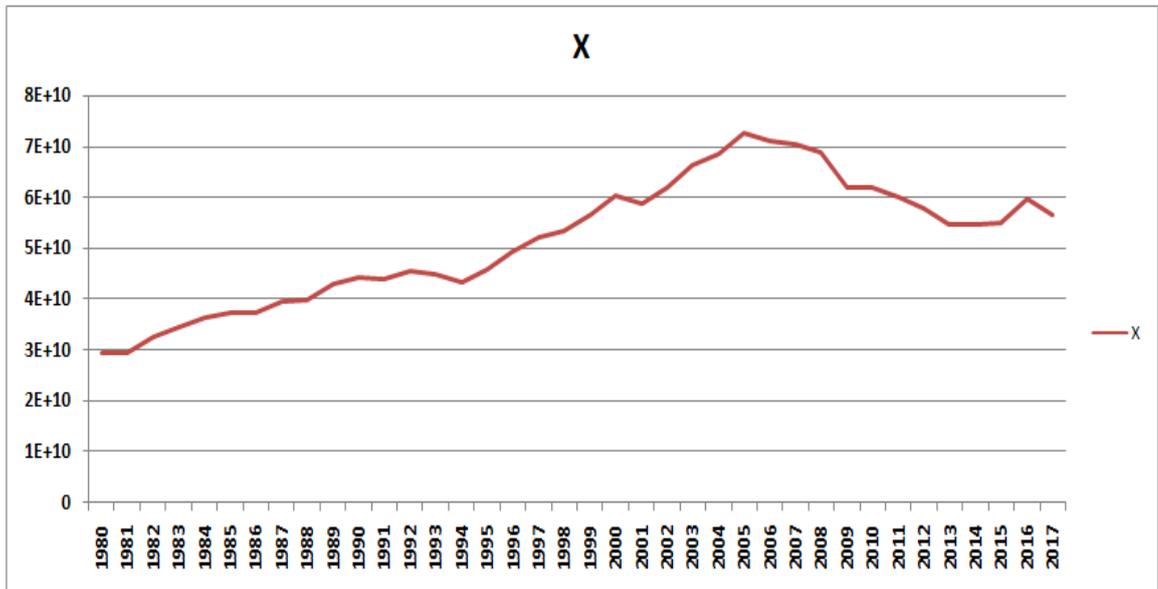
Source : Etablie par nous-mêmes avec le logiciel Exelex

❖ Série relative au Exportation

La visualisation de ce graphique nous permet de dire qu'il y a une forte corrélation entre les cours du pétrole et la valeur des exportations (donc la baisse des prix du pétrole engendre une baisse des exportations et vis-versa). Cette corrélation se manifeste par les allures de la courbe indiquant que les exportations ont marqué une hausse entre (1980-1990) suivis d'une baisse considérable pour la période (1992-1994). Les années de 2000 ont été caractérisées par la reprise des exportations jusqu'au pic de 2008 où commencent les rechutes.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Figure N°04: Evolution des exportations en Algérie durant 1980 a 2017(en million dollars US)



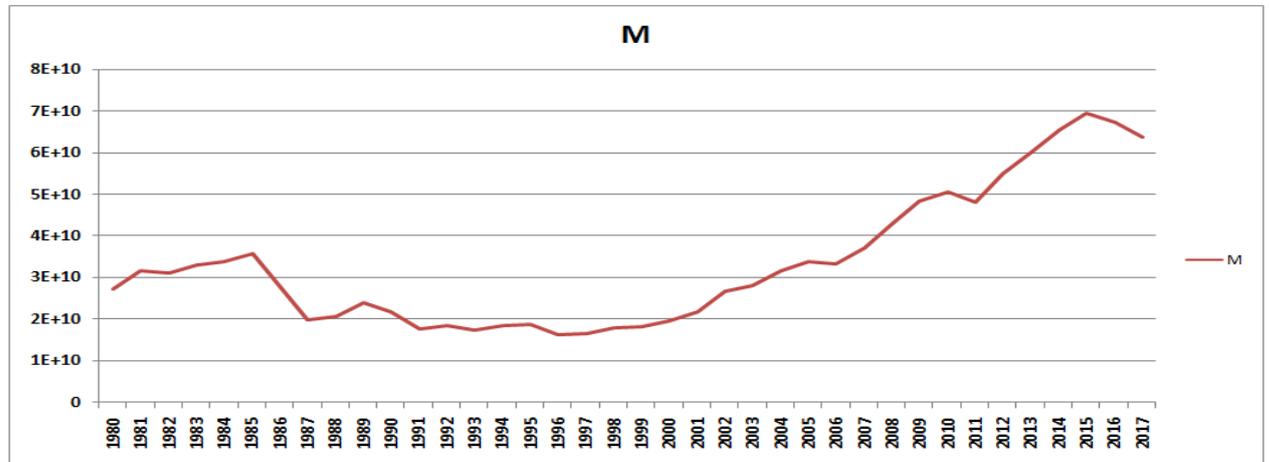
Source : Etablie par nous-mêmes avec le logiciel Excel

❖ **Série relative aux importations**

A partir du graphique ci-dessus nous pouvons constater que l'évolution des Importations Algériennes suit l'évolution des prix de pétrole. En effet, sur la période (1980-1984) on remarque que la série est en augmentation si l'on accepte des brèves chutes lors des années (1985, 1987), puis elle a eu une tendance baissière depuis 1989 pour remonter encore en 2000. A partir de cet intervalle de temps il va eu une amélioration des cours du pétrole qui ont pour conséquence l'augmentation fulgurante des importations.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Figure N°05 : Evolution des importations en Algérie durant 1980 a 2017(en million dollars US)



Source : Etablie par nous-mêmes avec le logiciel Excel

❖ **Série relative aux FBCF**

Du graphique ci-dessus, nous remarquons trois périodes différentes en termes de l'évolution du FBCF Algérien.

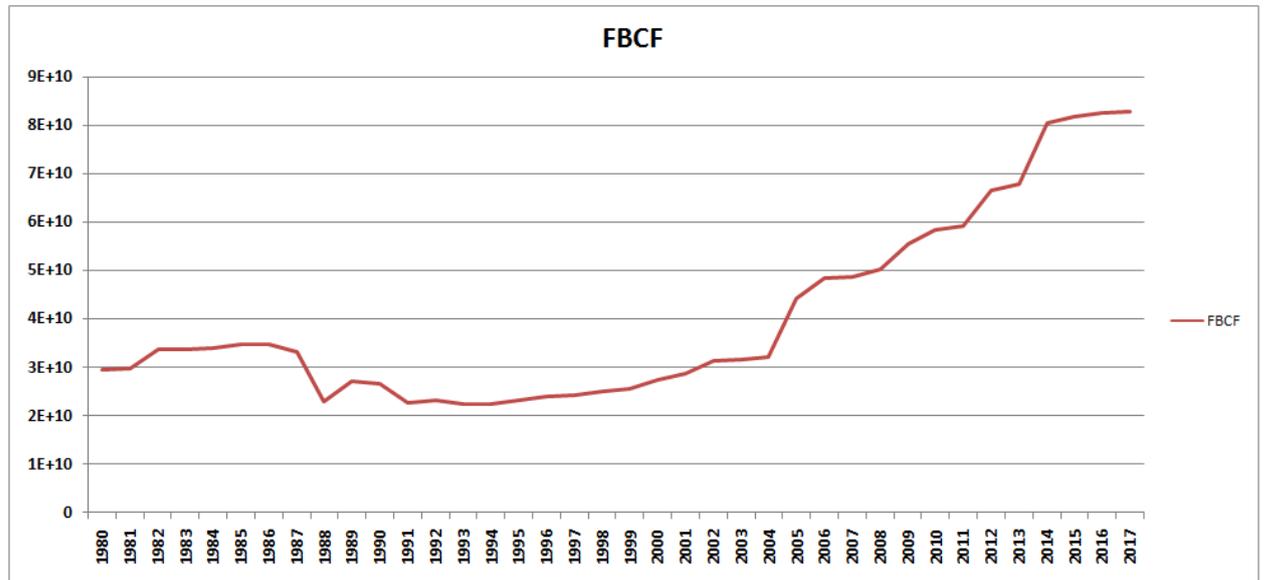
- De 1980 à 1986 il y a eu une augmentation considérable suite à une augmentation des prix du pétrole et au lancement du 1^{er} plan Quinquennal de développement.

- De 1986 à 2000, il y a eu, par contre une baisse suite à la baisse des prix de pétrole et la crise sécuritaire qu'a connue le pays.

- De 2000 à nos jours il y a une augmentation importante due à l'augmentation des prix de pétrole et aux différents plans de relance qui ont été menés par l'Etat.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Figure N° 06: Evolution de la formation brut du capital fixe en Algérie durant 1980 a 2017(en million dollars US)



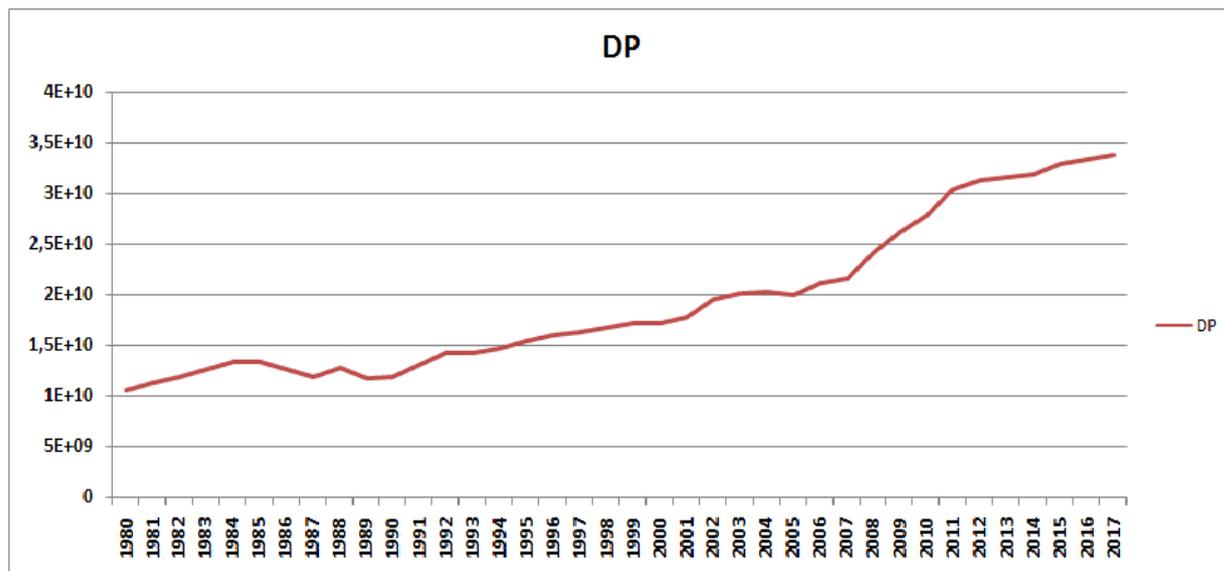
Source : Etablie par nous-mêmes avec le logiciel Excel

❖ **Série relative aux dépenses publique**

A partir du Figure N°07, on peut constater que les dépenses publiques en Algérie se sont accrues dès le début des années 90. A cette époque-là, l'importance du volume des dépenses reflète les différentes enveloppes financières dégagées par le gouvernement pour prendre en charge les secteurs de l'éducation et de la santé suite à une forte croissance démographique, mais aussi les différents programmes mis en place pour faire face au problème sécuritaire. Parallèlement entre 2001 et 2017 ces dépenses ont progressé de 56,6% atteignant ainsi 885 millions de dinars en 2015 contre 132 millions de dinars en 2001. Cette augmentation témoigne de l'effort budgétaire consenti pour la relance de l'activité économique et ce par la mise en œuvre de plusieurs programmes notamment, le programme de soutien à la relance économique de 2001 à 2004, le programme de reconstruction des infrastructures détruites provoquées par le séisme de 2003, le programme de soutien à la croissance 2005 à 2009 et enfin le programme spécial complémentaire de développement des wilayas de sud.

CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE

Figure N°07 : Evolution des dépenses publiques en Algérie durant 1980 à 2017(en million de dollar)



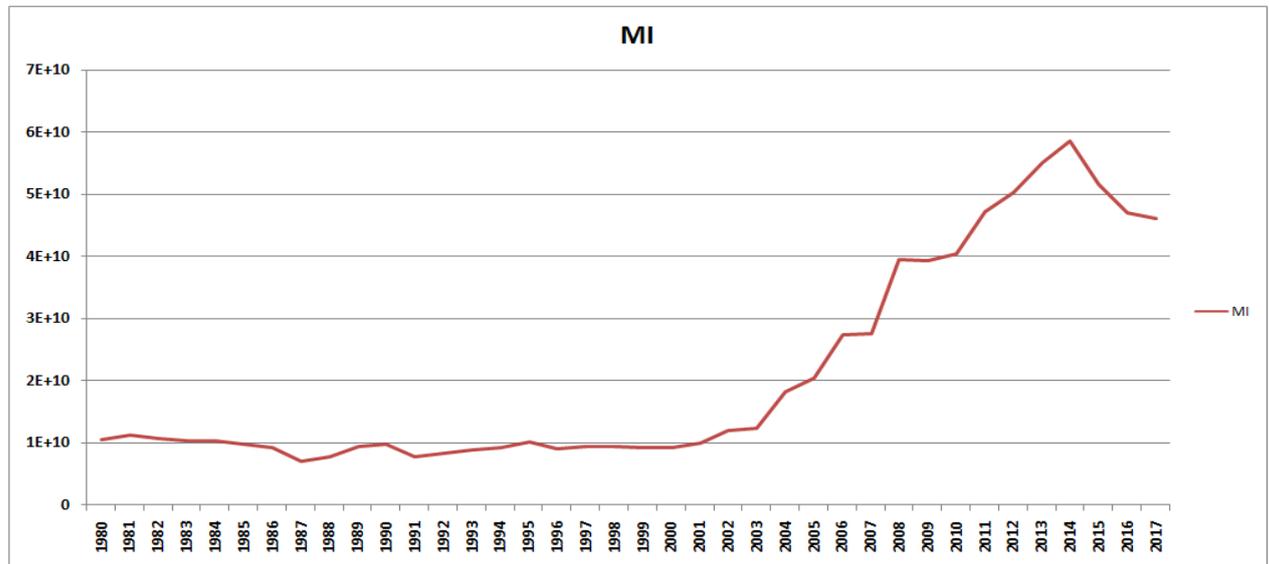
Source : Etablie par nous-mêmes avec le logiciel Excel

❖ Série relative aux Importations des biens d'investissements

La figure ci-dessus montre que les importations des biens d'investissement connaissent un quasi-stagnation avant le début de la décennie 2000. Depuis cette date, ces importations ont connu une évolution positive importante jusqu'à 2014 où elles connaissent plutôt une tendance à la baisse.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Figure N08 : Evolution de l'importation des biens d'investissement en Algérie durant la période 1980 à 2017(en million de dollar)



Source : Etablie par nous-mêmes avec le logiciel Excel

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Section 02 : Analyse univarié des variables du modèle

Après avoir décrit nos séries de données, nous nous attachons, dans cette partie à étudier la stationnarité de ces séries. Pour ce faire nous allons transformer ces séries en logarithme afin d'en réduire les écarts. Une série temporelle $Y_t(t = 1, 2, 3, \dots)$, est dite stationnaire si ses propriétés ne varient pas dans le temps (espérance, variance, auto-corrélation).

1. Détermination de nombre de retard des différentes séries

L'application du teste de racine unitaire (Dickey-Fuller et Philips-perron), nécessite tout d'abord de sélectionner le nombre de retards, autrement dit, déterminer le nombre maximum de retards d'influence des variables explicatives sur la variable à expliquer. Critère de choix est basé sur les critères d'Akaike (AIC) et Schwarz (SC) qui consiste à choisir le nombre de retard qui minimise les deux critères.

Tableau N°09 : Détermination du nombre de retard pour les différentes séries

Variable	Nombre retarde	0	1	2	3	Retard retenu(p)
	Critère de choix					
PIB	AIC	51.57	46.00	45.91	45.94	P=2
	SC	51.61	46.09	46.04	46.12	
X	AIC	49.12	46.17	46.18	46.19	P=1
	SC	49.17	46.26	46.31	46.37	
M	AIC	49.96	46.87	46.76	46.98	P=2
	SC	50.00	46.96	46.89	46.95	
FBCF	AIC	50.28	46.99	47.05	47.11	P=1
	SC	50.33	47.08	47.18	47.28	
DP	AIC	48.29	43.89	43.88	43.93	P=1
	SC	48.34	43.98	44.01	44.11	
MI	AIC	50.02	46.76	46.79	46.75	P=1
	SC	50.07	46.85	46.92	46.92	

Source : Etablie par nous-mêmes d'après les résultats du logiciel EVIEWS10

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Du tableau ci-dessus, on retient que :

- ✓ Les critères d'Akaike et Schwarz conduisent à un choix de retard optimal $p=1$ pour la série PIB.
- ✓ Les critères d'Akaike et Schwarz conduisent à un choix de retard optimal $p=1$ pour la série X.
- ✓ Les critères d'Akaike et Schwarz conduisent à un choix de retard optimal $p=2$ pour la série M.
- ✓ Les critères d'Akaike et Schwarz conduisent à un choix de retard optimal $p=1$ pour la série FBCF.
- ✓ Les critères d'Akaike et Schwarz conduisent à un choix de retard optimal $p=1$ pour la série DP.
- ✓ Les critères d'Akaike et Schwarz conduisent à un choix de retard optimal $p=1$ pour la série MI.

Après la détermination du nombre de retards pour toutes les séries on passe à l'application du test d'ADF .

2. Teste de la racine unitaire (ADF)

Ici, nous testons les trois modèles de Dickeyfuller pour étudier la significativité de la tendance et de la constante, afin de savoir si les séries que nous aurons à étudier sont stationnaires ou alors d'avoir une idée sur les ordres d'intégration de ces séries. Si les séries étudiées admettent une représentation de type TS ou DS, on passe à l'application du test de racine unitaire.

❖ Estimation du modèle (3)

En pratique, on commence toujours par l'application du test sur le modèle général qui englobe tous les cas de figure, c'est-à-dire qui tient compte de toutes les propriétés susceptibles de caractériser une série, il s'agit du modèle [3].

Les résultats de l'estimation du modèle [3] sont donnés dans le tableau suivant :

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Tableau N°10: Teste de la significativité de la tendance

Variable	Modèle(3)		Décision
	Trend statistique	T-Tabulé	
PIB	1,10	2.79	Non stationnaire
X	-0.74	2.79	Non stationnaire
M	2.17	2.79	Non stationnaire
FBCF	2.18	2.79	Non stationnaire
DEP	1.66	2.79	Non stationnaire
MI	2.03	2.79	Non stationnaire

Source : Réalisé par nous même à l'aide de logiciel Eviews 10.0.

On remarque que les valeurs de la tendance des variables PIB exportation (X) importation(M) formation brut du capitale fixe (FBCF) dépense publique(DP) importation des biens d'investissement (MI) ne sont pas significativement différentes de zéro, puisque les T-statistiques associé aux séries étudiées sont inférieures à la valeur tabulée au seuil statistique de 5%.

On accepte alors l'hypothèse de non-stationnarité des séries temporelles H_0 : (b=0), désignant la non-significativité des tendances de séries étudiées, donc nous passerons l'estimation du modèle 2

❖ Estimation du modèle [2]

Les résultats d'estimation du modèle [2] sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau N°11: Teste de significativité de la constante (voir Annexe N°02)

Variable	Modèle [2]		Décision
	Constante Statistique	C-Tabulé	
PIB	-0.54	2.54	Non stationnaire
X	2.30	2.54	Non stationnaire
M	0.08	2.54	Non stationnaire
FBCF	-0.40	2.54	Non stationnaire
DEP	0.09	2.54	Non stationnaire
MI	0.93	2.54	Non stationnaire

Source : Réalisé par nous même à l'aide de logiciel Eviews 10.0

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

On remarque que les valeurs de la T-statistique de la constante associée aux variables (PIB.X.M. FBCF.DP.MI) ne sont pas significatives car la valeur calculée de la T-statistique est inférieure à la valeur tabulée au seuil de 5%.

On remarque aussi que toutes les séries sont issues d'un processus de référence stationnaire DS car la statistique du teste ADF associés aux séries étudiés est inférieure à la valeur théorique qui est (2.54). Donc le test du modèle [2] montre que l'hypothèse du non stationnarité est choisie pour toutes les séries temporelles de notre étude.

On estime alors le modèle sans constante ni tendance avec le modèle [1], les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

❖ Estimation du modèle [1]

L'estimation du modèle [1] de nos séries nous donne les résultats suivants :

Tableau N°12 : Teste de racine unitaire d'ADF (voir Annexe N° 02)

VARIABLE	Modèle [1]		DECISION
	ADF-CALCULE	ADF- Tabulé	
PIB	10.00	-1.94	NS
X	1.24	-1.94	NS
M	1.88	-1.94	NS
FBCF	2.81	-1.94	NS
DEP	5.22	-1.94	NS
MI	1.53	-1.94	NS

Source : établi par nous même à l'aide de logiciel Eviews10.0.

Donc nous acceptons l'hypothèse de l'existence de racine unitaire. A partir de là, on dira que toute les séries sont non stationnaire en niveau. Alors on estime le modèle [1] avec la différentiation afin de déterminer la stationnarité et l'ordre d'intégration de chaque série qui se résume dans le tableau N°13:

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Tableau N13 : Les résultats du test de racine unitaire ADF en différence (voir Annexe N° 02)

Variable	Modèle [1] 1 ^{er} différence		Modèle [1] 2 ^{ème} différence		Décision	Ordre d'intégration
	ADF- Calculé	ADF- Calculé	ADF- Calculé	ADF- Calculé		
PIB	-1.09	-1,95	-8.93	-1,95	Stationnaire on 2 ^{ème} diff	I[2]
X	-4.16	-1,95	-	-	Stationnaire on 1 ^{er} diff	I[1]
M	-3.75	-1,95	-	-	Stationnaire on 1 ^{er} diff	I[1]
FBCF	-4.81	-1,95	-	-	Stationnaire on 1 ^{er} diff	I[1]
DP	-3.00	-1,95	-	-	Stationnaire on 1 ^{er} diff	I[1]
MI	-2.39	-1,95	-	-	Stationnaire on 1 ^{er} diff	I[1]

Source : établi par nous-même sur la base des résultats du logiciel Eviews10

Les statistiques ADF en première différenciation sont inférieures aux valeurs critiques au seuil de 5% pour les variables X, M, FBCF, DP, et MI, alors elles sont intégrées d'ordre [1].

La variable PIB n'est pas stationnaire, car en différence première la statistique ADF est supérieur à la valeur critique au seuil de 5%. Donc on passe à la deuxième différenciation. Le résultat obtenu de cette dernière montre, que la statistique ADF est inférieur à la valeur critique au seuil de 5%. Alors la série PIB est intégrée d'ordre [2].

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Section 03 : Analyse multi variée des séries de données

Après avoir raisonné dans un cadre uni variée, il y'a lieu de passer à une analyse multivariée afin d'étudier les interactions qui peuvent exister entre les variables.

1. Estimation de modèle Vectoriel Autorégressif(VAR)

La construction du modèle VAR (Victorial Auto Régressive), nous permet de décrire et d'analyser les effets d'une variable sur une autre, ainsi que les liaisons qui existent entre elles.

1.1. Détermination de nombre de retard

Cette étape consiste à déterminer l'ordre qui minimise les deux critères d'Akaike et de Schwarz pour des décalages P allant de 1 à 4 :

Tableau N° 14 : Détermination du nombre de retards

Nombre retard	1	2	3	4
AIC	275.58	274.71	273.51	271.03
SC	277.50	278,29	278,74	277,90

Source : Réalisé par nous même à l'aide de logiciel Eviews10.

D'après le tableau ci haut, le nombre de retard qui minimise les deux critères d'information (AIC, SC) est de **P=1**. Donc, nous retenons le nombre (1) comme retard pour notre estimation du modèle VAR, c'est-à-dire un VAR (1).

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

1.2. Estimation de modèle VAR

Du fait que les conditions de stationnarité des séries sont remplies, une estimation d'un modèle VAR(1) est permise.

Tableau N°15: Estimation du modèle VAR (1)

Vector Autoregression Estimates
Date: 06/23/19 Time: 16:22
Sample (adjusted): 1983 2017
Included observations: 35 after adjustments
Standard errors in () & t-statistics in []

	DDPIB	DX	DM	DFBCF	DDP	DMI
DDPIB(-1)	-0.265768 (0.17789) [-1.49397]	0.062719 (0.21316) [0.29423]	0.018742 (0.26398) [0.07100]	-0.260724 (0.26574) [-0.98114]	0.081299 (0.06688) [1.21557]	0.452143 (0.29388) [1.53851]
DX(-1)	-0.341942 (0.17232) [-1.98439]	0.108842 (0.20648) [0.52714]	-0.130625 (0.25570) [-0.51085]	0.029890 (0.25741) [0.11612]	-0.087305 (0.06478) [-1.34762]	-0.200804 (0.28467) [-0.70539]
DM(-1)	0.148441 (0.13520) [1.09791]	0.138780 (0.16201) [0.85663]	0.239060 (0.20063) [1.19154]	0.622362 (0.20197) [3.08151]	-0.034712 (0.05083) [-0.68288]	0.066858 (0.22336) [0.29933]
DFBCF(-1)	-0.247588 (0.10612) [-2.33302]	-0.181415 (0.12716) [-1.42664]	-0.086866 (0.15748) [-0.55161]	-0.196668 (0.15853) [-1.24059]	0.064013 (0.03990) [1.60439]	-0.179921 (0.17532) [-1.02625]
DDP(-1)	0.099401 (0.51567) [0.19276]	-0.448796 (0.61791) [-0.72632]	0.798633 (0.76522) [1.04366]	-0.069268 (0.77031) [-0.08992]	0.313855 (0.19388) [1.61885]	-0.491336 (0.85191) [-0.57675]
DMI(-1)	0.009917 (0.12779) [0.07760]	-0.258724 (0.15312) [-1.68968]	0.385121 (0.18963) [2.03096]	0.434416 (0.19089) [2.27577]	-0.009215 (0.04804) [-0.19181]	0.267078 (0.21111) [1.26513]
C	4.35E+08 (5.5E+08) [0.79037]	1.27E+09 (6.6E+08) [1.92133]	37177955 (8.2E+08) [0.04550]	6.66E+08 (8.2E+08) [0.80966]	4.39E+08 (2.1E+08) [2.12272]	1.37E+09 (9.1E+08) [1.50342]
R-squared	0.438422	0.265424	0.388360	0.480808	0.282304	0.144905
Adj. R-squared	0.318084	0.108014	0.257294	0.369553	0.128512	-0.038330
Sum sq. resid	1.18E+20	1.69E+20	2.59E+20	2.62E+20	1.66E+19	3.21E+20
S.E. equation	2.05E+09	2.46E+09	3.04E+09	3.06E+09	7.70E+08	3.39E+09
F-statistic	3.643249	1.686200	2.963096	4.321661	1.835620	0.790817
Log likelihood	-796.1817	-802.5118	-809.9958	-810.2280	-761.9426	-813.7517
Akaike AIC	45.89610	46.25782	46.68548	46.69874	43.93958	46.90010
Schwarz SC	46.20717	46.56889	46.99655	47.00981	44.25065	47.21117
Mean dependent	-42270465	6.92E+08	9.35E+08	1.40E+09	6.22E+08	1.01E+09
S.D. dependent	2.48E+09	2.60E+09	3.53E+09	3.86E+09	8.25E+08	3.32E+09
Determinant resid covariance (dof adj.)		3.7E+111				
Determinant resid covariance		9.7E+110				
Log likelihood		-4770.219				
Akaike information criterion		274.9839				
Schwarz criterion		276.8503				
Number of coefficients		42				

Source : Réalisé par nous même à l'aide de logiciel Eviews10.0.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Les résultats de l'estimation de VAR (1) soulignent que les associés aux termes retardés sont significativement différents de zéro, car la valeur de t-statistique de ces coefficients est supérieure à la valeur critique lue dans la table de Student au seuil de 5%.

D'après les résultats qui figurent dans le tableau ci haut, on remarque que le M, et FBCF influencent positivement la croissance économique (PIB), contrairement au X, MI et DP qui influencent négativement la croissance économique

2. Interprétation économétrique

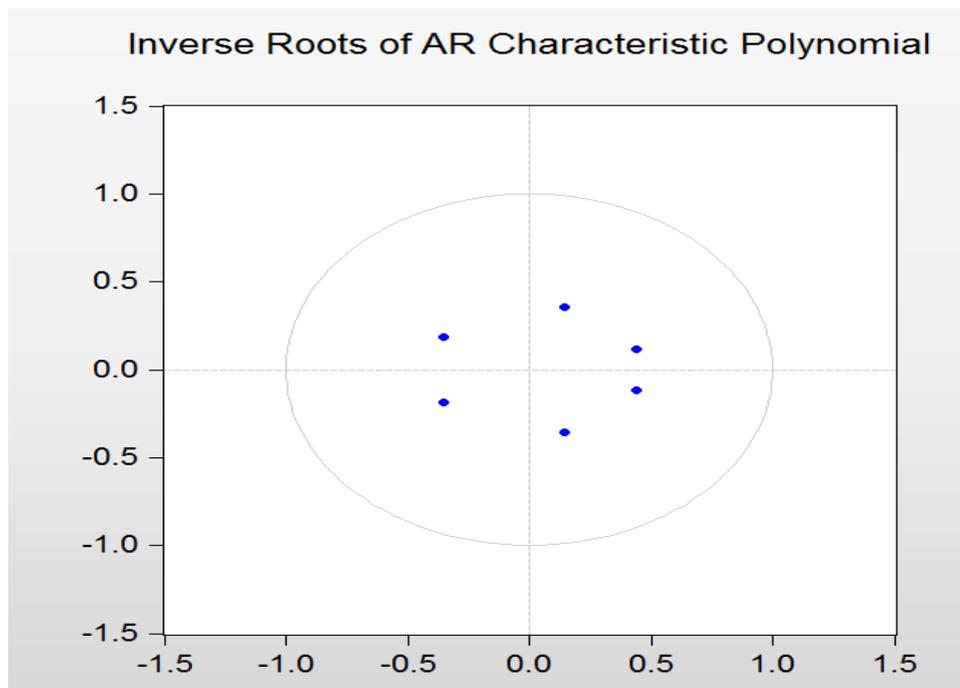
2.1. Test de significativité globale

L'estimation de modèle VAR, nous montre que l'équation est globalement significative avec ($R^2 = 0,44$), c'est-à-dire 44% puisqu'elle peut expliquer la variation de PIB. En outre, le modèle VAR (1) de l'équation D ($D(\text{PIB})$) est significative car ($F\text{-statistique} = 3.64 > F\text{-statistique } 5\% \text{ du tableau}$). Donc, on peut dire que notre modèle est globalement significatif.

2.2. La stabilité du modèle VAR

Après avoir déterminé l'ordre du modèle VAR et estimé les équations fonctionnelles, cette étape consiste à vérifier la stabilité de ce dernier, c'est-à-dire sa stationnarité.

Figure N°09: Cercle de la racine unitaire



Source : Réalisé par nous même à l'aide de logiciel Eviews 10.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

L'inverse des racines associées à la partie AR appartient au disque unité complexe. Le VAR est donc bien stationnaire. De même, Eviews nous donne les conditions mathématiques de la stationnarité, comme nous pouvons le voir sur le graphique ci-dessus :

Roots of Characteristic Polynomial
Endogenous variables: DDPIB DX DM
DFBCF DDP DMI
Exogenous variables: C
Lag specification: 1 1
Date: 06/23/19 Time: 17:06

Root	Modulus
0.441378 - 0.114812i	0.456066
0.441378 + 0.114812i	0.456066
-0.355336 - 0.185874i	0.401015
-0.355336 + 0.185874i	0.401015
0.147158 - 0.359161i	0.388139
0.147158 + 0.359161i	0.388139

No root lies outside the unit circle.
VAR satisfies the stability condition.

Source : Réalisé par nous même à l'aide de logiciel Eviews 10.

Nous voyons que toutes les racines en module sont inférieures à 1, par conséquent notre VAR est bien stationnaire.

2.3. Validation de modèle VAR

Après avoir estimé un modèle VAR(1), il est nécessaire de vérifier si le modèle représente de manière appropriée la dynamique des variables modélisées. Pour ce faire, nous allons appliquer un test sur les résidus : il s'agit du test d'autocorrélation des erreurs et celui d'hétéroscédasticité de white.

➤ Test d'auto-corrélation des erreurs

Ce test appelé aussi test de corrélation des erreurs vérifie si les erreurs ne sont pas corrélées. La présence de l'auto corrélation résiduelle rend caduque les commentaires concernant la validité du modèle et les tests statistiques. Il convient de détecter l'auto corrélation des erreurs par le test de Durban-Watson.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

Tableau N° 16: test LM

VAR Residual Serial Correlation LM Tests						
Date: 06/23/19 Time: 16:29						
Sample: 1980 2017						
Included observations: 35						
Null hypothesis: No serial correlation at lag h						
Lag	LRE* stat	df	Prob.	Rao F-stat	df	Prob.
1	52.62269	36	0.0363	1.604318	(36, 77.4)	0.0422
2	58.27577	36	0.0108	1.836000	(36, 77.4)	0.0132
3	45.35799	36	0.1364	1.326246	(36, 77.4)	0.1502
4	55.85756	36	0.0185	1.735193	(36, 77.4)	0.0221
5	29.15637	36	0.7835	0.778030	(36, 77.4)	0.7958
6	54.56065	36	0.0244	1.682184	(36, 77.4)	0.0288
7	24.99964	36	0.9158	0.651898	(36, 77.4)	0.9216
8	45.37886	36	0.1359	1.327014	(36, 77.4)	0.1497
9	49.86903	36	0.0620	1.496390	(36, 77.4)	0.0705
10	66.41370	36	0.0015	2.194847	(36, 77.4)	0.0020
11	28.57355	36	0.8061	0.760008	(36, 77.4)	0.8174
12	57.10460	36	0.0141	1.786856	(36, 77.4)	0.0170

Source : Réalisé par nous même à l'aide de logiciel Eviews 10.

Le test montre que les erreurs sont indépendantes car la probabilité de commettre une erreur de première espèce est supérieure à 5 %.

➤ **Test hétéroscédasticité :**

Le test de white permet de tester l'hypothèse H0: absence d'hétéroscédasticité(homoscidastique) contre H: existence d'hétéroscédasticité. Les résidus du test sont illustrés

Tableau N°17: Résultat du test d'hétéroscédasticité de Whit

VAR Residual Heteroskedasticity Tests (Includes Cross Terms)		
Date: 06/23/19 Time: 16:31		
Sample: 1980 2017		
Included observations: 35		
Joint test:		
Chi-sq	df	Prob.
589.8011	567	0.2457

Source : Réalisé par nous même à l'aide de logiciel Eviews10.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

L'hypothèse d'homoscédasticité est acceptée dans la mesure où la probabilité de commettre une erreur est égale à 0,24 supérieur à 5%. Donc les estimations obtenues sont optimales. D'une manière générale les différents tests économétriques effectués montrent qu'il y absence d'auto-corrélation et d'homoscédasticité des erreurs, le VAR (1) est bien un modèle stationnaire, donc nous pouvons dire qu'économétriquement notre modèle VAR est un modèle valide. Il peut de ce fait faire objet d'analyse et d'interprétations économique.

3. Interprétation économique du modèle

L'application de la modélisation VAR (1) nous permet d'exprimer l'équation [D (PIB)], ci-dessous :

$$\begin{aligned}
 \text{DDPIB} = & -0.265768 - 0.341942\text{DX}(-1) + 0.148441\text{DM}(-1) - 0.247587\text{DFBCF}(-1) + 0.099401\text{DDP}(-1) + \\
 & (-1.493) \quad (-1.984) \quad (1.097) \quad (-2.333) \quad (0.192) \\
 & 0.009916\text{DMI}(-1) + 435191169.584 \\
 & (0.077) \quad (0.790)
 \end{aligned}$$

Nous constatons que les coefficients de la relation de long terme associés à chaque variable sont significativement différents de zéro, c'est-à-dire que les statistiques de Student sont supérieures à la valeur critique au seuil de 5% ; quant au DMI, sa statistique est inférieure au seuil de 5 %. Ceci signifie que :

- ✓ Une augmentation de 1% du DX entraîne un accroissement de 0.34% de la variation du DDPIB ;
- ✓ Une augmentation de 1% de la part de DM engendre un accroissement de 0.14% de la variation du DDPIB
- ✓ Une augmentation de 1% de la part de DFBCF engendre un accroissement de 0.24% de la variation du DDPIB
- ✓ Une augmentation de 1% du DDP entraîne en effet un accroissement de 0.09% de la variation du DDPIB
- ✓ Une augmentation de 1% de la part de DMI engendre un décroissement de 0.009% de la variation du DDPIB

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

4. Test de causalité entre les variables

L'élaboration de ce test à ces variables prises deux à deux nécessite au préalable la détermination du nombre de retard du modèle VAR (P) avec toutes les séries. Les critères d'Akaike et de Schwartz obtenus montrent que le retard retenu est P=1.

➤ **Test de causalité de granger**

L'analyse de la causalité va nous permettre de savoir quelles sont les influences statistiquement significatives des quatre variables du modèle entre elles.

Tableau N°18: Résultat de test de causalité de GRANGER

Pairwise Granger Causality Tests
Date: 06/23/19 Time: 16:32
Sample: 1980 2017
Lags: 2

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
DX does not Granger Cause DDPIB DDPIB does not Granger Cause DX	34	2.67298 1.05558	0.0860 0.3610
DM does not Granger Cause DDPIB DDPIB does not Granger Cause DM	34	2.91923 0.97305	0.0700 0.3899
DFBCF does not Granger Cause DDPIB DDPIB does not Granger Cause DFBCF	34	1.44602 0.36142	0.2520 0.6998
DDP does not Granger Cause DDPIB DDPIB does not Granger Cause DDP	34	2.34950 1.42926	0.1133 0.2559
DMI does not Granger Cause DDPIB DDPIB does not Granger Cause DMI	34	0.31027 2.06051	0.7357 0.1456
DM does not Granger Cause DX DX does not Granger Cause DM	35	0.05321 1.69669	0.9483 0.2004
DFBCF does not Granger Cause DX DX does not Granger Cause DFBCF	35	0.79274 1.43145	0.4619 0.2548
DDP does not Granger Cause DX DX does not Granger Cause DDP	35	0.70883 2.73522	0.5003 0.0811
DMI does not Granger Cause DX DX does not Granger Cause DMI	35	3.00612 0.44592	0.0646 0.6444
DFBCF does not Granger Cause DM DM does not Granger Cause DFBCF	35	0.97942 8.98177	0.3872 0.0009
DDP does not Granger Cause DM DM does not Granger Cause DDP	35	2.89408 0.94925	0.0709 0.3984

Source : Réalisé par nous même à l'aide de logiciel Eviews10.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

L'analyse de la causalité va nous permettre de savoir la relation entre les variables (PIB, X, M, FBCF, DP, MI), et leurs influences entre elles, l'analyse de la causalité est une étape nécessaire à étudier la dynamique du modèle, les résultats obtenus après avoir effectué le test de causalité au sens de Granger sont les suivant :

Les résultats obtenus pour un nombre de retard (P) égal à (1), donnés dans le tableau N°18 nous indiquent que la variable M causent au sens de Granger FBCF, car la probabilité associées est de 0,05, elle est inférieure au seuil statistique usuel de 5%. A l'inverse, on constate que la variable MI cause au sens de Granger les M car la probabilité associées est de 0,009, elle est inférieure au seuil statistique usuel de 5%, mais ne cause pas au sens Granger X, M, FBCF, et DP car leur probabilité associées sont supérieur au seuil statistique usuel de 5% ($0,36 > 0,05$, $0,38 > 0,05$ $0,69 > 0,05$ $0,08 > 0,05$), alors on peut dire que il y a une causalité unidirectionnelles entre MI, M et FBCF.

5. Test de cointégration (test Johanssen)

Tableau N°19: test Johanssen

Date: 06/23/19 Time: 16:38
Sample (adjusted): 1984 2017
Included observations: 34 after adjustments
Trend assumption: Linear deterministic trend
Series: DDPIB DX DM DFBCF DDP DMI
Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.815222	156.8635	95.75366	0.0000
At most 1 *	0.750608	99.45101	69.81889	0.0000
At most 2 *	0.604909	52.23423	47.85613	0.0183
At most 3	0.273785	20.66051	29.79707	0.3791
At most 4	0.215438	9.783592	15.49471	0.2978
At most 5	0.044121	1.534202	3.841466	0.2155

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10.

La procédure du test se fait comme suit :

H0 : $r=0$

H1 : $r>0$

On commence par tester l'hypothèse H0 : $r=0$ contre h1 : $r>0$

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

- tester l'hypothèse $H_0 : r=0$ contre $h_1 : r>0$

λ Trace=156.86 est supérieure à la valeur tabulée au seuil de 5%, on rejette donc l'hypothèse nulle absence de relation de cointégration.

- En suite on passe pour teste l'hypothèse $H_0 : r=1$ contre $h_1 : r>1$

λ Trace=99.45 est inférieur à la valeur tabulée au seuil de 5%, on accepte l'hypothèse H_0 d'où $r=1$. donc il ya une seule relation de cointégration, un modèle à correction d'erreur peut alors être estimé.

6. Analyse des chocs (fonction de repense impulsionnelle).

Tableau N°20 : Réponse impulsionnelles (analyse des chocs)

of DDPIB:	DDPIB	DX	DM	DFBCF	DDP	DMI
	2.49E+09	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000
	-1.27E+08	-1.17E+09	5.33E+08	-6.10E+08	7.71E+08	-78464597
	7.64E+08	3.34E+08	-7.02E+08	1.07E+08	7.66E+08	-1.50E+08
	9.10E+08	-5.03E+08	-3.04E+08	-4.60E+08	3.17E+08	-2.48E+08
	8.89E+08	-2.46E+08	-65426913	1.11E+08	6.63E+08	-88778638
	7.62E+08	-4.36E+08	-1.65E+08	-4.04E+08	4.35E+08	-65513704
	7.20E+08	-1.78E+08	-2.02E+08	-1.07E+08	6.28E+08	-2.01E+08
	8.23E+08	-3.83E+08	-2.93E+08	-2.31E+08	5.31E+08	-1.29E+08
	8.52E+08	-2.49E+08	-1.52E+08	-1.34E+08	5.18E+08	-1.29E+08
	7.53E+08	-3.76E+08	-1.79E+08	-2.44E+08	5.50E+08	-1.26E+08

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10.

Analysant les répercussions de ce choc des différentes variables explicatives sur le PIB sur dix périodes :

-Un choc sur DX n'a aucun effet sur le DDPIB durant la première période, un effet négatif durant toutes les autres périodes.

-Un choc sur DM n'a aucun un effet sur le DDPIB durant la première période, un effet négatif durant toutes les autres périodes.

- Un choc sur DFBCF n'a aucun un effet sur le DDPIB durant la première période, un effet positif durant toutes les autres périodes.

- Un choc sur DDP n'a aucun un effet sur le DDPIB durant la première période, un effet positif durant toutes les autres périodes.

**CHAPITRE III ANALYSE ECONOMITRIQUE DE L'IMPACTE DE
L'IMPORTATION DES BIENS D'INVESTISSEMENT SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN ALGERIE**

7. Décomposition de la variance

Tableau N°21: La décomposition de l'erreur de prévision de PIB :

Variance Decomposition of DDPIB:							
Period	S.E.	DDPIB	DX	DM	DFBCF	DDP	DMI
1	2.49E+09	100.0000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000	0.000000
2	2.97E+09	70.27120	15.47661	3.226099	4.222633	6.733650	0.069808
3	3.26E+09	63.80715	13.89477	7.312320	3.612523	11.10348	0.269762
4	3.49E+09	62.50349	14.20568	7.142251	4.891614	10.51803	0.738933
5	3.67E+09	62.27009	13.26717	6.477215	4.506430	12.75383	0.725262
6	3.83E+09	61.32716	13.52074	6.152309	5.264567	13.03785	0.697374
7	3.96E+09	60.57360	12.82936	6.004852	4.988909	14.69385	0.909428
8	4.12E+09	60.05784	12.74028	6.064846	4.932691	15.26427	0.940066
9	4.25E+09	60.37466	12.29678	5.818531	4.728164	15.80824	0.973631
10	4.38E+09	59.81015	12.31727	5.646787	4.763136	16.46291	0.999740

Source : résultat obtenu à partir du logiciel Eviews 10.

D'après les résultats obtenus dans le tableau, on constate qu'à la première période l'erreur de prévision de DDPIB est due à 100% à ses propres innovations, et les innovations des autres variables n'ont aucun effet au cours de la première période. Au cours de la deuxième période, la variance de l'erreur de PIB contribue à 70% à ses propres innovations. Tandis qu'aux autres innovations on remarque une faible contribution du DX, DM, DFBCF, DDP, DMI, où leurs innovations qui sont dues à 15.47, 3.22, 4.22, 6.73, 0.069.

Conclusion

Ce chapitre a empiriquement examiné le lien entre l'importation des biens d'investissement et la croissance économique en Algérie au moyen des séries temporelles pour la période allant de 1980 jusqu'à 2017. Notre méthodologie est basée sur la modélisation de VAR.

Les résultats issus de l'application du test de Dicky-Fuller indiquent, que toutes les séries en niveau sont non stationnaires et sont d'ordre (1). Sauf la variable de PIB est intégré d'ordre (2)

D'après l'analyse de la décomposition de la variance des erreurs de prévision et les chocs impulsionnels, on remarque que les résultats donnent le sens des relations qui peuvent exister entre l'X, M, FBCF, avec un pourcentage suffisant et les autres variables avec un pourcentage faible. Au regard des résultats de l'analyse empirique.

Donc, on peut conclure que la croissance économique en Algérie dépend en grande partie de la hausse des exportations des hydrocarbures induits par la hausse des prix de ce dernier.

Conclusion générale

CONCLUSION GENERALE

L'objectif à ce travail de mémoire était de vérifier économétriquement l'existence d'un impact des importations de biens d'investissement sur la croissance économique en Algérie. D'effectuer une analyse économétrique afin de savoir si l'importation des biens d'investissement a un impact positif ou bien négatif sur la croissance économique Algérienne.

Il faut rappeler que l'Algérie a relativement à connait un échec persistant ces dernières années du point de vue de la politique commerciale.

Dans le cadre de ce travail, nous avons testé empiriquement l'impact de l'importation du bien d'investissement sur la croissance économique en Algérie durant la période 1980-2017. Pour ce faire, nous avons fait appel à la technique de modélisation basée sur le modèle VAR.

Afin de mené bien notre étude nous avons opté pour un nombre de variables qui proviennent de sources diverses dans la Banque Mondiale pour étudier l'impact de l'importation des biens d'investissement en Algérie

A cet effet, nous avons commencé notre évaluation par une étude graphique de chaque série afin d'appréhender le mieux possible leur comportement, et de suivre leur évolution dans le temps. En suite, et dans le but de vérifié nos hypothèses nous avons opté pour une démarche statistique en utilisant le modèle VAR ainsi que le teste de causalité de Granger, nous avons essayé de suivre un modèle à corrélation d'erreur de Johanssen et d'estimer un modèle VAR, s'il y'à lieu, sur les variables PIB, X, M, FBCF, DEP, MI (détermination à long terme).

Le PIB a été choisi comme indicateur de croissance économique, l'exportation (x) L'importation (M), la formation brute du capital fixe (FBCF), les dépenses publique (DP) et l'importation des biens d'investissement(MI), sont les variables supposées sur l'impact de l'importation des biens d'investissement de la croissance économique en Algérie

La démarche de notre étude consiste en premier lieu à déterminer l'ordre d'intégration des variables, via les tests de racine unitaire sur chaque variable au niveau et en différence.

Les résultats indique que le PIB et intégrée d'ordre 2 ; $I(2)$, tandis que le reste des variables sont intégrée d'ordre 1 ; $I(1)$. Puis nous avons procédé à la décomposition de la variance et les résidus entre PIB et les autres variables (PIB,X,M,FBCF,DEP,MI), les résultats de notre travail révèlent l'impact de l'importation des biens de l'investissement en Algérie entraine impact négatif avec la croissance économique à court terme, mais à longue terme .

Les tests de cointégration ont été effectués dans l'objectif de mettre en évidence L'existence d'une relation de long terme entre variables. Le test de Johansen sont basés sur

CONCLUSION GENERALE

des estimations de maximum de vraisemblance. Le test affirme l'existence de trois relations de long terme stable entre les variables.

Les résultats auxquels nous ont abouti au cours de notre travail empirique, permettent de valider la deuxième hypothèse et de rejeter la première selon laquelle la croissance économique est liée à la variation de l'impact de l'importation des biens des investissements sur la croissance économique en Algérie.

Aujourd'hui, nous pouvons constater que la stratégie de la croissance économique en Algérie connaît un échec persistant, car les mesures poursuivies n'ont pas permis de développer et d'accroître l'éventail de la structure de l'économie algérienne loin de la rente pétrolière, tout en assurant une diversification de la production nationale et d'exportation hors hydrocarbure, ce qui a conduit une forte vulnérabilité macroéconomique surtout dans le contexte actuel de crises et turbulences économiques à l'échelle internationale.

Bibliographie

❖ Articles et revues

- Buson F.&P. Villa(1997), « Croissance et Spécialisation », Revue économique, à paraître.
- Dufour, Forum national sur la promotion des exportations agricoles et agroalimentaires : « Accession de l'Algérie à
- ECO technics, « Diagnostics de la réglementation des exportations hors hydrocarbures », étude pour ANEXALNAED(SFI) l'OMC» : Le volet agricole, 13-14 septembre 2004. mars 2004 .
- Fontagné L et Guénil J-L,(1997), « L'ouverture catalyseur de la croissance», Économie internationale,
- Guellec, D. Ralle.p « *les nouvelles théories de la croissance* », la découverte, 1996,
- Guillaumont P. (1994), Politique d'ouverture et croissance économique : les effets de la croissance des Exportations et de l'instabilité des exportations, revues d'Économie du Développement,
- Kuznets.S. (1973), « Modern economic growth: findings and reflections», the American Economic Review, Vol .63, N° 3,
- LUCAS, R.E.(1988), « On the mechanics of Economic Development », Journal of Monetary Economics, Vol 22, Issue 1.
- Le ministère du commerce, lors du forum d'El Moudjahid tenu le 27/10/2002 à Alger.
- MEHDI Abbas : « L'ouverture internationale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en terme d'économie
- OUKACI Kamal (2010) « Les effets d'un choc pétrolier sur l'économie algérienne : une approche par le
- Paul M. Romer.(1996), «Why, in America? Theory, history and origins of modern economic growth», Papier de travail 5443, Université de Californie, Berkeley, politiques du protectionnisme », Université de Grenoble, CNRS. Septembre 2011,
- SOLOW R (1956), « Technical Change and the Aggregate Production Function », Review of Economics and Statistics, Vol 39, N° 3, August.

❖ Ouvrage

- Aubin C.&Norel.p. « Economie internationale fait théorie et politique».7997.
- Bellataf. M. (2010), « Economie du développement », office des publications universitaire, Alger.
- Edward.S.(1998), «Openness productivity and Growth: what do we really know? »T'he Economic Journal, Vol108, Issue 447.
- Guillochon B «Economie internationale Dunoy» 2006.¹GROSSMAN.G.M.and HELPMAN.E.(1991),« Innovation and growth in the globaleconomy».Cambridge,MIT XPress,
- Guillochon B.«Economie internationale» manuel et exercices. 2006
- James.E «Histoire sommaire de la pensée économique» .1969
- Mahoui Ahmed et Jean Robert Henry : « où va l'Algérie », édition Karthala et Ireman, Paris, 2001,

- Mill J.S. «Principles of political economy».1848.
- Paul R.Krugman,MauriceObstfeld.(2003) " *Économie internationale* ",Édition De Boeck,Paris,
- Ricardo.D «les Débuts de l'économie politique et la taxation fiscale» 1969
- Samuelson A«Les grands courants de la pensée économique»1993
- Smith. A« Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations » 1962
- Samuelson. A« Economie internationale contemporaine». PU 1993.

❖ **Mémoires et thèses**

- DOREAU Marie, BARTHELET Benjamin, SIBIEUDE Mathieu : « Les barrières tarifaires et non tarifaires : une entrave au commerce international », mémoire de magister, université LAVAL, CANADA, faculté des sciences de l'administration.
- Mohdeb Yazid, BoufaresRezak, « politiques publiques de soutien aux exportations hors hydrocarbures en Algérie », mémoire de licence, Université Mouloud MAMMERI de Tizi- Ouzou, 2008.
- Nadia.L. (2005), « L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique : Cas de six pays d'Afrique de l'Ouest», Thèse de doctorat, Université de Montréal,
- SENOUCI BERKSI Imane, « L'impact de l'intégration financière sur la croissance économique : le cas du conseil de coopération du Golfe», thèse de doctorat en finance, Université de Tlemcen, 2015

❖ **Lois et textes réglementaires**

- Décret exécutif N° 04-174 du 12 juin 2004.
- Instruction N° 22-94 du 12 avril 1994 fixant le pourcentage des recettes d'exportations hors hydrocarbures et produits miniers ouvrant droit à l'inscription aux comptes devises des personnes morales.

❖ **Les sites Web**

- www.worldbank.org. Site de la Banque Mondiale
- www.fmi.org. Site du Fonds Monétaire International
- www.douane.gov.dz : site de la douane
- www.ons.dz site de l'Office National des Statistique
- www.bank-algeria.dz : site de la Banque d'Algérie
- www.algex.dz.
- www.minicommerce.gov.dz : site du ministère du commerce.

Annexes

Annexe 01 : Présentation des données

année	M	PIB	X	fbcf	MI	DP
1980	27214009136	7,0016E+10	2,9437E+10	2,9613E+10	1,0558E+10	1,0662E+10
1981	31649891063	7,2117E+10	2,9525E+10	2,9761E+10	1,1303E+10	1,1397E+10
1982	31111843779	7,6732E+10	3,2537E+10	3,3817E+10	1,0754E+10	1,2036E+10
1983	33040779286	8,0876E+10	3,4554E+10	3,3919E+10	1,0399E+10	1,2674E+10
1984	33866797645	8,5405E+10	3,6523E+10	3,4208E+10	1,0288E+10	1,3421E+10
1985	35797205081	8,8565E+10	3,7473E+10	3,4994E+10	9841000000	1,3421E+10
1986	27921821049	8,8919E+10	3,7361E+10	3,4994E+10	9228000000	1,2723E+10
1987	19908256644	8,8296E+10	3,9602E+10	3,3379E+10	7042000000	1,2049E+10
1988	20585137765	8,7413E+10	3,9761E+10	2,2956E+10	7690000000	1,2856E+10
1989	24043442488	9,126E+10	4,2941E+10	2,7176E+10	9470000000	1,1789E+10
1990	21687184394	9,199E+10	4,4401E+10	2,6714E+10	9770000000	1,1966E+10
1991	17805178091	9,0886E+10	4,4002E+10	2,2787E+10	7770000000	1,3103E+10
1992	18624216638	9,2522E+10	4,5718E+10	2,3265E+10	8310000000	1,4322E+10
1993	17376393729	9,0579E+10	4,4849E+10	2,2521E+10	8785000000	1,4264E+10
1994	18436353643	8,9764E+10	4,3324E+10	2,2633E+10	9153870000	1,4835E+10
1995	18805081766	9,3175E+10	4,6054E+10	2,3312E+10	1,01E+10	1,5443E+10
1996	16304004905	9,6995E+10	4,9508E+10	2,4128E+10	9090000000	1,6061E+10
1997	16695301500	9,8062E+10	5,2307E+10	2,4321E+10	9388000000	1,6382E+10
1998	17914058911	1,03E+11	5,3521E+10	2,5124E+10	9400000000	1,6873E+10
1999	18217881366	1,06E+11	5,6735E+10	2,5802E+10	9162000000	1,7295E+10
2000	19602440350	1,10E+11	6,0367E+10	2,7428E+10	9171000000	1,7312E+10
2001	21797913670	1,14E+11	5,8797E+10	2,8909E+10	9940000000	1,7832E+10
2002	26855029641	1,20E+11	6,2031E+10	3,1337E+10	1,1969E+10	1,9562E+10
2003	28224636153	1,29E+11	6,6683E+10	3,1685E+10	1,238E+10	2,0227E+10
2004	31752715672	1,34E+11	6,8817E+10	3,2365E+10	1,8169E+10	2,0368E+10
2005	33784889475	1,42E+11	7,2877E+10	4,423E+10	2,0357E+10	1,9981E+10
2006	33278116133	1,45E+11	7,1347E+10	4,86E+10	2,7456E+10	2,122E+10
2007	37238211952	1,50E+11	7,0633E+10	4,87E+10	2,7631E+10	2,1581E+10
2008	42972896593	1,53E+11	6,8938E+10	5,0243E+10	3,9479E+10	2,4192E+10
2009	48473427357	1,56E+11	6,1975E+10	5,5665E+10	3,9294E+10	2,6248E+10
2010	50654731588	1,61E+11	6,1975E+10	5,8491E+10	4,0473E+10	2,7771E+10
2011	48324613935	1,66E+11	6,0302E+10	5,9187E+10	4,7247E+10	3,0492E+10
2012	54993410658	1,71E+11	5,8011E+10	6,6521E+10	5,0378E+10	3,1346E+10
2013	60382764902	1,76E+11	5,4704E+10	6,807E+10	5,5028E+10	3,1597E+10
2014	65454917154	1,83E+11	5,4813E+10	8,0554E+10	5,858E+10	3,1944E+10
2015	69644031852	1,90E+11	5,5142E+10	8,1804E+10	5,1702E+10	3,2935E+10
2016	67554710896	1,96E+11	5,994E+10	8,2562E+10	4,7089E+10	3,3363E+10
2017	63839201797	1,99E+11	5,6763E+10	8,2935E+10	4,6059E+10	3,3797E+10

Annexe 02 : Présentation de résultats de test de racine unitaire (ADF)

Modèle [03] : pour les séries en niveau

PIB

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 22:51
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.002261	0.035615	-0.063489	0.9497
C	1.20E+09	2.14E+09	0.561987	0.5778
@TREND("1980")	1.35E+08	1.22E+08	1.103714	0.2775
R-squared	0.279427	Mean dependent var		3.49E+09
Adjusted R-squared	0.237041	S.D. dependent var		2.61E+09
S.E. of regression	2.28E+09	Akaike info criterion		46.00633
Sum squared resid	1.76E+20	Schwarz criterion		46.13694
Log likelihood	-848.1171	Hannan-Quinn criter.		46.05238
F-statistic	6.592343	Durbin-Watson stat		1.224590
Prob(F-statistic)	0.003806			

X

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(X)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 22:54
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
X(-1)	-0.024495	0.061896	-0.395749	0.6948
C	3.02E+09	2.20E+09	1.369005	0.1800
@TREND("1980")	-53423834	71612628	-0.746011	0.4608
R-squared	0.111398	Mean dependent var		7.39E+08
Adjusted R-squared	0.059127	S.D. dependent var		2.56E+09
S.E. of regression	2.48E+09	Akaike info criterion		46.17912
Sum squared resid	2.09E+20	Schwarz criterion		46.30973
Log likelihood	-851.3137	Hannan-Quinn criter.		46.22517
F-statistic	2.131174	Durbin-Watson stat		1.610695
Prob(F-statistic)	0.134284			

M

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(M)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 22:55
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
M(-1)	-0.044235	0.048248	-0.916825	0.3657
C	-4.48E+08	1.31E+09	-0.341978	0.7345
@TREND("1980")	1.52E+08	69623202	2.179002	0.0364
R-squared	0.135117	Mean dependent var		9.90E+08
Adjusted R-squared	0.084241	S.D. dependent var		3.49E+09
S.E. of regression	3.34E+09	Akaike info criterion		46.77178
Sum squared resid	3.78E+20	Schwarz criterion		46.90239
Log likelihood	-862.2779	Hannan-Quinn criter.		46.81783
F-statistic	2.655829	Durbin-Watson stat		1.312515
Prob(F-statistic)	0.084777			

FBCF

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(FBCF)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 22:56
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
FBCF(-1)	-0.030082	0.049656	-0.605807	0.5487
C	-8.22E+08	1.40E+09	-0.586010	0.5617
@TREND("1980")	1.81E+08	83103856	2.180846	0.0362
R-squared	0.177034	Mean dependent var		1.44E+09
Adjusted R-squared	0.128624	S.D. dependent var		3.78E+09
S.E. of regression	3.53E+09	Akaike info criterion		46.88277
Sum squared resid	4.23E+20	Schwarz criterion		47.01339
Log likelihood	-864.3313	Hannan-Quinn criter.		46.92882
F-statistic	3.656983	Durbin-Watson stat		2.160669
Prob(F-statistic)	0.036433			

DP

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DP)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 22:56
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DP(-1)	-0.050102	0.052037	-0.962810	0.3424
C	4.94E+08	4.55E+08	1.087320	0.2845
@TREND("1980")	56883096	34229046	1.661837	0.1057
R-squared	0.145693	Mean dependent var		6.25E+08
Adjusted R-squared	0.095439	S.D. dependent var		8.02E+08
S.E. of regression	7.63E+08	Akaike info criterion		43.82097
Sum squared resid	1.98E+19	Schwarz criterion		43.95158
Log likelihood	-807.6879	Hannan-Quinn criter.		43.86702
F-statistic	2.899161	Durbin-Watson stat		1.447865
Prob(F-statistic)	0.068777			

MI

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(MI)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 22:57
Sample (adjusted): 1981 2017
Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
MI(-1)	-0.085071	0.055379	-1.536155	0.1338
C	-6.02E+08	1.08E+09	-0.559464	0.5795
@TREND("1980")	1.73E+08	85369495	2.031098	0.0501
R-squared	0.109559	Mean dependent var		9.59E+08
Adjusted R-squared	0.057181	S.D. dependent var		3.24E+09
S.E. of regression	3.14E+09	Akaike info criterion		46.65359
Sum squared resid	3.36E+20	Schwarz criterion		46.78420
Log likelihood	-860.0914	Hannan-Quinn criter.		46.69964
F-statistic	2.091672	Durbin-Watson stat		1.670988
Prob(F-statistic)	0.139086			

Modèle [02] : pour les séries en niveau

PIB

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(PIB)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 22:58
Sample (adjusted): 1981 2017
Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	0.035391	0.010262	3.448531	0.0015
C	-6.98E+08	1.27E+09	-0.548871	0.5866
R-squared	0.253610	Mean dependent var		3.49E+09
Adjusted R-squared	0.232284	S.D. dependent var		2.61E+09
S.E. of regression	2.28E+09	Akaike info criterion		45.98748
Sum squared resid	1.82E+20	Schwarz criterion		46.07455
Log likelihood	-848.7683	Hannan-Quinn criter.		46.01818
F-statistic	11.89237	Durbin-Watson stat		1.228722
Prob(F-statistic)	0.001486			

X

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(X)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 22:59
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
X(-1)	-0.063554	0.032804	-1.937362	0.0608
C	4.01E+09	1.74E+09	2.308710	0.0270
R-squared	0.096853	Mean dependent var		7.39E+08
Adjusted R-squared	0.071049	S.D. dependent var		2.56E+09
S.E. of regression	2.46E+09	Akaike info criterion		46.14130
Sum squared resid	2.13E+20	Schwarz criterion		46.22838
Log likelihood	-851.6140	Hannan-Quinn criter.		46.17200
F-statistic	3.753373	Durbin-Watson stat		1.527950
Prob(F-statistic)	0.060804			

M

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(M)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 23:09
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
M(-1)	0.026726	0.037458	0.713507	0.4803
C	1.17E+08	1.35E+09	0.086743	0.9314
R-squared	0.014337	Mean dependent var		9.90E+08
Adjusted R-squared	-0.013825	S.D. dependent var		3.49E+09
S.E. of regression	3.51E+09	Akaike info criterion		46.84844
Sum squared resid	4.31E+20	Schwarz criterion		46.93552
Log likelihood	-864.6962	Hannan-Quinn criter.		46.87914
F-statistic	0.509092	Durbin-Watson stat		1.229847
Prob(F-statistic)	0.480263			

FBCF

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(FBCF)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 23:09
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
FBCF(-1)	0.051893	0.034143	1.519861	0.1375
C	-5.95E+08	1.47E+09	-0.404202	0.6885
R-squared	0.061913	Mean dependent var		1.44E+09
Adjusted R-squared	0.035111	S.D. dependent var		3.78E+09
S.E. of regression	3.71E+09	Akaike info criterion		46.95964
Sum squared resid	4.82E+20	Schwarz criterion		47.04672
Log likelihood	-866.7534	Hannan-Quinn criter.		46.99034
F-statistic	2.309978	Durbin-Watson stat		2.056617
Prob(F-statistic)	0.137529			

DP

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DP)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 23:10
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DP(-1)	0.031122	0.018304	1.700323	0.0979
C	35164682	3.70E+08	0.095015	0.9248
R-squared	0.076300	Mean dependent var		6.25E+08
Adjusted R-squared	0.049909	S.D. dependent var		8.02E+08
S.E. of regression	7.82E+08	Akaike info criterion		43.84501
Sum squared resid	2.14E+19	Schwarz criterion		43.93209
Log likelihood	-809.1327	Hannan-Quinn criter.		43.87571
F-statistic	2.891097	Durbin-Watson stat		1.450849
Prob(F-statistic)	0.097941			

MI

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(MI)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 23:11
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
MI(-1)	0.007564	0.032785	0.230718	0.8189
C	8.05E+08	8.59E+08	0.937908	0.3547
R-squared	0.001519	Mean dependent var		9.59E+08
Adjusted R-squared	-0.027009	S.D. dependent var		3.24E+09
S.E. of regression	3.28E+09	Akaike info criterion		46.71405
Sum squared resid	3.77E+20	Schwarz criterion		46.80113
Log likelihood	-862.2100	Hannan-Quinn criter.		46.74475
F-statistic	0.053231	Durbin-Watson stat		1.630492
Prob(F-statistic)	0.818877			

Modèle [01] : pour les séries en niveau

PIB

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PIB)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 23:12
 Sample (adjusted): 1981 2017
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	0.030009	0.003000	10.00354	0.0000
R-squared	0.247185	Mean dependent var		3.49E+09
Adjusted R-squared	0.247185	S.D. dependent var		2.61E+09
S.E. of regression	2.26E+09	Akaike info criterion		45.94199
Sum squared resid	1.84E+20	Schwarz criterion		45.98553
Log likelihood	-848.9269	Hannan-Quinn criter.		45.95734
Durbin-Watson stat	1.210770			

X

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(X)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 23:13
Sample (adjusted): 1981 2017
Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
X(-1)	0.010097	0.008091	1.247964	0.2201
R-squared	-0.040687	Mean dependent var		7.39E+08
Adjusted R-squared	-0.040687	S.D. dependent var		2.56E+09
S.E. of regression	2.61E+09	Akaike info criterion		46.22900
Sum squared resid	2.45E+20	Schwarz criterion		46.27254
Log likelihood	-854.2364	Hannan-Quinn criter.		46.24435
Durbin-Watson stat	1.422802			

M

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(M)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 23:13
Sample (adjusted): 1981 2017
Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
M(-1)	0.029665	0.015764	1.881780	0.0680
R-squared	0.014125	Mean dependent var		9.90E+08
Adjusted R-squared	0.014125	S.D. dependent var		3.49E+09
S.E. of regression	3.46E+09	Akaike info criterion		46.79461
Sum squared resid	4.31E+20	Schwarz criterion		46.83814
Log likelihood	-864.7002	Hannan-Quinn criter.		46.80995
Durbin-Watson stat	1.233315			

FBCF

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(FBCF)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 23:14
Sample (adjusted): 1981 2017
Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
FBCF(-1)	0.039333	0.013986	2.812426	0.0079
R-squared	0.057534	Mean dependent var		1.44E+09
Adjusted R-squared	0.057534	S.D. dependent var		3.78E+09
S.E. of regression	3.67E+09	Akaike info criterion		46.91025
Sum squared resid	4.84E+20	Schwarz criterion		46.95379
Log likelihood	-866.8396	Hannan-Quinn criter.		46.92560
Durbin-Watson stat	2.021265			

DP

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(DP)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 23:15
Sample (adjusted): 1981 2017
Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DP(-1)	0.032753	0.006270	5.224087	0.0000
R-squared	0.076062	Mean dependent var		6.25E+08
Adjusted R-squared	0.076062	S.D. dependent var		8.02E+08
S.E. of regression	7.71E+08	Akaike info criterion		43.79121
Sum squared resid	2.14E+19	Schwarz criterion		43.83475
Log likelihood	-809.1375	Hannan-Quinn criter.		43.80656
Durbin-Watson stat	1.452974			

MI

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(MI)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 23:16
Sample (adjusted): 1981 2017
Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
MI(-1)	0.031483	0.020568	1.530703	0.1346
R-squared	-0.023577	Mean dependent var		9.59E+08
Adjusted R-squared	-0.023577	S.D. dependent var		3.24E+09
S.E. of regression	3.28E+09	Akaike info criterion		46.68482
Sum squared resid	3.87E+20	Schwarz criterion		46.72836
Log likelihood	-862.6692	Hannan-Quinn criter.		46.70017
Durbin-Watson stat	1.629234			

En première différenciation

PIB

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(PIB,2)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 23:17
Sample (adjusted): 1983 2017
Included observations: 35 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	-0.099928	0.091477	-1.092381	0.2826
D(PIB(-1),2)	-0.352221	0.166324	-2.117685	0.0418
R-squared	0.194707	Mean dependent var		-42270465
Adjusted R-squared	0.170305	S.D. dependent var		2.48E+09
S.E. of regression	2.26E+09	Akaike info criterion		45.97084
Sum squared resid	1.69E+20	Schwarz criterion		46.05971
Log likelihood	-802.4896	Hannan-Quinn criter.		46.00152
Durbin-Watson stat	2.089183			

X

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(X,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 23:18
 Sample (adjusted): 1982 2017
 Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(X(-1))	-0.682451	0.163902	-4.163788	0.0002
R-squared	0.330685	Mean dependent var		-90697536
Adjusted R-squared	0.330685	S.D. dependent var		3.14E+09
S.E. of regression	2.57E+09	Akaike info criterion		46.19834
Sum squared resid	2.31E+20	Schwarz criterion		46.24233
Log likelihood	-830.5701	Hannan-Quinn criter.		46.21369
Durbin-Watson stat	1.995005			

M

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(M,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 23:19
 Sample (adjusted): 1982 2017
 Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(M(-1))	-0.567391	0.151194	-3.752740	0.0006
R-squared	0.284364	Mean dependent var		-2.26E+08
Adjusted R-squared	0.284364	S.D. dependent var		3.83E+09
S.E. of regression	3.24E+09	Akaike info criterion		46.66472
Sum squared resid	3.68E+20	Schwarz criterion		46.70871
Log likelihood	-838.9650	Hannan-Quinn criter.		46.68008
Durbin-Watson stat	1.778288			

FBCF

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(FBCF,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/25/19 Time: 23:19
 Sample (adjusted): 1982 2017
 Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(FBCF(-1))	-0.796571	0.165514	-4.812725	0.0000
R-squared	0.398235	Mean dependent var		6263169.
Adjusted R-squared	0.398235	S.D. dependent var		5.19E+09
S.E. of regression	4.02E+09	Akaike info criterion		47.09547
Sum squared resid	5.66E+20	Schwarz criterion		47.13946
Log likelihood	-846.7185	Hannan-Quinn criter.		47.11083
Durbin-Watson stat	2.057939			

DP

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(DP,2)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 23:20
Sample (adjusted): 1982 2017
Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DP(-1))	-0.406177	0.135007	-3.008554	0.0048
R-squared	0.205407	Mean dependent var		-8387465.
Adjusted R-squared	0.205407	S.D. dependent var		9.27E+08
S.E. of regression	8.26E+08	Akaike info criterion		43.92983
Sum squared resid	2.39E+19	Schwarz criterion		43.97381
Log likelihood	-789.7369	Hannan-Quinn criter.		43.94518
Durbin-Watson stat	2.282537			

MI

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(MI,2)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 23:21
Sample (adjusted): 1983 2017
Included observations: 35 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(MI(-1))	-0.486781	0.203476	-2.392324	0.0226
D(MI(-1),2)	-0.337334	0.168595	-2.000856	0.0537
R-squared	0.438181	Mean dependent var		-13742857
Adjusted R-squared	0.421156	S.D. dependent var		4.23E+09
S.E. of regression	3.22E+09	Akaike info criterion		46.67778
Sum squared resid	3.42E+20	Schwarz criterion		46.76666
Log likelihood	-814.8612	Hannan-Quinn criter.		46.70846
Durbin-Watson stat	2.085905			

En deuxième différenciation

PIB

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(PIB,3)
Method: Least Squares
Date: 06/25/19 Time: 23:21
Sample (adjusted): 1983 2017
Included observations: 35 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1),2)	-1.410630	0.157942	-8.931343	0.0000
R-squared	0.700683	Mean dependent var		-1.61E+08
Adjusted R-squared	0.700683	S.D. dependent var		4.14E+09
S.E. of regression	2.27E+09	Akaike info criterion		45.94922
Sum squared resid	1.75E+20	Schwarz criterion		45.99365
Log likelihood	-803.1113	Hannan-Quinn criter.		45.96456
Durbin-Watson stat	2.113367			

Liste des tableaux

N°	Titre	page
N°1	Evolution de la balance commerciale (1963-1978)	35
N°2	Évolution du taux de croissance du PIB pendant la période du « Tout État ».	37
N°3	Évolution des importations, exportations et balance commerciale (1979-1988),	39
N°4	Évolution du taux de croissance du PIB et prix de pétrole (1978-1989)	40
N°5	Les effets des différentes politiques commerciales.	47
N°6	Évolution des exportations algériennes par groupe des produits	51
N°7	Évolution des importations algériennes par groupe des produits (MDS)	52
N°8	Bilan de l'évolution du taux de croissance du PIB, taux d'ouverture, du prix du pétrole entre (1988-2014)	54
N°9	Détermination de nombre de retard pour les différentes séries	65
N°10	Test de signification de la tendance	67
N°11	Teste de signification de la constante	67
N°12	Teste de la racine unitaire ADF	68
N°13	test de racine unitaire ADF en différence	69
N°14	Détermination du nombre de retard	70
N°15	Estimation du modèle VAR(1)	71
N°16	Résultat du test LM	74
N°17	Résultat du test d'hétéroscédasticité de White	74
N°18	Résultat de test de causalité de Granger	76
N°19	Test Johanssen	77
N°20	Réponse impulsionnelles (analyse des chocs)	78
N°21	La décomposition de la variance	79

Liste des figures

N°	Titre	Page
N°01	Schéma des facteurs principaux de la croissance endogène	24
N°02	Exportations, importations, et solde commerciale (1963-1978)	36
N°03	Evolution du PIB de l'Algérie durant la période 1980 à 2017	59
N°04	Evolution des exportations en Algérie durant 1980 a 2017	60
N°05	Evolution des importations en Algérie durant 1980 a 2017	61
N°06	Evolution de la formation brut du capital fixe en Algérie durant 1980 a 2017	62
N°07	Evolution des dépenses publique en Algérie durant 1980 à 2017	63
N°08	Evolution de l'importation des biens d'investissement en Algérie durant la période 1980 a 2017	64
N°09	Cercle de la racine unitaire	72

Table des matières

Sommaire

Introduction générale	1
------------------------------------	----------

Chapitre I

Introduction	3
--------------------	---

Section 01 : Les principales théories du commerce internationale.....4

1. La notion et les <i>théories</i> du commerce international.....	4
--	---

1.1 La notion du commerce international	4
---	---

2. Les principales théories du commerce international.....	5
--	---

2.1. La théorie mercantiliste du commerce international.....	5
--	---

2.2 Les théorie traditionnelle du commerce international.....	7
---	---

2.2.1. La théorie classique.	7
-----------------------------------	---

2.2.1.1. L'avantage absolu d'Adam Smith :.....	7
--	---

2.2.1.2.L'avantage comparatif de D. Ricardo.....	9
--	---

2.2.1.3 La théorie des prix internationaux de J. S. Mill :.....	11
---	----

2.2.2. La théorie des dotations en facteur de production ou le modèle de Heckscher -Ohlin, Samuelson.	13
--	----

2.2.3. Le paradoxe de Leontiev :.....	13
---------------------------------------	----

2.3. Le renouvellement des théories du commerce international.....	14
--	----

2.3.1. L'approche néo-technologique:.....	14
---	----

2.3.1.1. L'écart technologique de Poser.....	14
--	----

2.3.1.2. La théorie du cycle de vie de Vernon.....	16
--	----

3- Arbre des théories du commerce international :.....	18
--	----

Section 02 : la notion et les théories de la croissance économique.....20

1. La notion de la croissance économique.....	20
---	----

2. Typologie de la croissance.....	21
------------------------------------	----

3. Les facteurs explicatifs de la croissance.....	21
---	----

4. Les indicateurs de la croissance économique.....	22
---	----

4.1. Concept de PIB (produit intérieur brut).....	22
---	----

4.2. Les indicateurs alternatifs de la croissance.....	22
--	----

5. Les théories de la croissance.....	23
5.1. La théorie classique.....	23
5.2. La théorie postkeynésienne.....	24
5.3. Les modèles néoclassiques : l’approche de Solow.....	24
5.4. Les nouvelles théories de la croissance : croissance endogène.....	24
Section 03 : revue de la littérature sur la relation ouverture-croissance économique....	27
1. Les travaux théoriques et empiriques.....	27
1.1. Les analyses traditionnelles (travaux théoriques) :.....	27
1.2. Les travaux empiriques.....	29
3-2 Relation entre ouverture commerciale et instabilité de la croissance.....	29
CONCLUSION	30
Chapitre II	
Introduction.....	31
Section 01 : Aperçu historique sur le Commerce extérieur et croissance du PIB durant la période 1962/1990.....	32
1. La nationalisation du commerce à L’organisation extérieure entre 1963-1978.....	32
1.1. Les importations en Algérie sur la période 1963-1978.....	32
1.2 Les exportations en Algérie sur la période 1963-1978.....	33
1.3. Aspect général de L’évolution du commerce extérieur et de la croissance du PIB durant la période 1962-1978.....	34
1.3.1 Evolution de la balance commerciale.....	34
1.3.2 Evolution du taux de croissance du PIB.....	37
2. L’instauration du monopole de l’État sur le commerce extérieur 1978-1988.....	38
2.1 Les modifications apportées aux importations et aux exportations.....	38
2.2 Évolution du commerce extérieur 1978-1988.....	39
2.3 Évolution du taux de croissance du PIB et du prix de pétrole en Algérie (1978-1989).....	39
Section 02 : L’organisation du commerce extérieur de l’Algérie à l’ère de l’ouverture commerciale.....	41
1. le régime de commerce extérieur depuis 1994.....	41
1.1. le plan d’ajustement structurel proposé par le FMI.....	41
1.2 Le régime des importations.....	42
1.3 le régime des exportations.....	43
1.3.1 L’office de promotion des exportations (PROMEX).....	43

1.3.2 la compagnie algérienne de garantie des exportations (CAGEX).....	44
1.3.3 la chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI).....	44
1.3.4 le fonds spécial de promotion des exportations (FSPE)	44
1.3.5 la société algérienne des foires et expositions (SAFEX).....	45
1.4 les mesures législatives relatives à la politique commerciale de l'Algérie.....	45
1.4.1 les incitations fiscales.....	45
1.4.2 Création de zones franches.....	46
1.4.3 les tarifs douaniers.....	46
1.4.4 le contingentement à l'importation.....	46
1.4.5 les restrictions volontaires d'exportation (RVE).....	46
1.4.6 la subventionne aux exportations.....	46
2. L'ouverture multilatérale et régionale de l'économie algérienne.....	47
2.1. L'ouverture multilatérale de l'économie algérienne.....	47
2.1.1. L'accorde d'association avec l'UE.....	47
2.1.2. Multiplication de négociations pour l'accession de l'Algérie à l'OMC.....	48
2.2 L'intégration maghrébine et l'économie algérienne.....	49
2.2.1 La zone Arabe de Libre Échange (ZALE).....	49
2.2.2 Convention dans le cadre de l'accord de l'UMA.....	49
Section 03 : Etat des lieux du commerce extérieur de l'Algérie entre 1990 et 2014.....	51
1. L'évolution du commerce extérieur algérien.....	51
1.1 Diversification des échanges par groupe d'utilisation (2007-2014).....	51
1.1.1 les exportations.....	51
1.1.2 Les importations.....	52
2. Évolution de la croissance économique l'ère de l'ouverture commerciale de l'Algérie....	53
Conclusion.....	55
Chapitre III	
Introduction.....	56
Section 01 : Présentations et analyse graphique des séries de données..	57
1. Le choix des variables :.....	57
2. Analyse graphique des séries de données.....	58
Section 02 :Analyse univarié des variables du modèle.....	65
1. Détermination de nombre de retard des différentes séries.....	65
2. Teste de la racine unitaire (ADF).....	66

Section 03 : Analyse multi varié des séries de donnée.....	70
1. Estimation de modèle Vectorial Autorégressive(VAR).....	70
1.1.Détermination de nombre de retard.....	70
1.2. Estimation de modèle VAR	71
2. Interprétation économétrique.....	72
2.1.Test de significativité globale.....	72
2.2.La stabilité du modèle VAR.....	72
2.3.Validation de modèle VAR.....	73
3.Interprétation économique du modèle.....	75
4.Test de causalité entre les variables.....	76
5. Test de cointégration (test Johansen).....	77
6. Analyse des chocs (fonction de repense impulsionelle).....	78
7. Décomposition de la variance.....	79
Conclusion	79
Conclusion générale.....	80

Résumé

L'objet central de ce travail porte sur l'étude de l'impact de l'importation des biens d'investissement sur la croissance économique en l'Algérie au cours de la période 1980 – 2017. En effet, l'Algérie s'est engagée depuis la fin des années quatre-vingt dans un processus de libéralisation de son commerce extérieur, d'abord dans le cadre du programme d'ajustement Structurel, puis par la signature d'un accord d'association avec l'Union Européenne. Elle poursuit également sans relâche depuis plus d'une dizaine d'années d'après négociations destinées à lui permettre, en vain jusqu'à présent, d'accéder à l'Organisation Mondiale du Commerce. L'étude économétrique qu'on a menée, à partir du modèle VAR, nous a permis de montrer que l'impact de l'importation des biens d'investissement a un effet négatif sur la croissance économique en Algérie.

Mots clé : l'importation des biens d'investissement, croissance économique, VAR.

Abstract

The central purpose of this paper is to study the impact of the import of capital goods on economic growth in Algeria during the period 1980-2017. has been engaged since the end of the eighties in a process of liberalization of its foreign trade, first as part of the structural adjustment program, then by the signing of an association agreement with the European Union. It has also been unabated for more than a decade after negotiations designed to enable it, in vain until now, to gain access to the World Trade Organization. The econometric study conducted on the basis of the VAR model showed that the impact of the import of investment goods has a negative effect on economic growth in Algeria.

Key words: importing goods from investing economic growth, VAR

ملخص

محور هذا العمل هو دراسة تأثير استيراد السلع على النمو الاقتصادي في الجزائر خلال الفترة 1980-2017 وفي الواقع ، باشرت الجزائر منذ أواخر الثمانينيات في عملية تحرير التجارة الخارجية أولا كجزء من برنامج التكيف الهيكلي والتوقيع على اتفاق الشراكة مع الاتحاد الأوروبي كما تواصل بلا هوادة لأكثر من عشر سنوات من المفاوضات الصعبة لتسمح بذلك ، دون جدوى حتى الآن ، للوصول إلى منظمة التجارة العالمية دراسة الاقتصاد القياسي اجرينا ، من طراز مكنتنا من إظهار أن استيراد السلع له تأثير سلبي على النمو الاقتصادي في الجزائر

كلمات البحث : تأثير استيراد السلع النمو الاقصاد VAR.